

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

---

# DE LA REVENDICATION DES MEUBLES EN DROIT COMPARÉ

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Juridiques)

présentée et soutenue le mercredi 8 juin 1927, à 14 heures

PAR

EL SAYED ALI EL MOGHAZY

---

JURY :

*Président* : M. LEVY-ULLMANN

*Suffragants* : { MM. WAHL  
PILON



LIBRAIRIE SCIENTIFIQUE  
ALBERT BLANCHARD

3 bis, place de la Sorbonne

PARIS

1927



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

**DE LA REVENDICATION DES MEUBLES  
EN DROIT COMPARÉ**



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

---

# DE LA REVENDICATION DES MEUBLES EN DROIT COMPARÉ

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Juridiques)

présentée et soutenue le mercredi 8 juin 1927, à 14 heures

PAR

EL SAYED ALI EL MOGHAZY

---

JURY :

*Président* : M. LEVY-ULLMANN

*Suffrageants* :  $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. WAHL} \\ \text{PILON} \end{array} \right.$



LIBRAIRIE SCIENTIFIQUE  
ALBERT BLANCHARD

3 bis, place de la Sorbonne

PARIS

1927



# DE LA REVENDICATION DES MEUBLES EN DROIT COMPARÉ

---

## HISTOIRE

---

Un bref aperçu historique nous sera très utile en cette matière, car « l'histoire du droit jette assurément une vive lumière sur la législation contemporaine » (1). Nous allons voir comment « la revendication des meubles » a commencé et par quelles formes elle en est passée à travers les âges jusqu'à nos jours.

### I

#### DROIT ROMAIN

En droit romain, il n'y avait pas un régime différent pour les aliénations de meubles et pour celles d'immeubles. On appliquait aux unes et aux autres

(1) Jobbé-Duval, *Etude Historique sur la revendication des meubles*, p. 5.

l'adage « *Nemo plus juris transferre potest quam ipse habet* », c'est-à-dire, on ne peut pas transmettre plus de droit qu'on n'en a (1). Il en résulte que la propriété des meubles était protégée par la revendication, puisque l'acquéreur était exposé aux mêmes causes d'éviction que ses auteurs et même, s'il était de bonne foi, le propriétaire pouvait revendiquer contre lui. La propriété des meubles se perdait seulement par l'usucapion dont le délai était d'une année avant Justinien et de trois ans sous le règne de cet empereur.

Mais faisons remarquer que l'usucapion des meubles était rendue rare par suite de la théorie de *furtum*. D'une part, l'usucapion était impossible pour les *res furtivæ* (2). Le possesseur, même de bonne foi, ne pouvait jamais en devenir propriétaire quelle que fut la durée de sa possession.

D'autre part, la définition du *furtum* était bien large ; elle comprenait toute entreprise frauduleuse au mépris du droit d'autrui (3). On voit par cette définition que, bien que le *furtum* ait été le délit qui correspondait, à Rome, à notre vol moderne, son domaine était beaucoup plus vaste. Il s'étendait, outre

(1) Colin & Capitant ; cours élémentaire de droit civil français, t. I, p. 916.

(2) Poincaré, *De la Revendication des meubles*, p. 79.

(3) Girard, Manuel élémentaire de droit romain, p. 422 et suiv.

le vol, à l'abus de confiance et à l'escroquerie. Et même il y avait *furtum*, en dehors de toutes manœuvres frauduleuses, nécessaires aujourd'hui pour constituer l'escroquerie, toutes les fois qu'on recevait sciemment le paiement de l'indu (1). Plus loin encore, on commettait *furtum* sur sa propre chose si on déposait autrui d'un droit lui appartenant sur elle (2).

Partant de cette motion de *furtum*, il y avait beaucoup de cas de dépossession volontaire dans lesquels la revendication restait perpétuelle.

En résumé, la revendication des meubles était toujours possible, sauf dans les cas, devenus très rares comme nous l'avons expliqué, où la chose était usucapée. Le droit romain sacrifiait les acquéreurs et les intérêts de commerce au respect du droit de propriété. Mais, outre la propriété mobilière, le droit romain protégeait aussi la possession mobilière. Il donnait au possesseur les interdits possessoires (3).

A côté du droit romain et admettant comme lui la revendication des meubles, on peut citer parmi les législations anciennes, le droit hindou, le droit biblique, le droit grec et le droit musulman (4).

(1) Girard, *Op. cit.*, p. 424.

(2) Roche-Agussol, *Etude sur la conservation de droits mobiliers*, p. 25.

(3) Voir Girard, *Op. cit.*, p. 282.

(4) Poincaré, *Op. cit.*, p. 73 et suiv.

## II

### ANCIEN DROIT FRANÇAIS

#### a) *Périodes Mérovingienne et Carlovingienne, et Moyen Age, du v<sup>e</sup> siècle au xiii<sup>e</sup> siècle.*

Pendant toute cette période le droit français était resté fidèle à ses origines germaniques, il ne reconnaissait, au propriétaire, aucune action réelle reposant sur la propriété. Les sources juridiques de cette époque ne connaissent pas la revendication mobilière. On exprimait ce résultat par la maxime « meubles n'ont pas de suite ».

En cas de dépossession volontaire, par exemple, prêt ou gage ou dépôt, le propriétaire du meuble n'avait qu'une action personnelle (*de re præstita*) contre l'emprunteur, le créancier gagiste ou le dépositaire. Le propriétaire n'avait aucune action contre le tiers acquéreur (1).

Quand la dépossession était involontaire (vol, perte) la victime du vol ou de la perte obtenait pleine satisfaction, grâce aux voies de recours que lui fournissait la procédure criminelle (2). Les actions pénales prirent de bonne heure le caractère d'une revendication, puis-

(1) Roche-Agussol, *Op. cit.*, p. 40.

(2) Jobbé-Duval, *Op. cit.*, p. 112 et suiv., 159 et suiv.

qu'elles permettaient au propriétaire de suivre son bien entre les mains de tout tiers détenteur.

Tel était le régime des meubles en droit germanique (1).

b) *xiv<sup>e</sup>, xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles*

A partir du *xiii<sup>e</sup>* siècle, et sous l'influence des études de droit romain qui s'enseignait dans les Universités et qui, de là, se répandait dans les cours de justice, une lutte s'établit entre le système romain et la règle du droit germanique. Dès le *xiv<sup>e</sup>* siècle, on trouve mention dans les textes d'une action en revendication des meubles ouverte au propriétaire d'une façon générale (2). Mais, jusqu'à la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle, les actions personnelles et pénales du droit germanique restaient encore opposées à la revendication du droit romain.

Ce n'est qu'au *xvi<sup>e</sup>* siècle que le droit romain a fini par l'emporter. Une action réelle de revendication a été attachée à tout droit de propriété. Le propriétaire était admis à revendiquer sa chose contre les tiers sans distinction du procédé de dépossession.

Avec cela la maxime « meubles n'ont pas de suite » a cessé d'être vraie pour les propriétaires, puisque le

(1) Il faut remarquer qu'il n'y avait pas d'usucapion dans ce droit, puisqu'il n'y avait pas de revendication.

(2) Voir deux exemples intéressants du « Gand Coutumier » et de la « Somme Rurale », cités par Poincaré, *Op. cit.*, p. 136.

droit de suite fut accordé à ceux-ci. Désormais, ils pouvaient revendiquer contre les tiers détenteurs. Mais si la vieille maxime n'était plus vraie pour les propriétaires, elle l'était toujours pour les créanciers hypothécaires. On leur a toujours refusé le droit de suite sur les meubles. Pour mettre la maxime d'accord avec le nouvel état de droit, on l'a modifiée. Elle devint, dès le xvi<sup>e</sup> siècle, « Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque ».

c) xvii<sup>e</sup>-xiii<sup>e</sup> siècles

Les inconvénients de la possibilité de la revendication ne tardèrent à se faire sentir dans la pratique à mesure que la vie économique prenait quelque essor, et que, par conséquent, les transactions mobilières se multipliaient (1). La plupart des coutumes étaient muettes sur le délai de la prescription des meubles, et nombre d'auteurs en avaient conclu que la prescription des meubles durait trente ans (2). Ce délai était vraiment beaucoup trop long, ce qui contribuait encore à ruiner toute sécurité dans les relations commerciales.

On chercha d'abord à faire prévaloir le délai triennal admis par Justinien en matière de prescription des meubles.

(1) Colin & Capitant, *Op cit.*, t. I, p. 116.

(2) Poincaré, *Op. cit.*, p. 143.

A côté de cela, on reconnut de bonne heure à l'acquéreur qui avait acheté de bonne foi une chose dans un marché public ou dans une vente publique, le droit de se faire rembourser par le revendeur, le prix qu'il avait payé (1).

Plus tard encore, on trouve un arrêt de Parlement de Paris 1636, qui consacre la doctrine d'après laquelle l'acquéreur est autorisé à se faire indemniser toutes les fois que la chose n'a pas été volée, mais a été aliénée sans droit par un dépositaire infidèle. Mais, d'après M. Jobbé-Duval, cet arrêt ne fit pas jurisprudence (2).

C'est au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle que la multiplicité des transactions commerciales rendit intolérable la revendication mobilière. On avait beau réduire la durée de la prescription à trois ans, ce système laissait encore souvent l'acquéreur de bonne foi dans l'embarras. Alors le principe de la revendication devait lui-même sombrer.

C'est ainsi qu'on est allé plus loin et qu'on a décidé de supprimer radicalement l'action en revendication toutes les fois que le propriétaire avait confié sa chose à une autre personne et que celle-ci en avait disposé sans autorisation. Le propriétaire victime d'abus de

(1) Pothiers, « Traité de cheptels » n° 42. Cité par C. & Capitant, *Op. cit.*, p. 117.

(2) Jobbé-Duval, *Op. cit.*, p. 220.

confiance n'avait plus que l'action personnelle contre le dépositaire ou le mandataire. Il n'avait plus le droit de revendiquer contre l'acquéreur de bonne foi. Mais l'action en revendication restait toujours valable en cas de vol ou de perte.

C'était un retour au principe du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, mais on ne disait plus « meubles n'ont pas de suite », on l'a vu, cet adage avait été modifié et spécialisé aux yeux des praticiens dans la matière des hypothèques ; mais on se servit de la nouvelle maxime : « En fait de meubles, possession vaut titre ». Il faut noter que ce retour était fortuit et non pas voulu. La tradition ne fut pas ressuscitée parce qu'elle était tradition, mais parce qu'elle paraissait conforme aux besoins du moment (1). Cependant, la controverse sur la revendication a duré jusqu'à la Révolution. Pothier soutenait l'affirmation et accordait toujours au propriétaire la revendication. Bourjon soutenait la doctrine qui était contraire à la revendication, sauf pour les choses furtives et il finit par l'emporter.

Bourjon, pourtant, n'est pas le créateur de cette maxime nouvelle ; d'après l'opinion prépondérante, il se serait borné à reproduire une formule courante (2).

(1) Roche-Agussol, *Op. cit.*, p. 41. Voir aussi Jobbé-Duval, *Op. cit.*, p. 221.

(2) En ce sens, Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. I, p. 797.

Cette doctrine a son origine dans la jurisprudence du Châtelet de Paris et ce sont Bourjon et Valin qui nous font connaître cette jurisprudence.

Valin nous donne le motif rationnel de la règle, il dit, « ce dernier (le propriétaire) n'a pas le droit de suivre la chose dès qu'elle est hors de la possession du dépositaire ; la raison est qu'il a entièrement suivi la foi de ce dépositaire et que cette confiance ne peut pas nuire à un acheteur de bonne foi » (1).

Bourjon, le grand commentateur, nous donne les arguments juridiques dont se servaient les arrêts du Châtelet.

Il s'appuie aussi, pour soutenir sa thèse, sur des arguments tirés de la sûreté de commerce (2).

« Ce sont les mêmes considérations tirées de la pratique des affaires qui ont fait adopter la règle par le droit moderne » (3).

Avec M. Capitant encore nous voyons que ce sont ces considérations qui suffisent à réfuter les critiques dont le système du code a été parfois l'objet.

(1) Cité par Planiol, *Op. cit.*, t. I, p. 797.

(2) Pour plus de détails, voir Poincaré, *Op. cit.*, p. 156.

(3) C. & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 917.

## PLAN

---

Après avoir ainsi résumé cet exposé historique, nous allons conduire notre travail selon le plan suivant :

Notre première partie sera consacrée au système français de la revendication des meubles, dans ses grandes lignes. Pour les détails, nous renvoyons aux excellents livres sur la matière. A la fin de cette partie nous comparerons le droit français aux législations étrangères, à l'exception du droit anglais et du droit allemand à chacun desquels nous avons préféré consacrer une partie dans notre thèse.

La deuxième partie sera donc réservée au droit anglais. Avant d'exposer le système anglais de la revendication des meubles nous tenterons un court essai sur la possession en général en droit anglais, essai qui nous fera mieux comprendre le droit anglais sur ce point.

La troisième partie de notre thèse comprendra l'étude de la revendication des meubles en droit allemand ; mais nous avons jugé utile de rappeler avant, l'étude de la nouvelle théorie possessoire du Code civil allemand (la théorie objective).

A la fin de ce travail, nous donnerons une conclusion générale.

Avant de commencer, faisons remarquer que nous étudierons seulement le droit commun des meubles corporels. Par conséquent, de ce travail, seront exclus les meubles corporels qui sont soumis à des régimes spéciaux. Deuxièmement, seront exclus aussi les universalités mobilières et les meubles incorporels sauf les titres au porteur. En effet, dans les titres au porteur « la créance se confond avec l'écrit qui lui sert de preuve, elle se transmet en même temps que lui par une simple tradition de la main à la main » (1). La créance s'incorpore dans l'écrit, donc dans un meuble matériel et par conséquent elle doit être traitée comme les meubles corporels.

(1) Planiol, *Op. cit.*, t. I, p. 803.

---

# PREMIÈRE PARTIE

## Droit Français

---

### CHAPITRE PREMIER

« En fait de meubles, Possession vaut titre »,  
et la Revendication des meubles

---

Le Code civil français a conservé les solutions acquises à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. En principe, le propriétaire d'un meuble n'est pas admis à le revendiquer contre le possesseur de bonne foi. Il en résulte que, contrairement à la règle « *Nemo plus juris transferre potest quam ipse habet* », l'acquéreur d'un meuble en devient propriétaire alors que son auteur n'en avait pas la propriété. Nous verrons aussi que le droit français déroge à la règle « *Resolutio jure dantis resolvitur jus accipientis* », et par là il arrive que les droits d'un vendeur du meuble venant à être résolus ou annulés, ceux de l'acquéreur subsisteront (1).

(1) Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 913.

Montrons d'abord quel est le fondement législatif de la solution du droit français et quelle est la nature juridique de cette règle. Après, nous passerons aux conditions d'application et de fonctionnement de la règle. Enfin nous traiterons l'exception concernant les choses volées ou perdues.

## SECTION I

### FONDEMENT LÉGISLATIF ET NATURE JURIDIQUE DE LA RÈGLE

#### *Sous-section 1. — Fondement législatif*

La règle que l'acquéreur de bonne foi devient propriétaire, même si l'aliénateur ne l'était pas, se justifie par ce que les meubles circulent de mains en mains avec grande fréquence et grande rapidité et il est impossible d'exiger un écrit ou une publicité pour les transactions qui les concernent. Ainsi cette règle remplit, en matière des meubles, la même fonction protectrice que remplit l'immatriculation sur les livres fonciers en ce qui concerne les immeubles. Si l'acquéreur était exposé à la revendication par le vrai propriétaire, aucune rapidité et aucune sécurité ne seraient possibles dans les relations et transactions commerciales. D'autre part, le législateur avait,

dans ce cas-là, à tenir compte de deux intérêts en jeu, celui de l'acquéreur et celui du propriétaire ; et des deux il a donné faveur à celui de l'acquéreur comme plus digne de protection. L'acquéreur étant de bonne foi, comme on l'exige, n'a rien à se reprocher, au contraire le propriétaire est coupable de négligence ou du mauvais choix (1). De ce fait on peut expliquer la disposition de la loi relative aux choses volées ou perdues, le propriétaire n'étant coupable de rien, la loi le favorise comme nous le verrons plus loin.

*Sous-section 2. — Nature juridique de la règle*

Il y a sur ce point quatre théories :

Quelques-uns ne voient dans cette règle qu'une prescription acquisitive instantanée. L'acquéreur, disent-ils, devient propriétaire en vertu d'une prescription qui s'accomplit sans laps de temps. L'argument le plus fort qu'on invoque pour soutenir cette thèse est que l'art. 2279 se trouve à la suite des règles de l'usucapion. En effet, comme dit M. Planiol, c'est une idée qui se détruit car l'instantanéité est incompatible avec la prescription aussi bien que le mouvement l'est avec l'immobilité (2).

(1) Voir sur tous ces points Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 114.

(2) Planiol, *Op. cit.*, t. I, p. 805. Voir aussi Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 918.

On prétendait quelquefois que, puisque l'aliénation de la chose d'autrui est nulle, elle crée sur la charge de l'acquéreur l'obligation de restituer la chose, mais la règle aura pour effet de libérer instantanément l'acquéreur. C'est la théorie de la prescription libératoire instantanée, laquelle, pensons-nous, n'a plus de partisans de nos jours. Elle est réfutable de la même manière que la théorie précédente, et elle a de plus, l'inconvénient d'imaginer une obligation que le code ne connaît pas (1)

D'autres expliquent la règle par l'idée d'une présomption légale. Ils disent que la loi nous parle d'une présomption de propriété, une présomption irréfutable qui ne souffre pas la preuve contraire (2). Mais, comme dit M. Capitant, le caractère artificiel de cette théorie est visible car l'art. 2.279 affirme et dispose et ne présume pas.

La quatrième théorie est celle que nous jugeons la meilleure, c'est la théorie d'une acquisition *lege*. La loi attache à l'acquisition de bonne foi un effet translatif de propriété et supprime le droit du propriétaire à la revendication quand il se dessaisit volontairement. On acquiert la propriété par l'effet de la loi (3).

(1) Poincaré, *Op. cit.*, p. 214.

(2) En ce sens Planiol, *Op. cit.*, t. I, p. 805.

(3) Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 918.

## SECTION II

### CONDITIONS D'APPLICATION ET DE FONCTIONNEMENT DE LA RÈGLE

Pour pouvoir repousser l'action du propriétaire il faut remplir deux conditions : la possession et la bonne foi.

#### *Sous-section 1. — La possession*

Il faut d'abord qu'il y ait possession et possession effective comme la conçoit notre droit (1). Il ne suffit pas d'être simple détenteur. Alors les dépositaires et les autres détenteurs précaires ne peuvent pas invoquer l'art. 2279 contre le tiers revendiquant. Ils ne sont pas possesseurs au sens strict du mot, car il leur manque l'*animus*.

Mais la jurisprudence admet que le créancier gagiste et le dépositaire peuvent bien opposer leur possession au tiers revendiquant (2).

Aussi faut-il avoir la détention matérielle ou le

(1) Voir Poincaré, *Op. cit.*, p. 181 ; Toulouse, 10 mars 1881 D. 82-1-433 ; Cass., req. 15 avril 1890 D. 91-1-388.

(2) Douai, 20 juin 1892. D. P. 92-2-375 — Req. 12 mars 1888. D. P. 88-1-404 — Req. octobre 1905. D. P. 1906 1-7 — Req. 16 juillet 1907 D. P. 1908 1-3 comparé avec 24 mars 1915. D. P. 1920 1-143. Voir aussi Colin & Capitant *Op. cit.*, t. I, p. 919, note 1.

*corpus*. Il faut en outre que la possession ne soit ni clandestine ni équivoque. On trouve dans la jurisprudence des exemples intéressants pour les titres et les objets précieux qui se trouvent après décès d'une personne entre les mains d'un domestique, d'un parent habitant avec elle, d'un secrétaire, de son conjoint ou concubin survivant, qui prétend les avoir reçus du défunt au titre de don manuel. La communauté d'habitation ayant existé entre le détenteur des titres ou des objets et la personne de laquelle il prétend tenir ces choses à titre de don manuel a généralement pour effet de donner à la possession un caractère incertain et équivoque, ce qui ne permet pas d'invoquer la maxime de l'art. 2279 (1).

« En effet, le détenteur a pu, à raison de sa qualité, s'emparer aisément des titres ou objets précieux ; ceux-ci ont pu lui être confiés par le défunt. » (2). Mais la communauté d'habitation ou de vie ne suffit pas, à elle seule, à jeter l'équivoque sur la possession invoquée par celui qui se prévaut de l'art. 2279, elle y contribue si elle se trouve avec d'autres circonstances de nature à entraîner la conviction du juge. Et ainsi, il appartient aux juges du fond d'apprécier

(1) Colin & Capitant, *Op. cit.*, p. 920 — Req. 16 janvier 1901. S. 1902 1-85 — Lyon 5 janvier 1891 D. 92-2-509. Paris 2 août D. P. MM. 2-56.

(2) Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 920.

souverainement si la possession invoquée est clandestine, équivoque ou non (1).

La possession est aussi équivoque quand il s'agit des choses indivises entre le détenteur et une autre personne (2).

*Sous-section 2. — La bonne foi*

Autrefois s'élevait entre les auteurs une controverse sur la nécessité de la bonne foi chez le possesseur, laquelle était suscitée par le silence de l'art. 2279 (3). Maintenant, et il y a assez longtemps, tout le monde est d'accord que le possesseur qui se prévaut de la règle de l'art. 2279 doit être de bonne foi. D'ailleurs, c'était toujours l'opinion de la jurisprudence. En effet, cette condition n'est pas exprimée dans l'art. 2279, celui-ci n'y fait aucune allusion. Mais elle résulte de la combinaison de l'art. 2279 avec l'art. 1141. Il s'agit, dans l'art. 1141 qui n'est qu'une application de la règle posée par l'art. 2279, d'une personne qui vend son meuble deux fois à deux acheteurs successifs. Le premier acheteur est devenu propriétaire par l'effet de la première vente. Mais

(1) Civ. 31 janvier 1900. D. P. 1900 1-281 — Req. octobre 1899. D. P. 99-1-538 — Req. 19 décembre 1898. D. P. 1902 1-35.

(2) Cass. 13 mai 1889. D. 90-1-273. S. 90-1-12 comparé cass. 30 mars 1898. D. P. 99-1-22 — Aix 3 février 1902. D. P. 1904 2-289.

(3) Voir Poincaré, *Op. cit.*, p. 186 ; Roche-Agussol, *Op. cit.*, p. 57.

l'art. 1141 nous dit que le second acheteur sera préféré s'il a été mis en possession, ce qui ne s'explique que par l'application de la règle « en fait de meubles possession vaut titre ». L'art. 1141 ajoute que le second acheteur pour être préféré, doit être aussi de bonne foi ; donc pour l'application de la règle de l'art. 2279, il faut que le possesseur qui s'en prévaut soit de bonne foi (1).

Enfin la bonne foi n'est exigée qu'au moment de l'entrée en possession et elle est toujours présumée ; c'est au revendeur à faire la preuve de la mauvaise foi (art. 2268-2269).

Avant de quitter la question des conditions d'application de l'art. 2279, nous avons deux points à signaler.

Le premier est qu'aucune autre condition n'est nécessaire. Le juste titre n'est exigé que comme élément constitutif de la bonne foi. Il en découle deux conséquences. La première est qu'un titre putatif permettra au possesseur d'invoquer l'art. 2279. La deuxième est que le possesseur n'a pas à prouver l'existence d'un juste titre ; ce n'est pas seulement la bonne foi qu'on présume chez lui, mais aussi l'existence d'un juste titre (2).

(1) Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 912.

(2) Pour plus de détails, Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 921, Saleilles, *Possession des meubles*, p. 71.

Le second point est de savoir si l'art. 2279 s'applique aux rapports du possesseur et de l'aliénateur. Il est vrai que la maxime « en fait de meubles possession vaut titre » n'a pas été faite pour libérer les débiteurs des actions personnelles de restitution dont ils peuvent être tenus. Mais on se demande si la revendication est possible contre ces détenteurs de la part de leurs auteurs qui leur avaient remis la chose; ou si ces détenteurs peuvent se retrancher derrière la règle de l'art. 2279 ?

La jurisprudence se range à la seconde opinion, elle voit que les motifs d'utilité publique et d'équité qui justifient la règle « en fait... » ne permettent pas de décider autrement (1).

### SECTION III

#### L'EXCEPTION RELATIVE AUX MEUBLES PERDUS OU VOLÉS ET LE TEMPÉRAMENT APPORTÉ A CETTE EXCEPTION

##### *Sous-section I. — L'exception*

C'est le second alinéa de l'art. 2279 qui nous parle de l'exception importante qui souffre la règle « en fait... ». Il nous dit que le propriétaire « qui a perdu ou auquel il a été volé une chose peut la revendiquer

(1) Pour les détails, voir Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, pp. 921-922.

pendant trois ans à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve ; sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient » (art. 2279, alinéa 2).

Cette exception se justifie, comme on l'a vu, par le fait que le propriétaire n'a commis aucune imprudence ou négligence, et on n'a rien à lui reprocher. C'est pour cela qu'on le préfère à l'acquéreur, qui, souvent dans ces cas, est coupable d'avoir acheté à la légère, du premier venu, sans se renseigner de la provenance de la chose.

Ceci mis à part, faisons remarquer tout d'abord que le second alinéa de l'art. 2279 n'envisage que la revendication contre l'acquéreur de bonne foi. Contre le voleur ou le trouveur (inventeur) ou l'acquéreur de mauvaise foi d'une chose volée ou perdue, la revendication reste possible pendant 30 ans. Dans tous ces cas, le possesseur ne devient propriétaire que par une possession prolongée pendant ce délai (1).

Notons aussi que l'exception établie pour le cas de vol de meuble ne doit pas être étendue aux cas d'abus de confiance et d'escroquerie. Dans ces cas le propriétaire s'est dessaisi volontairement et la revendication sera impossible contre l'acquéreur de bonne

(1) Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 924.

foi. La meilleure raison pour écarter le cas d'abus de confiance de l'exception, c'est que la règle de l'art. 2279, alinéa 1 (en fait....) a été faite pour empêcher la revendication dans ces cas contre l'acquéreur de bonne foi et que, si on applique l'exception au cas d'abus de confiance on verra la règle détruite par l'exception

Quant au cas d'escroquerie, la victime a consenti une aliénation et ainsi elle a cessé d'être propriétaire, il ne peut donc pas être question pour elle d'une action en revendication (1).

Enfin il faut nous garder de dire que le délai de trois ans est un délai de prescription acquisitive. L'art. 2279, alinéa 2, nous dit que ce délai est à compter du jour du vol ou de la perte. Le possesseur de bonne foi qui a acquis la chose volée ou perdue dans les derniers jours de la troisième année, peut, dès que celle-ci expire, opposer au propriétaire « en fait de.... » (2). Il ne faut pas non plus le considérer comme un délai de prescription extinctive (3).

Nous voyons avec M. Capitant que c'est un délai fixe. C'est un délai de forclusion (4).

(1) Planiol, *Op. cit.*, p. 860, note 1 — Paris, 8 janvier 1862. D. P. 62-5-247 — Amiens, 22 juin 1887. D. P. 88-2-94.

(2) Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 924.

(3) C'est l'opinion de Planiol, *Op. cit.*, t. I, p. 801.

(4) En ce sens aussi, Saleilles, *Op. cit.*, p. 161.

*Sous-section 2. — Le tempérament  
apporté à cette exception*

L'art. 2280, alinéa 1 nous dit que « si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté ». Le motif de cette disposition est clair. Dans ces cas, on ne peut pas reprocher à l'acquéreur de bonne foi, de ne s'être pas préoccupé de connaître la provenance de la chose, car rien ne peut lui laisser le soupçon que la chose a été trouvée volée. Il serait injuste qu'il fût exposé à perdre le prix qu'il a payé (1).

*Sous-section 3. — Règles spéciales  
aux titres au porteur volés ou perdus*

Avant 1872 il n'y avait pas de règles spéciales et appropriées pour les titres au porteur perdus ou volés. On appliquait en cette matière les art. 2279, alinéa 2 et 2280, alinéa 1.

Les titres au porteur offrent le danger d'être facilement soit détournés par un dépositaire ou un man-

(1) Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 925.

dataire soit volés ou perdus. Dans le premier cas, l'art. 2279, alinéa 1 ne permettait pas la revendication contre un possesseur de bonne foi. Dans le second cas, c'est-à-dire en cas de vol ou de perte, la revendication était possible pendant trois ans. Mais la négociation pouvait être faite en bourse, ce qui rendait illusoire cette revendication d'après l'art. 2280 alinéa 1. D'autre part, si le titre au porteur est transmis de la main à la main au lieu d'être vendu en bourse, c'est le porteur qui touchera les revenus échus en attendant qu'on ait retrouvé les traces du titre. Le propriétaire sera privé de ses revenus (1).

Tels étaient les inconvénients de l'ancien état de droit.

A la suite des événements de 1870 et 1871, au cours desquels de nombreux titres furent égarés ou pillés, le législateur s'est décidé à intervenir en faveur des propriétaires.

Ainsi, au mois de juin 1872, on a introduit une loi spéciale pour les titres au porteur, laquelle a été modifiée par une loi du 8 février 1902.

Le procédé institué par ces lois, pour protéger le propriétaire consiste en deux oppositions.

La première vise à empêcher la vente du titre. Elle est notifiée au syndic des agents de change à

(1) Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 926.

Paris et elle est insérée dans un bulletin spécial qu'on appelle « Bulletin des oppositions ». A partir du jour où le bulletin contenant l'opposition est parvenu au lieu de la négociation, toute négociation en bourse ou hors bourse des titres frappés d'opposition et publiés dans le bulletin sera sans effet contre l'opposant qui pourra revendiquer. Ainsi la revendication des titres au porteur perdus ou volés reste possible contre un acquéreur de bonne foi même après trois ans. Le propriétaire du titre pourra revendiquer contre l'acquéreur de bonne foi sans lui rembourser le prix dans le cas où celui-ci avait acheté le titre en bourse. Dans tous ces cas, il y a dérogation aux principes de l'art. 2279, alinéa 2 et de l'art. 2280, alinéa 1.

La deuxième opposition est adressée à l'établissement débiteur pour empêcher les paiements qui pourraient être faits à un tiers (1).

Le point capital que nous signalons ici est que la loi de 1872, modifiée par la loi de 1902, protège le propriétaire dépossédé de quelque manière que ce soit. Aussi le système de 1872 maintient la revendication en cas de détournement, aussi bien qu'en cas de vol et perte. Donc on voit qu'à la vérité l'ensemble du système du Code civil est écarté en matière de titres au porteur. Dans cette matière la maxime « en fait de meubles... » n'est plus applicable depuis 1872.

(1) Pour les détails, voir Capitant *Op. cit.*, t. I, p. 926 et suiv.

## CHAPITRE DEUXIEME

### Droit comparé

---

Nous allons examiner rapidement dans quelle mesure la règle française « en fait de meubles » a rayonné sur les législations modernes.

Celles qui l'ont adoptée, ou qui s'en sont inspirées sont très nombreuses : parmi elles on peut citer les législations allemande, italienne, suisse, autrichienne, belge et hollandaise.

Nous laissons pour le moment le droit allemand de côté, il fera l'objet de notre troisième partie.

En Italie, l'art. 707 du Code civil italien est ainsi conçu :

« A l'égard des biens meubles par leur nature et des titres au porteur, la possession produit en faveur des tiers de bonne foi l'effet même du titre. La présente disposition ne s'applique pas aux universalités des meubles » (1).

L'art. 708 est presque identique à notre art. 2279 dans son second alinéa qui nous parle de la revendication dans les cas de vol ou de perte. L'art. 709 est aussi semblable à l'art. 2280 français, dans son pre-

(1) C. civ. italien mis en vigueur en 1866. Traduit et annoté par Henri Prudhomme, p. 191.

mier alinéa, quand il nous parle du remboursement du prix dans certains cas.

On voit par là que le droit italien a reproduit les règles françaises concernant la revendication des meubles. De plus, le Code civil italien accentue l'idée admise en France par la doctrine, celle que nous avons jugée la meilleure, à savoir qu'il s'agit d'une acquisition *lege* ; il nous dit que la possession produit le même effet que le titre (1).

Seulement, en ce qui concerne les titres au porteur, il y a une différence entre les législations italienne et française.

On a vu que la revendication est toujours possible dans la deuxième depuis la loi de 1872, tandis que, dans la première, on peut revendiquer les titres au porteur seulement dans le cas de perte ou de vol (2).

Une autre différence entre les deux législations, c'est qu'en droit italien le délai après lequel on ne peut revendiquer les choses perdues ou volées, est de deux ans ; en droit français on a vu qu'elle est de trois ans.

En Suisse, le Code civil suisse de novembre 1907 pose la règle française. Il nous parle de la revendication des meubles dans ses articles 932 et 936.

(1) Voir ce que nous avons dit de la nature juridique de la règle « en fait... »

(2) (Voir Roche-Agussol, *Op. cit.*, p. 220.

Une première différence entre le droit suisse et le droit français intéresse ce qui concerne l'exception relative aux cas de vol et de perte. Le droit suisse ne se contente pas de ces deux cas de vol et de perte, il y ajoute un troisième cas, à savoir toute disparition involontaire. Il est identique au droit allemand à ce point de vue et nous comprendrons mieux ce point lorsque nous traiterons du droit allemand.

Un autre point, sur lequel le droit suisse rejette la thèse française pour adopter la thèse allemande, porte sur la question de la monnaie et des titres au porteur. En droit suisse, on ne peut revendiquer ces choses contre un possesseur de bonne foi, même dans les cas de vol et de perte. Nous verrons cela plus loin, nous nous contentons ici de dire que cette solution est tout-à-fait le contraire de la solution française.

Enfin, pour revendiquer les choses volées ou perdues, le délai en Suisse est de cinq ans.

Hors de ces trois points, le droit suisse adopte le système français en cette matière.

Les droits autrichien, belge et hollandais se sont aussi plus ou moins inspirés du droit français (1).

Quant aux législations qui ont conservé le principe romain et qui sont encore loin du régime mobilier français, on peut dire qu'elles ne sont pas bien nombreuses. Elles sont : le droit anglais, le droit améri-

(1) Voir Roche-Agussol, *Op. cit.*, pp. 61-62.

cain, le droit portugais, le droit espagnol et les codes en vigueur dans diverses républiques de l'Amérique du Sud.

Laissons pour le moment les deux premiers.

Dans le droit portugais ce sont les articles 532, 533 et 534 qui nous parlent de la revendication des meubles (1). Le premier de ces articles nous parle de la prescription des meubles ; il est ainsi conçu : « Les biens meubles peuvent être prescrits par la possession de trois ans, lorsqu'elle est continue, paisible et accompagnée de juste titre et bonne foi, ou par la possession de dix ans indépendamment de la bonne foi et du juste titre ».

L'art. 533 nous parle des biens perdus ou obtenus au moyen d'un crime ou d'un délit quand ils passent entre les mains d'un tiers de bonne foi ; il nous dit que, dans ce cas, ces biens ne sont prescrits qu'après six ans révolus.

Enfin l'art. 534 vient adoucir un peu l'effet des deux premiers. Il donne droit au remboursement du prix à celui qui a acheté la chose au marché ou aux enchères publiques ou chez un marchand de choses similaires. Le revendiquant sera tenu de payer à l'acheteur le prix que celui-ci a payé.

(1) C. civ. portugais 1867, traduit et annoté par G. Laneyrie et Dubois.

On voit bien par là combien le droit portugais diffère du droit français.

Quant au droit espagnol, c'est l'art. 464, premier alinéa qui nous en fournit le principe ; il porte que « la possession des biens mobiliers, acquise de bonne foi, équivaut au titre. Toutefois, celui qui aurait perdu une chose mobilière ou qui en aurait été privé illégalement, pourra la réclamer à celui qui la possède » (1).

La première phrase est conforme au principe français ; mais ensuite vient l'exception du cas de la privation illégale, ce qui fait que ce principe se trouve presque complètement neutralisé, même détruit.

Les codes des républiques de l'Amérique du Sud sont plus ou moins inspirés du droit espagnol.

En général on peut dire que la règle française a été bien accueillie par la majorité des législations modernes.

Enfin signalons qu'au point de vue du droit international privé, il y a deux théories relatives à la loi qui doit régir les meubles.

La première théorie, celle qui est prépondérante et que nous jugeons la meilleure, est que les meubles sont régis par la loi du pays où sont ces meubles (autrement dit par la loi de leur situation, *lex rei sitae*).

(1) C. civ. espagnol de 1888.

La deuxième théorie est que tout objet mobilier est régi par la loi personnelle de son propriétaire. Ses partisans invoquent d'abord le fait que les meubles, n'étant point stables, il n'est jamais possible de dire qu'ils ont une situation fixe et, par conséquent, il ne serait pas sans inconvénient de leur appliquer la « *lex situs* » puisque cette loi est susceptible de varier à tout instant.

En deuxième lieu, ils disent que les meubles doivent être considérés comme les accessoires de la personne à qui ils appartiennent, leur valeur tenant uniquement à l'utilité qu'ils présentent pour cette personne.

Mais quand il s'agit de savoir ce qu'il faut entendre par la loi personnelle, les partisans de cette théorie se divisent. Les uns voient que par là il faut entendre la loi de domicile du propriétaire, les autres proclament que les meubles sont régis par la loi nationale.

M. Valéry combat cette théorie en ces termes : « Les arguments qu'on invoque en faveur de la loi personnelle sont sans valeur. Ceci est vrai, tout d'abord, pour celui qui est à la base du système : assurément les objets mobiliers sont susceptibles de changer de place ; mais, lorsque la question se pose de savoir quelle est la loi qui doit régir un de ces objets, on a à prendre en considération le lieu où il se trouve à ce

moment déterminé, lieu facile à préciser, la difficulté dont on cherche à faire une sorte d'épouvantail s'efface, donc en quelque sorte, d'elle-même. Au surplus, les meubles qui sont transportés d'un pays dans un autre sont peut nombreux relativement à ceux auxquels on ne fait jamais franchir aucune frontière ; par conséquent il serait absurde de faire dépendre la règle applicable aux objets mobiliers des particularités propres à ceux qui ne constituent qu'une exception. Le deuxième argument n'a plus de portée : les immeubles, de même que les meubles tirent toute leur valeur de leurs rapports avec leurs propriétaires ; les uns et les autres sont des accessoires de la personne ; les uns et les autres devraient donc obéir à la loi de leur propriétaire. Or, puisqu'on ne l'admet pas pour les immeubles, il n'est pas raisonnable de l'admettre pour les meubles » (1).

D'après la première théorie, un objet mobilier situé en France est possédé et revendiqué selon la loi française même si le propriétaire est étranger, anglais par exemple. Les meubles sont soumis à la loi du territoire où ils se trouvent.

Passons maintenant à la deuxième partie de notre travail.

(1) Valéry. Manuel de droit international privé (Paris 1914), p. 886.

## DEUXIÈME PARTIE

### Droit Anglais

---

#### CHAPITRE PREMIER

#### La Possession en Droit anglais

---

##### SECTION I

##### EN GÉNÉRAL

Dans la langue courante, on dit que quelqu'un possède ou est en possession de telle ou telle chose quand il en a le contrôle apparent ou la maîtrise apparente, ou qu'il peut l'employer à l'exclusion des autres. Nous aurons à examiner plus tard, si cette mesure de pouvoir apparent dépend uniquement de faits physiques ou si elle peut être influencée par l'apparence ou la réputation d'un droit. Dans le moment, disons que toute marque extérieure du droit de propriété peut suffire, en l'absence d'un pouvoir manifeste appartenant à une autre personne, à prouver la pos-

session chez la personne qui détient cette marque extérieure de propriété. Les juristes admettent cette conception populaire comme une base et construisent sur elle la notion de la possession, dans le sens technique, c'est-à-dire comme une relation légale et définie entre la personne et la chose qui a un propriétaire. Cette relation est distincte et séparable de la propriété réelle ou apparente, mais elle peut cependant, concourir avec la propriété apparente et la propriété réelle, ou avec l'une d'entre elles seulement.

La possession ne concourt pas toujours avec le titre. Nul ne peut discuter que le voleur ne soit en possession des choses volées. Pourquoi, dès lors, la loi accorde-t-elle la possession à des personnes indignes comme les malfaiteurs ou les autres possesseurs de mauvaise foi ? Voilà qui est délicat à expliquer. Reconnaître ce fait que le contrôle matériel des choses est souvent injustement acquis, c'est une chose ; mais c'est tout autre chose d'attacher à ce fait des droits et des effets légaux.

C'est, qu'en effet, il y a de nombreuses raisons de convenance qui l'emportent sur cette anomalie apparente. La plus claire est que le moindre doute sur les titres de propriété entraînera une complicité dans les affaires ; aussi faut-il protéger les personnes agissant de bonne foi, mais cette protection ne peut être effective à l'endroit de ces personnes sans protéger aussi

les personnes de mauvaise foi et même les voleurs.

De plus, si on serre de plus près cette anomalie, on s'aperçoit qu'elle est indispensable pour protéger les propriétaires et qu'elle s'inspire de leur intérêt. Ce but ne pouvait être atteint qu'en accordant la même protection aux non-propriétaires et même aux voleurs. C'est un désavantage, mais qui fortifie l'avantage obtenu par la protection de la propriété. On dit encore que les propriétaires sont les possesseurs habituels, c'est-à-dire que, dans l'état normal des choses, la possession est le signe extérieur de la propriété et le possesseur est présumé être le propriétaire ou celui qui le représente.

Nous verrons encore que le possesseur l'emportera toujours sur toute autre personne qui ne produirait pas un titre meilleur que le sien.

Les combinaisons variées et complexes des éléments de la possession apportent une grande difficulté à l'édification d'une doctrine solide sur la possession. Il est utile de citer ici ce qu'a cité Sir E. Perry, comme introduction à sa traduction de Savigny sur la possession (1). Ce passage est tiré de Bentham, en ce qui concerne la possession physique :

« Qu'est-ce posséder ? Cela semble une question très simple, mais il n'est rien de plus difficile à résoudre.

(1) Ce passage est cité encore dans Pollock & Wright « Possession in the Common Law », p. 6.

dre, et il est vain de chercher la solution dans les livres de droit ; la difficulté n'a pas encore été aperçue. Elle n'est pas, cependant, une vaine spéculation de métaphysique. La chose, qui est précieuse pour un homme, peut se rattacher ou à sa propriété, à sa liberté, à son honneur ou même à sa vie. En effet, en défendant ma possession, je peux légitimement porter des coups, ou blesser, ou tuer s'il est nécessaire.

Mais, la chose était-elle dans ma possession ? Si la loi ne trace pas une ligne de démarcation ; si elle ne décide pas ce qui est possession et ce qui ne l'est pas ; je pourrai, tout en agissant avec les meilleures intentions, me trouver coupable des crimes les plus graves ; et ce que je croyais une légitime défense peut, aux yeux du juge, devenir vol ou meurtre. C'est donc une matière qui doit être recherchée dans tous les codes, mais qui n'a été examinée par aucun.

« Pour éviter l'équivoque perpétuelle, il est nécessaire de distinguer soigneusement entre possession physique et possession légale. Nous parlons ici de la première. Elle ne suppose aucune loi, elle existait même avant que les lois aient existé, elle est la possession du sujet lui-même, que ce soit une chose ou le service d'un homme. La possession légale est toute l'œuvre de la loi, elle est la possession de droit de la chose ou du service de l'homme.

« Avoir la possession physique d'une chose, c'est avoir avec cette chose une certaine relation dont, l'existence, s'il plaît au législateur, peut être considérée comme un événement donnant lieu à l'investiture de droits certains sur la chose. Avoir la possession légale de la chose, c'est avoir déjà certains droits sur la chose, soit en raison de la possession physique, soit autrement.

« J'ai dit que, avoir la possession physique de la chose, c'était avoir une certaine relation avec elle. C'est tout ce que j'ai dit, et c'est tout ce que je peux dire dans le moment. Quelle est cette relation ? C'est là que commence la difficulté.

« Définir la possession, c'est rappeler l'image qui se présente à l'esprit, quand il est nécessaire de décider, entre deux parties, qui est en possession de la chose et qui ne l'est pas. Mais, si cette image n'est pas la même chez tous les hommes, si nombre d'entre eux ne se forme aucune image pareille, comment la définition sera-t-elle fondée, qui fixerait une image à ce point incertaine et variable ? « L'idée de la possession sera différente suivant la nature du sujet, selon qu'elle regarde les choses, les services d'homme, ou les entités fictives telles que le parentage, le privilège, l'exemption d'un service, etc.

« L'idée sera différente selon qu'elle se reportera aux choses meubles, ou immeubles. Combien de ques-

tions sont nécessaires pour déterminer ce que constitue un bâtiment, un logis ? Doit-il être artificiel ? mais une caverne naturelle peut servir de logis ; doit-il être immeuble ? mais un carosse dans lequel on demeure en voyageant, un bateau, ne sont-ils pas immeubles ? Mais ce bien-fonds, ce bâtiment, que faut-il faire pour qu'ils soient possédés ? Est-ce l'occupation actuelle ? est-ce l'habitude de les posséder sans opposition ou en dépit de cette opposition même ?

« D'autres difficultés surgissent en ce qui concerne la possession exclusive ou la possession en commun, — en ce qui concerne la possession par un individu ou par tout le monde.

« D'autres difficultés surgissent par rapport à la possession par soi-même ou par un tiers. Vous êtes dans l'habitude d'occuper cette usine, vous seul l'occupez à cette heure : je dis que vous êtes seulement mon directeur ; vous prétendez être mon locataire : Un créancier prétend que vous êtes mon associé. Dans ce cas, est-ce moi, ou vous, ou nous deux, qui sommes en possession de l'usine ?

« Un porteur entre dans un hôtel, pose son paquet sur la table et s'en va. Une personne met la main sur le paquet pour l'examiner, et une autre la met également sur le paquet pour l'enlever, disant : « il est à moi » : L'hôtelier accourt pour réclamer le paquet à l'encontre de ces deux personnes ; le porteur

revient ou ne revient pas. De ces quatre personnes, quel est le véritable possesseur du paquet ?

« Dans la maison que j'habite avec ma famille, il y a un écritoire ou un bureau occupé d'habitude par mon clerc et ce qui lui appartient. Dans ce bureau, il y a une boîte fermée appartenant à mon fils, et, dans cette boîte, il a déposé une bague confiée à sa garde par un ami. Lequel de nous est le possesseur de la bague, moi, mon clerc, mon fils ou son ami ? Il est possible de doubler ou de tripler le nombre de ces degrés ; la question en sera graduellement compliquée.

« Comment pourra-t-on résoudre ces problèmes ?

« Consultez, premièrement, l'utilité primitive, si elle apparaît neutre, indifférente, alors passez aux idées populaires, retenez-les quand elles seront nettes, consolidez-les lorsqu'elles seront douteuses, suppléez à elles quand elles seront trouvées en défaut ; par l'une ou l'autre de ces méthodes, résolvez ces subtilités, ou, ce qui serait mieux, n'y recourez qu'en cas d'absolue nécessité. A la question épineuse de la possession, substituez celle de l'honnête intention qui est plus simple. »

On remarque que, bien que Bentham pose toutes ces interrogations quant à la possession physique pour la distinguer de la possession légale ; ces interrogations n'ont aucun sens et l'on n'y peut répondre, sauf

lorsqu'on recourt à la possession dans le sens légal ; or, les réponses qu'il cherchait se rapportent à la possession dans le sens légal. En effet, Bentham glisse du sens naturel au sens juridique de la possession

Il est utile de rappeler les réponses que le droit anglais donne aux exemples de Bentham (1).

Le cas de l'usine est le cas d'un immeuble et il est simple. Celui qui occupe l'usine, s'il est mon locataire, en a la possession. S'il est simplement mon serviteur, j'en ai la possession, mais il peut la défendre en mon nom. S'il est mon associé, nous en avons la possession commune, à moins que je lui donne sa part. C'est une question de fait, que de savoir s'il était locataire, serviteur, ou associé.

Dans le cas de l'hôtel, l'hôtelier a la possession en principe, comme le « bailee » (2) de son hôte. Les deux personnes étrangères (3) ne deviennent pas possesseurs du paquet en admettant même qu'elles y puissent toucher. Mais si l'une d'elles l'enlève dans l'intention d'exclure le propriétaire ou toute autre personne, elle peut en acquérir la possession. Que l'hôtelier accourt dans ce cas-là pour réclamer le paquet, cela ne changera rien, l'enleveur reste toujours le possesseur à moins que l'hôtelier ne reprenne le

(1) Pollock & Wright, *Op. cit.*, pp. 8-9.

(1) Voir plus loin le (bailment).

(3) Qui ne sont ni le porteur, ni le propriétaire, ni l'hôtelier.

paquet ou que l'enleveur ne l'abandonne. Le retour du porteur, lorsque la possession sera entre les mains de l'hôtelier, mettra fin à la possession dudit hôtelier, si celui-ci y consent. Mais le retour du porteur, lorsque le paquet est enlevé et retenu par l'étranger, ne change rien du tout, à moins qu'il ne le reprenne ou que la personne qui l'avait pris ne l'abandonne.

Dans le cas de l'écritoire, beaucoup de renseignements sont requis. S'il est une chose mobilière placée dans une chambre louée au clerc, elle est en sa possession. Mais si cette chose mobilière est dans une partie de la maison que j'occupe, et qu'il soit permis au clerc d'utiliser cette partie de maison, la chose est en ma possession quand le clerc est absent ; mais lorsqu'il est présent, toute chose, dans la partie qu'il utilise, est en sa possession, à moins que je ne l'empêche d'y avoir accès.

On se demande souvent si la possession est une question de fait ou de droit ? Il n'est pas possible de répondre, car on sait que tous les termes en cette matière sont compliqués et ont besoin d'être analysés. Toute relation légale est, ou peut être, une question de fait et de droit en même temps. Il n'y a pas deux domaines séparés et étanches, l'un de fait, l'autre de droit. Les faits n'ont aucune importance pour un homme de droit, pour un avocat par exemple, sauf lorsqu'ils apparaissent être les conditions de

résultats juridiques, de droits qu'on peut réclamer et de devoirs légaux auxquels on peut être soumis. Les droits ne peuvent être établis et exigés que lorsque l'existence des faits requis est reconnue. Encore, la reconnaissance de ces faits n'est-elle pas une chose simple et immédiate. Jusqu'à un certain point, leur existence doit être déduite plutôt que constatée, et cela indépendamment de toute discussion en ce qui concerne la crédibilité et l'exactitude du témoignage. Les lignes et les limites de la déduction admise doivent être prises en considération.

Lorsqu'on applique ces notions générales à la question, on verra, même après avoir fixé la signification du terme « Possession », que nous ne pouvons pas complètement séparer les éléments de faits de ceux de droit dans un cas donné ; cependant, nous devons les distinguer. Savoir si la possession légale suivra la possession physique, est une question de droit. Savoir s'il existe entre une certaine personne et une certaine chose une relation, relation de possession physique ou d'occupation, est une question de fait. Mais cela peut être discuté et alors il faut déterminer si les faits admis ou prouvés suffiront pour établir l'existence de la relation physique (*de facto relation*) ou la domination apparente requise comme le fondement du droit allégué.

De ce qui précède, on voit que le droit anglais admet

deux sortes de possessions : La Possession Physique et la Possession Légale. Nous allons maintenant développer ces deux conceptions.

## SECTION II

### LA POSSESSION PHYSIQUE OU LA POSSESSION DE FAIT

#### (*de facto possession*) ET SES ÉLÉMENTS

A première vue, il paraît que la relation de contrôle, sur laquelle la conception légale de la possession est normalement basée, soit simplement et purement corporelle. Je tiens ma plume et je peux faire tout ce que je veux avec ; je me mets sur ma chaise ; je ne peux pas prendre la table en main et je ne veux pas m'asseoir sur elle, mais je peut manifester, par des moyens variés, ma domination ou maîtrise sur elle. Je manie les livres qui sont sur la table, il y en a d'autres dans la chambre, dont je ne me sers pas, mais, cependant, je pourrai m'en servir quand je voudrai. Ici l'élément physique de la possession est assez simple. Il devient moins simple si nous considérons le cas du vestibule entre la porte de ma chambre et la porte de l'appartement. Dans le vestibule, il y a des objets transportables, qui m'appartiennent : un chapeau ou une canne ; et personne n'aura l'idée de dénier qu'ils sont en ma possession. Il n'importe

qu'ils soient sous mes yeux ou à ma portée, et qu'ils puissent, par hasard, être enlevés sans que je le sache. La relation est moins directe encore entre le maître d'une maison, où il y a beaucoup de chambres, et ses bien répartis dans les chambres, ou entre le propriétaire d'un magasin et les marchandises qui y sont déposées. Si nous touchons aux immeubles, nous trouvons que le contrôle physique absolu est souvent impraticable. Si l'occupant de quelque chambre ne peut pas empêcher quelqu'un de toucher aux objets qui sont dans le vestibule, moins encore peut empêcher tout empiètement, un homme qui se trouve dans un champ borné par une clôture. Mais tout le monde sera d'accord pour dire que, si le propriétaire ou le locataire du champ est là, et s'il n'y a rien d'incompatible avec leur pouvoir de se servir de toute part du champ quand ils le veulent, ils sont en possession du tout.

Faisons une autre supposition : je suis allé chez un ami qui était absent, je me suis installé dans sa chambre, à sa table pour lui écrire un mot. Ici les relations physiques sont les mêmes que quand j'écris dans ma chambre. Bien qu'on puisse dire que je suis en possession de la plume, sinon de la chaise et de la table, personne ne pourra dire que je sois en possession des autres livres et meubles de la chambre. Le maître de la maison, quand il y entre, est en possession de tout;

si un voleur s'introduit et enlève ce qu'il peut enlever, personne ne pourra dire qu'il soit en possession d'une autre chose que celle qu'il a pu enlever. Si un homme pénètre dans ma maison, sans aucun droit légitime, il n'obtiendra pas, de ce fait, la possession du mobilier qui est chez moi. On dira la même chose des immeubles. Nous pouvons dire que le fermier ou le preneur de quelques arpents (*acres*) est en possession du tout ; mais une personne qui entre dans la ferme d'autrui et qui revendique la propriété de cette ferme n'est en possession d'aucune partie de la ferme, à moins qu'elle ne réussisse à en exclure le premier possesseur (ou occupant).

Si on sait que la possession physique (*de facto possession*) est le contrôle ou l'occupation effective, il faut bien remarquer que ce contrôle, dans le sens d'une force réelle et absolue d'exclure les autres, n'existe pas. Toute sécurité physique est définie et limitée. Il est plus difficile de s'immiscer dans les affaires d'un homme fort que de le faire dans celles d'un faible ou d'un enfant ; mais l'homme fort peut, quand même, être vaincu. Il est plus dur de rompre un coffre qu'une armoire, de s'introduire dans une maison que dans un champ, dans une prison que dans une maison. La sécurité extérieure consiste à rendre l'intrusion difficile et pénible et à donner le moins de chances possible d'y réussir. Comme on l'a

vu, cette difficulté variera suivant les circonstances. Une maison n'est pas gardée de la même façon qu'une prison ; et nous ne fermons pas le thé ou les bougies dans un coffre, mais traiterions d'imprudent, le banquier qui ne prendrait que les précautions prises par le maître d'une maison.

Nous pouvons dire que l'occupation ou le contrôle est effectif, et qu'il y a, par conséquent, possession physique lorsque cette occupation ou ce contrôle est suffisant, au nom d'intérêts pratiques, pour exclure les autres d'une immixtion dans l'usage ou la jouissance de celui qui en a l'occupation ou le contrôle. Beaucoup moins conférera la possession en l'absence de protections effectives dans un intérêt contraire.

On peut dire que tout acte qui tend à se servir de la chose et à en exclure les autres, si peu important soit-il, suffira, s'il est accompagné de l'*animus possidendi* (1), à établir le contrôle, la maîtrise ou l'occupation et, par conséquent, la possession physique ; pourvu qu'aucune autre personne n'ait l'*animus possidendi* et un pouvoir égal ou plus grand.

Pour déterminer quelles actions ou quels faits peuvent suffir dans un cas particulier, il faut prendre en considération les circonstances, la nature surtout de la chose en jeu et la manière dont une chose pareille

(1) L'*animus possidendi* c'est l'intention de se servir de la chose dans son intérêt personnel.

peut habituellement être l'objet d'un usage ou d'une jouissance. Il faut distinguer entre les choses meubles et les immeubles, entre les choses portables et celles qui dépassent la masse portable. Il faut également faire attention à l'intention apparente dans laquelle les actions sont accomplies. Une action qui n'est pas faite ou qu'on ne soupçonne pas d'avoir été faite dans le but de la domination, ne fait pas regarder la personne qui la fait comme ayant le contrôle et par conséquent la possession physique. Poussons plus loin encore, souvent il ne suffit pas de prendre en considération l'intention de celui qui a le contrôle. Je peux avoir l'intention d'affirmer ma domination sur une chose, et je peux faire une action ou une série d'actions destinées à manifester cette intention.

Mais il se pourrait qu'une autre personne fût dans une position de droit ou de fait qui lui donne le pouvoir de s'opposer à ma prétention, et de qui dépend l'effet juridique de mes actions suivant qu'elles auront été faites, avec ou sans son consentement. Si j'agis avec le consentement du possesseur antérieur (comme le fait un acheteur qui reçoit livraison d'un meuble ou qui est mis en possession de l'immeuble), quiconque respecte la volonté de ce possesseur antérieur d'exclure les autres, est censé vouloir respecter la mienne.

Mais si ce consentement manque, et que je me

trouve en face d'une résistance ou même sous la crainte ou la menace d'une résistance ; les autres ne seront pas censés me considérer comme ayant les pouvoirs du propriétaire jusqu'à ce que mon contrôle soit effectif dans la pratique actuelle. Ainsi il arrive que les faits, qui, opposés sont insignifiants, sont acceptés et suffisants pour entrer dans la possession, s'ils sont renforcés de la concurrence du possesseur antérieur ; tandis que l'occupation hostile et ambiguë doit se défendre pas à pas.

En résumé, pour s'assurer si les faits d'une occupation alléguée, d'un contrôle ou d'une jouissance sont effectifs par rapport à une chose, il faut prendre en considération :

a) De quel genre de contrôle physique ou d'emploi la chose est susceptible.

b) De l'intention dans laquelle ces faits ont été accomplis.

c) Si la connaissance ou l'intention d'une autre personne est requise pour leur effet et, s'il en est ainsi, chercher ce qu'a connu cette personne et quelle était son intention.

De là s'ensuit un paradoxe apparent. On voit que le contrôle ou l'occupation est une question de fait et ne peut pas dépendre par lui-même du droit. Mais, encore que ce soit une question de droit, il peut dépendre de l'opinion de certaines personnes dans le

moment, ou de l'opinion courante d'un voisinage. Ainsi la loi ne peut pas modifier les faits, ou directement accorder le pouvoir physique ; mais la réputation d'un droit légitime peut donner prise au pouvoir physique d'une personne. La propriété ne fait pas du propriétaire un occupant et elle n'accorde pas nécessairement le droit d'occuper ; mais l'occupation est plus immédiate et effective lorsqu'elle est armée par l'autorisation réelle ou supposée du propriétaire. La possession physique suit la réputation du titre.

Il faut remarquer d'ailleurs que, la possession physique, une fois obtenue, peut être, ou peut devenir, précaire, mais elle n'en reste pas moins réelle tant qu'elle dure. Si, dans le cas ci-dessous mentionné, celui de l'imprudent banquier, nous supposons qu'il va plus loin encore que de ne pas prendre les précautions qu'un banquier doit prendre, qu'il laisse, par exemple la banque ouverte et non gardée, il aura toujours la possession de tout ce qui est dans la banque jusqu'à ce qu'un autre s'en empare.

Enfin, nous faisons remarquer que la possession physique peut se perdre sans qu'une autre personne l'acquiert.

Nous verrons qu'il n'en va pas de même pour la possession légale.

### SECTION III

#### POSSESSION DE DROIT OU POSSESSION LÉGALE

(*Possession in Law*)

Avoir le pouvoir actuel et apparent d'empêcher toute immixtion dans la chose, est différent et doit être distingué du fait de se voir attribuer ce pouvoir par la loi, de sorte que celui qui s'immiscie peut en être légitimement empêché sur-le-champ, ou peut, après coup, être astreint à une réparation par procès.

Si le fait de contrôle se joignait au droit de l'exercer en notre propre nom contre tout le monde, nous aurions ensemble la possession physique et la possession légale.

Le droit exclusif de contrôle sur une chose peut appartenir seulement au propriétaire ou à une autre personne investie de tel droit par la volonté du propriétaire, ou exceptionnellement, par un acte légal remplaçant la volonté du propriétaire.

Si cette personne n'avait pas le contrôle ou la maîtrise actuelle le droit l'aiderait à l'obtenir, autrement dit, cette personne a le droit de posséder la chose en question. Quand elle obtient contrôle, elle est le possesseur actuel et légitime.

La possession de droit ou possession légale est plus facilement compréhensible quand elle est jointe à la

possession physique, et tel est l'aspect normal du droit ; mais ce n'est pas toujours le cas. La loi serait plus simple qu'elle ne l'est si on considérait que le contrôle ou la détention physique donne toujours la possession légale, sans distinguer entre le cas où celui qui a le contrôle l'exerce en son nom et pour son propre compte, et le cas où il l'exerce comme un serviteur ou à un autre titre pour le compte d'un autre. Mais aucun système ne l'admet. L'intention manifeste, non seulement d'exclure les autres de l'immixtion dans la chose en question, mais encore de le faire pour son propre compte et en son nom, est requise.

Le droit anglais sépare souvent la possession physique ou le contrôle physique de la possession légale comme par exemple lorsqu'un serviteur tient la chose pour le compte de son maître. Le serviteur aura la possession physique, tandis que la possession de droit ou légale appartiendra toujours au maître. Mais on voit que, souvent, la détention de la chose par le serviteur l'est manifestement au nom du maître, et qu'elle n'a aucune couleur de domination. Il en est ainsi, lorsqu'on voit un groom promener le cheval de son maître. On ne peut pas dire qu'il a la possession physique du cheval. En apparence, aussi bien qu'en fait, et en fait, aussi bien qu'en droit, il n'est que l'instrument qui exerce le pouvoir du maître.

Egalement l'homme conducteur d'une voiture qui porte le nom de son maître, commerçant par exemple.

Encore, et d'une autre façon, le possesseur de droit peut être indépendant de la possession de fait ou physique. Le possesseur ne perd pas ses droits simplement en perdant le contrôle physique sur la chose ; la possession légale, une fois acquise, continue, bien qu'il n'y ait aucune ombre de pouvoir physique. Ce n'est pas seulement le cas dans lequel les choses continuent d'être en la possession d'un homme, quoi qu'en dehors de son contrôle immédiat tant que son contrôle peut être constaté, ou comme on dit, tant que sa relation avec les choses est conforme à la manière usuelle d'agir d'un propriétaire de choses pareilles, par exemple, lorsque des instruments de labourage sont laissés dans le champ où ils sont employés. Mais aussi, en droit anglais, la possession légale peut continuer même quand la chose est perdue. On a vu tout à l'heure que la possession physique pouvait se perdre sans qu'un autre l'acquière. Il n'en va pas de même pour la possession légale (2). La loi n'attache pas nécessairement les droits qui donnent la possession à la détention ou au contrôle physique et, partant, la perte du contrôle de fait n'entraîne pas toujours la perte de la possession de droit.

(1) Pollock & Wright, *Op. cit.*, p. 18.

(2) Pollock & Wright, *Op. cit.*, p. 15.

On peut se trouver en présence du cas où une chose est l'objet d'une discussion et est à ce point disputée, qu'on ne peut attribuer même la possession physique à un prétendant plutôt qu'à un autre. Il eût été concevable de considérer la possession légale en suspens tant que la possession physique l'est. Mais le droit anglais préfère, dans ce cas d'absence d'un état décisif de fait, que la possession légale suive le meilleur titre.

Il faut bien remarquer que la possession de droit est un droit substantif qui existe et qui a ses incidents légaux et ses avantages en dehors du titre du vrai propriétaire. Elle est, en elle-même, une sorte de titre ; et c'est un attendu de la loi, que le possesseur peut agir dans son intérêt apparent à la façon du propriétaire, non seulement par des actes physiques, mais aussi par des actes de droit, et que ses actes, vis-à-vis d'une personne qui n'a pas un meilleur titre, sont parfaitement valables.

A côté de cette possession de droit ou légale, le droit anglais connaît autre chose, à savoir le droit à la possession. Il peut exister en dehors de la possession physique et la possession légale toutes deux. Mais donnons des exemples, pour bien distinguer entre les trois éléments.

Un tailleur envoie à la maison de Primus un costume que Primus avait demandé. Supposons que Pri-

mus ait mis le costume, il aura bien le contrôle physique et la possession de droit.

Mais si on suppose que Primus quitte son costume et le donne à son serviteur « Secundus », pour le renvoyer chez le tailleur, afin d'y faire apporter quelques modifications, il aura encore la possession légale, tandis que le serviteur Secundus aura le contrôle physique.

Si un bandit, Tertius, attaque le serviteur Secundus sur le chemin qui le conduit au tailleur, lui prend le costume et s'en empare, il aura la possession en droit aussi bien que la possession de fait. Sa possession sera injuste, mais cela n'a aucune importance. Primus n'aura plus que le droit à la possession (1). On voit que ce droit à la possession peut exister en dehors de la possession de droit et de la possession de fait, et c'est le cas du véritable propriétaire qui se trouve injustement dépossédé, il ne lui reste que le droit à la possession.

Le droit à la possession n'est pas nécessairement exclusif. Il est à l'inverse même de la possession, à ce point de vue. A peut avoir le droit à la possession d'une chose contre B, aussi bien que contre toute autre personne, tandis que B a en même temps un droit à la possession de cette chose contre tout le

(1) Pollock & Wright, *Op. cit.*, pp. 26-27.

monde, excepté contre A (1). On verra tout à l'heure, quand nous parlerons des règles générales, que la possession est exclusive.

Ce droit à la possession, quand il est séparé de la possession, est souvent appelé dans la langue juridique anglaise (*constructive possession*).

Ayant ainsi montré ce qu'est la possession, en droit anglais, avec ses éléments et ses nuances, nous allons donner en bref, des règles générales, qui nous paraissent utiles pour comprendre le système possessoire anglais.

## SECTION IV

### RÈGLES GÉNÉRALES

1. La possession (2) est présumée de la détention. Une personne ayant la détention ou la possession physique est présumée avoir la possession légale jusqu'à preuve du contraire.

2. La possession physique, accompagnée de l'intention manifeste de domination exclusive confère toujours la possession de droit.

Il n'est pas essentiel que le contrôle physique soit acquis avec ou sans bon titre ; et, lorsqu'il est acquis sans bon titre, il n'est pas essentiel non plus que cela

(1) Pollock & Wright, *Op. cit.*, p. 27.

(2) Le mot « possession » employé seul désigne « la possession légale ».

soit innocemment, sous couleur d'un titre supposé ou, au contraire, de mauvaise foi.

Le possesseur peut être un malfaiteur contre le vrai propriétaire par cela même qu'il s'est mis en possession de la chose, et sa possession sera protégée par la loi contre tout tiers non-propriétaire ou non-réclamant au nom du propriétaire. Au contraire, la possession physique ou de fait, sans la manifestation de l'intention d'agir en qualité de propriétaire peut ou peut ne pas être accompagnée de la possession légale suivant la manière dont elle a été acquise et le caractère de cette acquisition.

3. La possession est exclusive et individuelle. Sur-tout la possession physique est exclusive et, si elle ne l'est pas, elle ne pourra exister. Lorsque deux hommes mettent la main sur un cheval, chacun ayant l'intention de s'en servir exclusivement, il n'y aura possession physique que lorsque l'un d'eux aura eu la maîtrise. Mais cela n'empêche pas que la loi accorde la possession légale à une personne de préférence lorsque la possession physique est en suspens. Cependant, les co-propriétaires peuvent posséder en droit aussi bien qu'en fait, suivant leurs intérêts. Lorsque l'un d'eux prend la chose en sa possession, la possession physique sera celle du propriétaire pour ses intérêts et d'un représentant pour les autres. En tout cas, il n'y aura pas une possession plurielle, mais, au con-

traire, une possession singulière, exercée par ou au nom de plusieurs personnes (1).

4. Vis-à-vis d'un malfaiteur, la possession est une preuve décisive du droit à la possession. Celui qui possède est, dans ce cas-là, censé avoir le droit à la possession. Aussi, dans le cas d'une action intentée pour un tort causé à la possession, l'auteur du tort n'est pas admis à prouver qu'une autre personne, du titre de laquelle il est lui-même étranger, a un titre meilleur que celui du possesseur actuel.

5. Le droit fondé sur la possession est transmissible suivant la nature de la chose.

6. Lorsque la possession physique est indéterminée, la possession légale suit le droit à la possession. Lorsque deux personnes occupent le même champ, et que chacune, de son côté, agit comme seul possesseur, pour décider laquelle des deux est actuellement en possession, on répond que c'est celle seule qui a le titre qui est en possession, l'autre n'est qu'une intruse.

7. Un propriétaire a, *prima facie*, le droit à la possession ; la possession est, *prima facie*, la preuve de la propriété. Le propriétaire a toujours le droit à la possession, à moins qu'il ne s'en dessaisisse au profit d'un autre. Réciproquement, et par cela même que

(1) Pollock, *Op. cit.*, p 21.

là la possession physique est l'exercice apparent du droit de propriété, le fait de posséder tend à montrer le possesseur, comme propriétaire. Cependant, on pourra apprendre, après recherches, que le possesseur n'a qu'un droit dérivé de propriétaire, ou même n'est qu'un intrus.

## SECTION V

### « LE BAILMENT »

Nous consacrerons ce paragraphe à mettre en lumière ce terme « Bailment », qui n'a pas de correspondant en français et dont l'explication nous sera utile plus tard

Le « Bailment » ; (du mot français *bailler* = livrer ou mettre en main) est le contrat, explicite ou tacite, par lequel des biens sont livrés dans un but déterminé, mais qui prévoit qu'après réalisation de ce but, ces biens seront restitués à celui qui les avait livrés ou encore pris en jouissance sur son autorisation, ou gardés jusqu'à ce qu'il les demande (1).

La personne qui donne son bien ou sa chose s'appelle (*bailor*) et l'autre s'appelle (*bailee*).

Ainsi, lorsque le tissu est livré (dans la langue juridique anglaise « *bailed* ») à un tailleur pour faire

(1) Stephens. *New commentaries on the laws of England*, t. II, p. 84.

un costume, il y a contrat tacite de le rendre quand il sera fait (1). De même lorsque des bagages ou des marchandises sont livrés à un camionneur pour qu'il les transporte, un contrat existe de les livrer au destinataire. Si un cheval ou un bagage est livré à un aubergiste ou à un de ses domestiques, l'aubergiste sera obligé de le garder et de le restituer quand le passager voudra partir. Lorsqu'on emprunte une chose à un autre, l'emprunteur est tenu de restituer la chose prêtée, à l'expiration de la période du prêt. Lorsqu'un prêteur sur gage reçoit des bijoux, par exemple, en garantie, il est obligé de les restituer quand il est remboursé.

Dans tous les exemples que nous avons donnés, il existe un contrat de « bailement ». C'est un terme général, sous lequel on peut ranger les contrats de prêt, dépôt de louage et de gage.

---

(1) Blackstone. The commentaries on the laws of England, t. II p. 404.

## CHAPITRE II

### L'Acquisition et la Revendication des meubles

---

#### SECTION I

##### LA RÈGLE GÉNÉRALE

Le droit anglais laisse en principe les meubles soumis au régime romain. Celui qui n'a pas le droit de disposer de la chose ne peut, en disposant, transférer la propriété à autrui ; tel est le principe posé par le « common law ». « *Nemo plus juris transferre potest quam ipse habet* », ou autrement dit « *nemo dat quod non habet* »<sup>(1)</sup>.

Cette règle se trouve énoncée dans l'art. 21 du « Sale of goods act » de 1893 ; « Lorsque les meubles sont vendus par un individu qui n'en est pas le propriétaire et qui les vend sans l'autorisation ou le consentement du propriétaire, l'acheteur n'acquiert pas sur les meubles un meilleur titre que celui de son vendeur » (2).

(1) Talembridge, sale of goods, p. 46.

(2) Annuaire de législation étrangère, 1894, p. 10 et suiv., traduction du « Sale of goods act », par M. le professeur Levy-Ullmann et T. Barelay.

Lorsque l'auteur n'est pas propriétaire ou autorisé à vendre par celui-ci, l'acquéreur ne devient jamais propriétaire, sauf par la prescription.

Seulement, si le vendeur devient propriétaire de la chose après l'avoir vendue et avant que l'acheteur ne répudie la vente, la propriété de la chose restera ou échoira à l'acheteur (1). Le vendeur ne peut pas lui opposer que lui vendeur, n'était pas propriétaire au moment du contrat.

Mais le « Sale of goods act » qui a posé cette règle comme principe général en matière de revendication des meubles, l'a fait suivre d'une série d'exceptions qui la détruisent comme on le verra tout à l'heure. Les tribunaux sont encore allés plus loin. Les considérations tirées de l'équité et de la sécurité des transactions commerciales, qui ont donné naissance à la règle française « en fait de meubles.... » et qui ont fait que les meilleures législations étrangères l'ont adoptée ; ces considérations ont poussé les tribunaux anglais à dégager une nouvelle règle qui réduit celle du « Sale of goods act » presque à néant. Cette nouvelle règle est que, celui qui a acquis à titre onéreux (*valuable consideration*) dans le cours ordinaire des affaires, et sans avoir connaissance d'aucun vice ou

(1) (1911), 1 K. B. 463 — (1912), 106 L. T. 771.

de circonstances pouvant éveiller ses soupçons sera protégé contre toute revendication possible (1).

Lorsque nous aurons étudié les exceptions à la règle d'une part, et d'autre part la notion de l'acquéreur de bonne foi à titre onéreux (*bona fide purchaser for value*) ; nous saurons que le droit anglais a abandonné le système romain et que, en réalité, c'est la règle française qui domine la matière de la revendication mobilière.

Il n'y aura plus, entre les deux systèmes, qu'une différence concernant la donation des meubles. En droit français, si le donateur n'était pas propriétaire, le donataire de bonne foi peut invoquer sa possession contre le propriétaire revendiquant, mais en droit anglais, il ne le peut pas.

On comprendra mieux toutes ces questions un peu plus loin.

## APPENDICE

### LA PRESCRIPTION DES MEUBLES

Nous avons dit qu'en principe, si le vendeur n'était pas propriétaire ou fondé de pouvoir du propriétaire, l'acquéreur ne deviendrait propriétaire que par la prescription. Nous trouvons utile de donner ici quelques précisions sur ce point.

(1) Mackay, *La Rev. des Meubles en Dr. Angl.*, p. 74.

En effet, il n'y a pas de prescription acquisitive pour les meubles en droit anglais. Il ne connaît sur ce point que la prescription libératoire. Après un certain laps de temps de non-réclamation de la part du propriétaire, les actions en revendication (1) ne pourront plus être intentées contre le possesseur de bonne foi.

En droit anglais, le délai de la prescription de ces actions est de six ans (2).

Le point de départ de ce délai est le jour à partir duquel le revendiquant avait lieu de s'adresser aux tribunaux en raison de la violation de ses droits. Ainsi, si les biens sont en la possession d'une personne avec le consentement du propriétaire qui a le droit de se les faire restituer, le temps ne court contre le propriétaire que quand il aura demandé ses biens et que la personne en possession aura refusé de les lui restituer (3). Ce sera le cas entre (bailor) et (bailee) comme un déposant et un dépositaire.

Si, au moment où le droit d'agir existait, la personne appelée à l'exercer était un mineur, un aliéné ou une femme en puissance de mari, la prescription de l'action ne commence à courir qu'à partir de son retour à la pleine capacité. Il n'y a point de suspen-

(1) Voir plus loin, le chapitre suivant.

(2) Lehr, éléments de droit civil anglais, *Op. cit.* t. II, p. 198.

(3) Halsbury, *The Laws of England, Op. cit.*, t. XIX, p. 50.

sion en faveur du demandeur revendiquant qui se trouve en prison ou au-delà des mers ; mais, si le défendeur se trouvait au-delà des mers au moment où le demandeur aurait eu le droit de l'actionner pour la première fois, le délai de prescription ne court que du moment de son retour. Aucune partie du Royaume-Uni ou des îles adjacentes n'est considérée comme étant au-delà des mers dans ce sens. Pour que l'incapacité du demandeur soit un motif de suspension, il faut qu'elle existe au moment où le droit d'agir prend naissance ; si elle survient après coup, elle est sans effet sur la durée de la prescription.

Quant aux causes d'interruption, il y en a deux. La première est la reconnaissance volontaire de la part du possesseur. A défaut de cette reconnaissance, le propriétaire peut éviter la prescription au moyen d'une interpellation (*writ of summons*), suivie de l'introduction d'une action dans les six mois qui suivent, ou renouvelée de six mois en six mois, jusqu'à l'introduction de l'action (1).

Tel est, en bref, le système anglais de l'acquisition des meubles par la prescription des actions mobilières.

(1) Lehr, *Op. cit.*, t. II, p. 200.

## SECTION II

### LES EXCEPTIONS

#### A LA RÈGLE DU DROIT ANGLAIS

On a déjà dit que le « Sale of goods act », après avoir donné, comme base en matière de revendication des meubles, le principe romain « Nemo plus... », a énuméré une série d'exceptions qui détruisent la règle. On va maintenant procéder à l'étude de ces exceptions.

D'abord, il faut remarquer que plusieurs des dites exceptions n'intéressent pas notre étude, car elles traitent des régimes spéciaux et particuliers à quelques meubles ou au profit de certaines personnes à l'égard de certains meubles. Ces questions, on l'a vu, ont été écartées de notre thèse, dans laquelle nous nous sommes bornés à étudier le droit commun des meubles corporels.

Ces exceptions éliminées, les exceptions auxquelles nous nous attacherons dans notre étude présente sont les suivantes :

1. Cas dans lequel le meuble était acheté en plein marché (*market overt*).

2. Cas dans lequel le propriétaire est forclos, par sa conduite, à contester le titre de l'acquéreur.

3. Cas dans lequel le vendeur resté en possession

revend la chose à un second acheteur qui la prend de bonne foi.

4. Cas dans lequel le titre du vendeur est annulable et où il vend le meuble à un acheteur de bonne foi.

5. Cas où le bien change de nature.

6. Exception relative aux titres au porteur et l'argent.

Dans tous ces cas, l'acquéreur aura sur le meuble un titre incontestable quoique le vendeur n'ait aucun titre ou n'ait qu'un titre défectueux.

*Sous-section 1. — La vente à plein marché  
(market overt)*

En droit anglais, un marché (*a market*) est la franchise qui confère le droit aux acheteurs et aux vendeurs de se réunir en un tel endroit. Il désigne aussi le droit même de se réunir. Enfin, le terme (*market*) est souvent donné à la réunion même des acheteurs et des vendeurs, ou à la place où le marché se tient, ou au temps durant lequel le marché a lieu (1).

Dans cette étude, nous voulons désigner par le mot (*market*), la réunion elle-même. Ainsi on peut définir un marché : la réunion d'acheteurs et de vendeurs qui se tient dans une place définie et pendant un

(1) Halsbury, *Op. cit.*, t. XX. p. 1.

temps déterminé à condition qu'elle soit autorisée par les statuts ou en vertu d'une franchise.

La foire est un genre de marché, mais plus grand. Au point de vue juridique il n'y a aucune différence entre les deux. Mais il y a deux caractéristiques qui les distinguent ; la première est, comme nous l'avons dit, que la foire (*fair*) est plus grande ; la deuxième est que la foire se tient une ou deux fois par an tandis que le marché se tient une ou deux fois par semaines (1). Quant aux règles concernant l'organisation des marchés nous les laissons de côté parce que hors de notre sujet, il nous suffit d'avoir bien défini le marché. Entrons maintenant dans le fond de notre matière, à savoir la vente à plein marché dont le « Sale of goods act » nous parle dans son article 22.

Cet article nous dit que, « lorsque les meubles sont vendus à plein marché, conformément à l'usage du marché, l'acheteur acquiert un juste titre sur les meubles, pourvu qu'en les achetant il soit de bonne foi et n'ait connaissance d'aucun vice ou défaut de titre chez le vendeur » (2).

On voit que le mobile de cette règle est la sécurité du commerce.

(1) Halsbury, *Op. cit.*, t. XX, p. 2, « toute foire est un marché, mais tout marché n'est pas une foire ».

(2) Annuaire de Légis. Etr. traduit. de « Sale of goods act », par M. Levy-Ullmann et Barclay, *Op. cit.*, 1849, p. 20. - Voir aussi (1878), 3 app. cas. pp. 459-463.

Les conditions requises pour que la vente à plein marché fasse passer la propriété à l'acheteur malgré le défaut de droit du vendeur sont les suivants (1) :

1. Il faut que la place où la chose était vendue, soit une place publique reconnue comme marché et que la vente et la livraison soient entièrement conclues ouvertement dans le marché (2). Il faut aussi que la vente ait lieu aux jours légaux du marché.

2. La vente doit être une vente réelle par une personne ayant la capacité contractuelle.

3. La chose doit être parmi les objets vendables au marché ou à la foire, parmi les objets que le vendeur y vend ostensiblement.

4. Il faut que la taxe ou le péage (*toll*) soit payé dans le cas où il le faut.

Un (*toll*) dans le sens strict est la somme que l'acheteur doit payer dans un marché sur les objets (*tollables*) qu'il achète ; car ce n'est pas sur tous les objets que l'acheteur doit payer le (*toll*). Mais, d'après les coutumes ou les statuts, il peut y avoir des droits payables sur certains articles qui viennent sur le marché en vue d'être vendus, même s'ils ne

(1) Il faut, en plus, que le meuble n'appartienne pas au roi (Halsbury), *Op. cit.*, t. XX, p. 53) ; voir aussi Blackstone. *Op. cit.*, t. II, p. 402. « Le contrat de vente à plein marché ne lie pas seulement les deux parties, mais toute personne qui pourrait avoir des droits sur la chose. »

(2) (1878), 4-2 B. D. 32.

sont pas vendus. Ces droits sont payables quelquefois en nature. Mais, sont exempts de payer le (*toll*), le roi, la reine et les personnes ecclésiastiques pour leurs marchandises ecclésiastiques et pour les choses qu'elles achètent pour leurs besoins personnels, mais non pour les autres marchandises qu'elles peuvent acheter (1).

5. Il faut que l'acheteur soit de bonne foi et n'ait pas connaissance du vice ou défaut de droit chez le vendeur.

6. Dans le cas de la vente d'un cheval, pour que la propriété passe à l'acheteur, quelques formalités s'imposent. Pour que ces formalités soient remplies, la loi a mis à la charge des employés du marché, des devoirs sous sanction de dommages-intérêts à la personne qui a subi le dommage et amende payable à la justice.

D'abord il faut que le propriétaire ou le régisseur du marché détermine chaque année une place pour la vente des chevaux et nomme les employés et les percepteurs de (*toll*). Il faut aussi avoir un livre sur lequel le percepteur ou un autre employé doit inscrire la couleur du cheval et une autre marque spéciale au moins, le prix, les nom, prénoms, le domicile de l'acheteur et du vendeur et la profession ou le métier du vendeur.

(1) Halsbury, *Op. cit.*, t. XX, p. 40.

Dans ce livre également, le régisseur doit signer après chaque marché la liste des chevaux qui ont été vendus. Le percepteur doit prendre le (*toll*) sur la place du marché et pas ailleurs, et il faut que cela se passe entre dix heures du matin et le coucher du soleil, et qu'il ait devant lui, présentement, le vendeur et l'acheteur.

Enfin, il faut encore que le cheval soit exposé publiquement sur le marché pendant une heure, entre dix heures du matin et le coucher du soleil (1).

Toutes ces formalités remplies, la propriété du cheval passe à l'acheteur, pourvu que les conditions précédentes existent, même si le vendeur n'était pas propriétaire.

Mais cette règle subit une dérogation à l'égard des chevaux volés. Si un cheval volé est vendu au marché, dans les six mois à compter du jour du vol, la vente, à supposer toutes les formalités remplies, n'enlève pas la propriété du cheval au propriétaire victime du vol, pourvu qu'une réclamation soit faite par lui ou son représentant. Il faut encore que cette réclamation soit faite dans six mois après le vol devant le magistrat du lieu où le cheval peut se trouver, et que dans les quarante jours qui suivent, le propriétaire parvienne à établir et à prouver sa propriété par l'aide de deux témoins. Cela fait, le

(1) Halsbury, *Op. cit.*, t. XX, p. 31.

propriétaire peut reprendre son cheval, seulement il faut qu'il paye à la personne qui aura le cheval en mains, la somme que cette personne prouve devant la justice qu'elle a payée sans fraude ou connivence.

Avant d'en finir avec la question de la vente à plein marché, il nous reste trois points à mettre en relief.

Le premier est que, si après la vente à plein marché le vendeur redevient propriétaire des biens, le titre du propriétaire originaire renaît, autrement dit, la propriété des biens fait retour à la personne qui en était propriétaire avant ladite vente (1):

Le second point concerne la coutume de Londres. D'après cette coutume, la partie de chaque boutique dans laquelle le public peut entrer sans invitation spéciale est considérée comme un marché (market) entre le lever et le coucher du soleil pour tous les jours, excepté les dimanches et les jours de vacances ; mais cela seulement en ce qui concerne les marchandises que le boutiquier a l'habitude de vendre (2). Auparavant toutes les boutiques indifféremment étaient considérées comme marchés ; c'est le célèbre « *case of market overt* » qui a tranché la question. On trouvait que cela protégeait les voleurs et, surtout, on a décidé que seulement les boutiques qui ven-

(1) Halsbury, *Op. cit.*, t. XXV, p. 196.

(2) Blackstone, *Op. cit.*, t. II, p. 402 ; (1911), 104, L. T. 419.

daient des choses pareilles seraient reconnues comme plein marché (*for the sale by the shopkeeper of such goods as he professes to sell* » (1).

Le troisième et dernier point est celui des choses volées.

C'est l'art. 24, alinéa premier du « *Sale of goods act* » qui nous en parle. Lorsque les meubles ont été volés et que le délinquant est condamné, la propriété des meubles ainsi volés fait retour à la personne qui en était propriétaire, ou à son représentant personnel, nonobstant toute transaction intermédiaire ayant porté sur lesdits meubles, soit par ventes à plein marché, soit autrement » (2).

On voit par là que la vente à plein marché ne sera pas opposable au propriétaire victime du vol ou à son représentant personnel, comme par exemple son héritier, une fois que le voleur sera condamné.

Mais l'acquéreur qui aurait acheté les choses volées à plein marché continue à en avoir un bon titre jusqu'à la condamnation. Si, après son acquisition et avant la condamnation, il vendait ces choses, il ne serait pas responsable lorsque le voleur serait condamné. Mais si cet acquéreur garde la chose jusqu'à la condamnation, il sera obligé de la rendre au pro-

(1) Halsbury, t. XX, p. 54 ; Machay, *Op. cit.*, p. 113.

(2) Annuaire de Législation étrangère, année 1894, *Op. cit.*, p. 20.

priétaire et il n'aura pas le droit de réclamer à celui-ci ce qu'il aurait dépensé pour l'entretien et le soin de la chose (1).

Il y a ici quelques observations à faire.

D'abord, il ne faut pas assimiler au vol, à ce point de vue, les autres délits qui présentent avec lui une certaine analogie, comme l'abus de confiance et l'escroquerie (2). En deuxième lieu, il faut remarquer qu'en droit anglais, le possesseur d'une chose volée est mieux protégé qu'en France, puisqu'il est à l'abri de toute revendication tant que le voleur n'a pas été condamné. « Mais si on se trouve en présence d'une décision criminelle, le possesseur de bonne foi est moins bien protégé, puisque la propriété de l'objet lui échappe, alors même qu'il s'est écoulé plus de trois ans depuis le moment du vol » (3).

Enfin, la propriété des biens trouvés passe à l'acquéreur par la vente à plein marché. Hors ce cas, les biens trouvés comme les biens volés après la condamnation du voleur, continuent à appartenir à leur propriétaire. Celui-ci n'en perd la propriété que par la prescription de l'action en revendication, comme on l'a déjà vu.

(1) (1881) 82 B. D. p. 109.

(2) Sale of goods act, art. 24 alm. 2.

(3) Lehr, t. II, p. 49.

Sous-section 2. — *Estoppel*

La deuxième exception à la règle du droit anglais, en ce qui concerne la revendication des meubles, consiste dans une application particulière de l'institution de l' (*estoppel*).

Nous allons d'abord montrer ce qu'est cette institution en général sous ses différentes formes, puis, nous verrons comment cela va se transformer en exception à notre règle.

L' (*estoppel*) est l'incapacité par laquelle une partie est empêchée d'alléguer ou de prouver en justice qu'un fait particulier n'est pas comme il apparaîtrait (1).

Il y a trois genres d' (*estoppel*).

Le premier est (*l'estoppel of record or quasi record*) ce qui correspond en Angleterre à l'autorité de la chose jugée du droit français. Une chose qui a été définitivement jugée ne peut pas être remise en question devant la justice. La loi tient pour vrai ce qui a été décidé par jugement. Donc, la partie ne sera pas admise à alléguer en justice que les choses ne sont pas comme elles apparaissent d'après le jugement. Elle sera forclos (*stoppeth* d'où vient le nom *estoppel*) (2).

(1) Halsbury, *Op. cit.*, t. XIII, p. 323 et suiv.

(2) C'est l'*exceptio rei judicata* des Romains.

En principe, en droit anglais aussi bien qu'en droit français, la vérité de la chose jugée est relative, en ce sens que l'exception de la chose jugée ne peut être opposée qu'à ceux qui ont été parties au premier procès. Mais, il y a, en droit anglais, des cas dans lesquels l'autorité de la chose jugée sera absolue, opposable à tout le monde. Ce sont les cas des statuts personnels ou réels.

Si le jugement antérieur provient du tribunal devant lequel la question revient (*the court of record*) on appelle l' (*estoppel*), (*estoppel of record*). Si le jugement provient d'un autre tribunal, on l'appelle (*estoppel of quasi record*).

Le deuxième genre d' (*estoppel*) est l' (*estoppel by deed*) (1). Celui-ci existe quand il y a un acte conclu sous les sceaux des parties.

Lorsqu'une personne s'engage par un acte ou un contrat sous son sceau, elle ne sera pas admise à venir nier ce qu'elle a constaté dans cet acte. Le contrat sous sceau aura le caractère des actes authentiques du droit français. L'acte est décisif et n'admet pas de preuve contraire.

Le troisième genre d' (*estoppel*), celui qui nous importe ici est l' (*estoppel*) dit (*in pais*). Il se résume en ce principe, à savoir : celui qui a accepté par ses

(1) « deed » signifie acte ou l'écrit probatoire.

actions ou sa conduite un état de choses, ne peut pas ensuite invoquer à son profit un état de choses contraire (1). Ce principe est expressément posé par le « *Sale of goods act* » comme constituant une exception à la règle anglaise de la revendication des meubles « *nemo plus...* » L'art. 21 nous dit que l'acheteur n'acquiert pas sur les meubles un meilleur titre que celui du vendeur, « sauf si le propriétaire n'empêche par sa conduite, toute dénégation portant sur le droit du vendeur de vendre » (2).

En raisonnant à *contrario*, l'acheteur aura un titre meilleur que celui du vendeur si le propriétaire empêche par sa conduite, toute dénégation portant sur le droit du vendeur de vendre.

L' (estoppel) provient, lorsque le propriétaire agit de manière à revêtir une autre personne de la propriété apparente ou du pouvoir apparent de vendre, comme son représentant. Si cet apparent propriétaire ou ce représentant apparent vend la chose à un acheteur qui la prend de bonne foi et sans avoir connaissance que le vendeur n'était pas propriétaire ni représentant, le propriétaire sera empêché (*estopped*) de contester la validité de la vente (3). En réalité, l'acheteur a été induit à agir par la conduite du proprié-

(1) Voir Halsbury, *Op. cit.*, t. XIII, p. 424.

(2) « *Sale of goods act* », ann. de Légis., 1894, p. 19.

(3) Falconbridge, *Op. cit.*, p. 55.

taire, donc celui-ci n'aura à s'en prendre qu'à lui-même (1).

Donnons deux exemples pour éclairer la question.

Supposons que A soit en possession du bien et que B., qui en est le propriétaire, affirme à C. qu'il avait vendu son bien à A. Si C. achète la chose de A. de bonne foi et sans connaissance que A. n'en avait pas la propriété, B. ne pourra pas nier la validité de la vente (2).

Supposons encore qu'un propriétaire donne sa chose à titre de dépôt à un commissionnaire qui trafique avec des choses pareilles. Si celui-ci vend la chose à un acheteur de bonne foi qui ignore le défaut de droit de son vendeur, le propriétaire ne pourra pas contester la validité de la vente. A la vérité, c'est le propriétaire, par sa conduite, qui a induit l'acheteur en erreur, aussi ne sera-t-il pas admis à prouver que les choses n'étaient pas comme elles paraissaient être par son action.

On voit bien que la bonne foi de l'acheteur ne suffit pas, il faut qu'il soit trompé par la parole, la conduite ou la manière d'agir du propriétaire.

Tel est le mécanisme de l'institution d'(*estoppel*) et ce en quoi, elle constitue une exception à notre règle.

(1) (1887) 182 B. D. 68 — (1883) 11-2 B. D. 776.

(2) Falconbridge, *Op. cit.*, p. 56.

*Sous-section 3. — Cas où le vendeur  
resté en possession revend la chose  
à un acheteur de bonne foi*

Ce cas suppose qu'un vendeur reste en possession de sa chose après l'avoir vendue et qu'il la revende à un second acheteur qui la prend de bonne foi et sans avoir connaissance de la première vente. Le « *Sale of goods act* » dans son art. 25 alinéa 1<sup>er</sup> nous dit que, dans un cas pareil, le second acheteur qui a pris la possession de la chose de bonne foi, deviendra propriétaire (1).

C'est la solution de l'art. 1141 du Code civil français qui n'est, comme on l'a déjà vu, qu'une application du principe de l'art. 2279.

On voit par là combien le droit anglais s'est éloigné du système romain pour se rapprocher du système français, à tel point qu'on peut dire que c'est là maxime « en fait de meubles... » qui domine la matière de la revendication mobilière en Angleterre aussi bien qu'en France. Le vendeur, après la première vente, n'avait plus aucun droit, et ainsi nous voyons que l'acquéreur devient propriétaire alors que l'auteur n'avait pas le droit de propriété et n'était pas autorisé par le propriétaire à vendre.

(1) Falconbridge, *Op. cit.*, p. 57 ; Halsbury, *Op. cit.* t. XXV, p. 198 ; (1899), 12 B. 643.

Cette exception porte une atteinte grave à la règle, elle la paralyse dans son application la plus fréquente (1). Il y a un autre cas qui ressemble au cas précédent et qui se trouve dans l'art. 25, alinéa 2, du « *Sale of goods act* ».

C'est lorsqu'une personne promet à une autre personne d'acheter une chose appartenant à cette dernière et qu'elle entre en sa possession avec le consentement du propriétaire. Si celui qui a promis d'acheter et qui est entré en possession de la chose, la vend à une personne de bonne foi, celle-ci devient propriétaire, même si la première vente ne s'accomplit pas (2).

Passons maintenant au cas où le titre du vendeur est annulable.

*Sous-section 4. — Cas où le titre du vendeur  
est annulable*

Il serait superflu de donner ici la distinction entre la nullité et l'annulabilité, car le droit anglais est, à ce point de vue, presque identique au droit français.

En ce qui nous concerne, nous supposons qu'un vendeur, dont le titre était annulable pour une erreur qui n'était pas destructive, pour un dol incident ou

(1) Nous avons été étonné de voir que M. Mackay n'a fait aucune allusion à une exception si importante.

(2) Halsbury, *Op. cit.*, t. XXV, p. 300 ; (1910), 26 T. L. R. 545.

pour violence, vende la chose à un acquéreur. Cet acquéreur deviendra propriétaire, pourvu qu'il achète de bonne foi et sans avoir connaissance du vice du titre du vendeur et que ce titre ne soit pas annulé au moment de la vente (1).

Supposons que A propriétaire vende son meuble à B, et que ce contrat de vente soit annulable pour un vice de consentement quelconque. Si, avant l'annulation de cette vente, B vend à son tour la chose à un acheteur de bonne foi qui ne sait pas le vice dont la première vente était entachée, cet acheteur deviendra propriétaire. Si, après coup, le propriétaire originaire faisait annuler la première vente, cela ne serait pas opposable au nouvel acquéreur ; on ne lui dira pas que le titre de son auteur étant annulé, le sien ne doit pas subsister (2).

On voit que cette solution est contraire au système romain. Elle déroge de la maxime, « *Resolutio jure dantis resolvitur jus accipientis* » ; les droits de l'acquéreur subsistent quoique ceux du vendeur aient été annulés. Elle déroge aussi de la maxime « *nemo plus juris...* » ; le vendeur qui n'avait qu'un titre annulable, a pu conférer à un tiers acquéreur un titre meilleur que le sien.

(1) (1880), 52 B. D. 284 — (1210), 1 K. B. 745.

(2) (1880), 152 B. D. 280 — (1905), 1 K. B. 465 — (1910), 26 T. L. R. 601.

Cette exception, très importante, est posée par l'art. 23 du « Sale of goods act ». Il est ainsi conçu : « Lorsque le vendeur de meubles a sur ceux-ci un titre annulable, mais que le titre n'a pas été annulé à l'époque de la vente, l'acheteur acquiert un juste titre sur les meubles, pourvu qu'il les achète de bonne foi et sans avoir connaissance du vice dont se trouve affecté le titre du vendeur » (1).

Nonobstant qu'il y a le mot « pourvu que (*provided that*) » dans le texte, ce qui peut nous conduire à penser que c'est à l'acheteur de prouver sa bonne foi ; il faut remarquer que c'est à la personne qui veut revendiquer de prouver la mauvaise foi du nouvel acquéreur (2).

On voit dans quelle mesure cette exception et celle qui précède infirment la règle et la réduisent à être plutôt l'exception que la règle.

*Sous-section 5. — Changement dans la Nature  
des biens (accession).*

En effet l'accession est plutôt un mode à part d'acquisition de propriété à côté de l'acquisition par l'occupation, par l'effet des contrats (aliénation)... etc. Mais elle peut aussi servir d'exception à notre règle,

(1) « Sales of goods act », trad. par M. Levy-Ullmann, ann. Lég. Etr. 1894, p. 20.

(2) Halsbury, *Op. cit.*, t. XXV, p. 197 — (1911), 1 K. B. 463.

car on acquiert la propriété d'un meuble par l'accession, même si ce meuble provenait d'un auteur qui n'en était pas propriétaire, même si ce meuble a été obtenu frauduleusement. Le propriétaire dépossédé ne peut se faire restituer que la valeur de son objet.

En Angleterre, l'accession mobilière est régie, en grand partie, par les principes du droit romain.

En cas de spécification (*specificatio*) lorsque, l'espèce même de la chose est changée par une opération, comme, par exemple, quand quelqu'un fait du vin, de l'huile ou du pain, avec le raisin, les olives ou le froment d'autrui, la nouvelle chose ainsi formée appartiendrait au spécificateur, sauf les dommages-intérêts dûs au propriétaire. Cette doctrine a été confirmée à diverses reprises par les tribunaux. Dans une récente espèce, A avait acheté de B de l'huile qui appartenait à C. Avec cette huile mélangée à d'autres matières, A avait fabriqué de la graisse qu'il avait vendue. Il fut décidé que A, en formant une chose nouvelle qui ne pouvait pas être décomposée en ses éléments primitifs, était devenu propriétaire de la nouvelle substance. Il devait seulement payer la valeur de l'huile à C (2).

Mais si l'espèce de la chose n'est pas changée, quel-

(1) Citations importantes. V. Blackstone II. 261 — Forster & Wright, 1878.

(2) Erskines Institutes II, 1-25-34, cité par Mackay, *Op. cit.* (Droit écossais).

que altération de forme que la chose ait subie, le propriétaire peut la prendre s'il en prouve l'identité ; ainsi, il a le droit de reprendre son cuir converti en souliers, son drap confectionné en vêtements, son lingot d'argent converti en vaisselle plate, etc. (1).

En cas de confusion ou de mélange de plusieurs matières appartenant à des propriétaires différents ; la question de savoir à qui appartient la chose formée par le mélange, quand on ne peut pas séparer ces matières sans inconvénient, est entièrement laissée à l'appréciation des tribunaux. Il n'y a pas un principe fixe sur ce point. Mais il est certain que, si le mélange de ces matières appartenant à des propriétaires différents, est fait par un tiers, celui-ci n'aura aucun droit sur la chose nouvelle qui appartiendra en commun aux différents propriétaires (2).

Enfin, la propriété des meubles est aussi acquise quand ils sont incorporés à un immeuble ou, autrement dit, quand ils sont immobilisés.

Mais vu les exceptions précédentes qui font de la maxime « en fait des meubles... », le principe de la revendication mobilière en Angleterre aussi bien qu'en France ; on voit bien que l'accession mobilière a perdu l'importance qu'elle avait à Rome. La plupart du temps, l'acquéreur se trouve à l'abri de toute

(1) Lehr, *Op. cit.*, t. II, p. 34.

(2) Mackay, *Op. cit.*, p. 126.

revendication indépendamment des règles de l'accession (1).

*Sous-Section 6. — Exception relative aux titres  
au porteur et à l'argent.*

En dernier lieu, nous pouvons mentionner comme dérogeant à la règle anglaise « qu'on ne peut transférer du droit plus qu'on n'en a », la solution admise quand il s'agit d'argent monnayé ou de titres au porteur.

L'argent monnayé et les titres au porteur ne peuvent pas être revendiqués entre les mains d'un tiers acquéreur qui les avait acquis à titre onéreux dans le cours ordinaire des affaires et de bonne foi. La tradition lui confère un bon titre sur eux, même lorsqu'ils ont été volés ou trouvés.

Ce système de protection intégrale des titres de circulation a été inspiré par l'idée de la sécurité de commerce et de la protection du crédit. Cette solution est en contradiction avec le droit français, comme on l'a vu, mais on verra que le droit allemand admet une solution analogue.

(1) Planiol, *Op. cit.*, t. I, p. 814. Capitant, *Op. cit.*, t. I, p. 850.

### SECTION III

#### DE L'ACQUÉREUR DE BONNE FOI ET A TITRE ONÉREUX

(*Bona fide purchaser for value*)

Nous avons dit que, pour l'intérêt de la sécurité commerciale, les tribunaux anglais ont fini par admettre que tout acquéreur de bonne foi et à titre onéreux (*valuable consideration*) sera à l'abri de toute revendication, et qu'ainsi ils ont fait de l'art. 21 du « Sale of goods act » presque une lettre morte. Il nous reste ici à développer la notion de l'acquéreur de bonne foi à titre onéreux.

#### *Sous-Section 1. — Bonne Foi*

Les tribunaux décident que, pour être considéré de bonne foi, l'acquéreur doit avoir agi honnêtement et sans avoir connaissance (notice) effective ou présumée du défaut de droit de l'aliénateur. La négligence, si grossière qu'elle soit, n'empêche pas d'avoir agi honnêtement, donc d'être de bonne foi. Cette explication a été donnée également par le « Sale of goods act ».

La question d'honnêteté est laissée à l'appréciation des jurés (1).

(1) Voir Mackay, p. 82 et suiv.

Le droit anglais est, au point de vue de la bonne foi, plus rigoureux que le droit français. En France, la bonne foi vise uniquement le fait d'avoir cru à l'existence du droit chez celui avec qui l'on traite. L'acquéreur pourrait être de mauvaise foi par rapport à son titre d'acquisition, par exemple, parce qu'il aurait abusé sciemment d'une erreur essentielle de son vendeur, mais cela n'empêche pas qu'il soit de bonne foi à l'égard du droit de l'aliénateur et qu'il puisse, par conséquent, se prévaloir de l'art. 2279. En Angleterre, un pareil acquéreur, qui serait de mauvaise foi par rapport aux vices du titre d'acquisition, ne peut pas être considéré avoir agi avec honnêteté et, par conséquent, il sera de mauvaise foi en matière de la revendication des meubles (1).

Enfin, comme on l'a vu en parlant du droit français, la bonne foi n'est exigée qu'au moment de l'entrée en possession ; elle est toujours présumée, c'est au demandeur revendiquant de prouver la mauvaise foi de l'acquéreur.

*Sous-Section 2. — A titre onéreux (for value)*

A côté de la bonne foi, il faut encore que l'acquéreur ait acquis à titre onéreux. Ainsi, nous sommes

(1) Voir aussi Mackay, qui dit que, au point de vue de la bonne foi, le droit anglais et le droit français sont pareils, p. 96. On voit bien que cette idée est erronée.

ramenés à étudier une institution des plus importantes dans le droit anglais, à savoir l'institution de la « *consideration* ».

Cette institution correspond dans le droit anglais, à la théorie de la cause des obligations en droit français. Il faut tout d'abord noter qu'il y a, à ce point de vue, une différence entre les contrats scellés (qui correspondent aux actes authentiques en France), et les contrats simples (1). En matière de simples contrats, la cause (*consideration*) doit exister valable et suffisante ; sinon, le contrat est dépourvu de toute efficacité civile. La « *consideration* » est un élément essentiel de tout contrat non scellé. Au contraire, dans les contrats scellés, la juste cause est présumée par la loi et ainsi le contrat scellé lie la partie qui l'a signé, même en l'absence de toute contre-prestation et de toute cause apparente d'obligation (2). Cette présomption est irréfragable.

Ce point mis de côté, examinons maintenant la théorie de la « *consideration* » en elle-même.

Les « *considerations* » se divisent en bonnes ou méritoires (*good or meritorious*) et en valables (*valuable considerations*).

Une bonne « *consideration* » est un simple devoir

(1) Pour les contrats scellés et simples, voir Lehr, *Op. cit.* t. II, p. 93.

(2) Lehr, *Op. cit.*, t. II, p. 96.

moral provenant, par exemple, de l'affection naturelle qu'une personne porte à ses proches. La bonne « *consideration* » ne peut pas être un fondement suffisant pour une obligation. Ainsi la promesse faite par un père à ses enfants, de leur donner quelque chose, ne les autorise pas à en exiger l'accomplissement en justice. Mais, cependant, il y a des cas, dans lesquels une obligation simplement naturelle constitue une « *considération* » suffisante pour une obligation civile ultérieure (1).

Mais, en principe, pour qu'un engagement soit valable, il faut qu'il repose sur une considération valable (*valuable consideration*). Cette (*valuable consideration*) est le « *quid proquo* » que le créancier doit au débiteur en échange de l'engagement de ce dernier. « Ce « *quid proquo* » peut prendre la forme d'un acte, d'une abstention, d'une renonciation ou de la promesse de l'un de ces faits, pourvu que cet acte, cette abstention, cette renonciation soient en rapport direct avec l'obligation du débiteur, c'est-à-dire aient été donnés, promis ou exécutés en vue de cette obligation. L'obligation résultant d'un simple contrat, n'est donc valable qu'autant qu'elle a pour contre-partie une chose faite, abandonnée ou rapportée par le stipulant, ou que le stipulant a pro-

(1) Lehr, *Op. cit.*, t. II, p. 105. Voir aussi Capitant, « De la cause des obligations », p. 180.

mis de faire, d'abandonner ou de supporter par égard à la promesse » (1). En effet, dans les contrats synallagmatiques, la « considération » de l'obligation de l'une des parties sera l'exécution de l'obligation de l'autre. Dans un contrat de vente, l'obligation du vendeur aura pour « considération » le paiement du prix, c'est-à-dire l'exécution de l'obligation de l'acheteur. Aussi, l'obligation de l'acheteur aura pour « considération » la transmission de la chose, c'est-à-dire l'exécution de l'obligation du vendeur (2).

Dans les contrats unilatéraux, la « considération » est la perte que le créancier subit en vue de l'obligation du débiteur envers lui. Dans un prêt d'argent, par exemple, la « considération » sera la remise des deniers. Pour qu'une considération valable (*valuable consideration*) soit réputée exister, il faut : 1° qu'elle soit réelle ; 2° qu'elle soit légale ; 3° qu'elle soit présente ou future, mais non passée.

1. *Considération réelle.* — Il faut que la « considération » soit réelle et qu'elle ne soit pas illusoire, qu'elle ne consiste pas, par exemple, en la promesse de faire une chose impossible en fait ou en droit. Elle est illusoire aussi quand elle consiste dans le fait ou

(1) Anson, *Principles of the English Law of contract*, p. 87, cité par Capitant. « Cause des obligations », p. 179. — Voir aussi l'affaire « Curie C. Mira », L. R. Exch. 162, cité par Lehr, *Op. cit.*, t. II, p. 105.

(2) Colin & Capitant, *Op. cit.*, t. II, p. 299.

la promesse d'accomplir une chose qu'on était d'ores et déjà tenu d'accomplir, de telle sorte que celui envers qui l'engagement était pris n'obtenait, en réalité, rien qu'il n'eût déjà par avance le droit d'exiger (1).

Il en est de même quand on promet de s'abstenir d'une chose que, légalement, on ne pouvait pas faire.

Mais, si la « considération » doit être réelle et non pas illusoire, il n'est pas nécessaire qu'elle soit adéquate, proportionnée à l'engagement pris ; il suffit qu'elle ait une valeur quelconque aux yeux de la loi. « C'est un adage traditionnel qu'un grain de poivre peut être une « considération » pour une obligation de cent livres » (2).

On voit par là que, par exemple, le prix dérisoire fera une (*valuable consideration*) en droit anglais.

En Angleterre, « la loi n'a pas à faire le marché au lieu et place des parties » (3).

2. *Considération légale.* — La « considération ne doit pas être contraire à la loi, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs (4).

(1) Lehr, *Op. cit.*, t. II, p. 108, Bresse. Théorie de la considération en Droit anglais. Thèse Dijon 1912, p. 47 et suiv.

(2) Walton : cause et « considération » dans le droit anglais des obligations. Revue trim. de droit civil 1912, p. 469 et suiv., cité par Mackay.

(3) Lehr, *Op. cit.*, t. II, p. 107.

(4) Bresse. *Op. cit.*, p. 65 et suiv. — En anglais c'est le terme (*public policy*) qui contient à la fois l'ordre public et les bonnes mœurs.

Il sera superflu et inutile de développer ici ces notions, ce serait tout à fait hors de notre travail.

3. *Considération présente ou future.* — La « considération » est dite présente ou « exécutée » (*executed*) lorsqu'elle consiste en un acte, positif ou négatif, actuel. Un contrat s'appuie sur une « considération » présente, si l'une des parties a accompli sa part d'obligation, de telle sorte que l'autre partie ait encore seule à accomplir la sienne. Ce sera le cas, lorsqu'une personne ayant offert à une autre ses marchandises, celle-ci les accepte et contracte par là l'obligation de les payer.

La « considération » est future ou « à exécuter », quand un engagement est pris à raison, non pas d'un fait ou d'un acte accompli, mais d'un simple engagement de l'autre partie, de telle sorte que les deux parties restent tenues, l'une envers l'autre, à un acte futur. C'est le cas d'une vente contractée, quand il n'y a eu ni livraison de la chose, ni paiement du prix. La « considération » de l'obligation de l'une des parties, sera l'exécution de l'obligation de l'autre, qui est un fait futur.

Mais la « considération » ne doit pas être passée. Une considération passée n'est plus une considération. « Qu'une personne ait tiré quelque bénéfice de l'acte d'une autre, sans avoir, d'ailleurs, contracté de ce chef, aucune obligation envers elle, et que, plus tard,

par un scrupule de délicatesse, ou dans un but intéressé, elle lui fasse une promesse n'ayant pas d'autre raison d'être que le souvenir du bienfait passé, cette promesse sera regardée en droit comme gratuite, dépourvue de « considération » au sens légal du mot et, par suite, privée de toute sanction : elle a un motif mais point de cause au point de vue de la loi anglaise (1).

Cette règle comporte beaucoup d'exceptions, à tel point qu'on peut dire qu'elle n'a plus l'importance d'autrefois (2).

Voilà terminée l'étude de la notion du (*bona fide purchaser for value*) et par là, nous avons achevé l'étude des règles qui régissent la revendication mobilière en Angleterre.

Passons maintenant à l'action en revendication.

---

### CHAPITRE III

#### L'action en Revendication

---

Pour la revendication de propriété mobilière en Angleterre, on trouve l'action dite « *action of trover* » (1).

A la vérité, il n'y a pas une action tendant directement à la reconnaissance de la propriété mobilière. L'action « *of trover* » n'est, en réalité, qu'une action possessoire, d'où ne découle qu'indirectement, et suivant les circonstances, la reconnaissance du droit de propriété lui-même. Elle est accordée à toute personne justifiant que des objets mobiliers se trouvaient en sa possession et sont arrivés entre les mains d'un tiers qui les détient indûment.

Mais le domaine de cette action, comme on le verra, ne se borne pas là, il s'étend à d'autres cas.

Nous allons étudier cette action ; nous verrons dans quelle mesure elle peut servir comme moyen de la revendication mobilière proprement dite, et comment, même dans ce cas, elle peut se résoudre en dommages-intérêts.

(1) Bien que les actions proprement dites ont disparu. Voir Jenks sur Stephens 1922, p. 437 et suiv.

## SECTION I

### ÉVOLUTION ET GÉNÉRALITÉS

Le droit anglais divisait les procédés par lesquels on peut être privé de sa propriété en trois : en premier lieu venait la soustraction (*taking*), la propriété peut être enlevée au propriétaire injustement ; deuxièmement, la détention illégitime, le meuble peut être injustement détenu par un tiers ; enfin, la « conversion », un tiers peut en disposer sans en avoir le droit. Ici, il faut entendre le mot « disposer » dans le sens le plus large, ce tiers peut détruire la chose, la donner à un autre ou l'approprier à son usage personnel (1).

A ces trois procédés, correspondaient trois actions. Pour la soustraction (*taking*) il y avait l'action « *of trespass de bonis asportatis* » ; pour l'illégitime détention, il y avait l'action « *of detinue* » ; enfin, pour l'illicite disposition (*conversion*), il y avait l'action « *of trover* ».

Dans le droit moderne, le terme « *conversion* », qui se bornait, au troisième cas mentionné, s'étend aussi aux deux autres.

En effet, le fait de détenir indûment un meuble ou de l'enlever illicitement, ne sont pas des « *conver-*

(1) Salmond. *Law of Torts*, p. 340.

sions » au sens strict du mot. Mais maintenant le terme « *conversion* » couvre tous ces cas. On peut dire enfin, que la « *conversion* » est le préjudice causé par un acte illicite qui prive autrui de sa propriété (1). Le terme « *conversion* » est donné à l'acte illicite tout comme au préjudice.

Aussi l'action « *of trover* » s'est-elle étendue sur le territoire et de l'action « *of detinue* » et de l'action « *of trespass* ». Elle est devenue le remède universel et général applicable toutes les fois que le propriétaire sera privé de sa chose, soit par soustraction, soit par détention, soit par « *conversion* », dans le sens original et strict du mot. On voit par là que l'action « *of trover* » est quelquefois une action personnelle, par exemple quand celui qui avait le bien le détruit ou le donne à un autre, elle aura pour objet l'obtention de dommages-intérêts.

On verra plus loin que, même dans sa forme réelle, comme lorsqu'elle est intenté contre celui qui détient les biens sans droit, elle peut aboutir à des dommages intérêts.

## SECTION II

### QUI PEUT INTENTER UNE « *action of trover* »

Cette question est très importante, car elle nous montrera l'utilité de cette action.

(1) Pollock, *Law of Torts*, p. 359.

Pour intenter une action « *of trover* », il faut avoir droit à la possession immédiate de la chose au moment où la « *conversion* » s'est produite (1). La personne qui a droit à la possession immédiate peut intenter une action « *of trover* », même si elle n'est pas le propriétaire. A l'inverse, celui qui n'a pas le droit à la possession immédiate, ne peut pas intenter une action « *of trover* », même s'il était le propriétaire.

Si, par exemple, un vendeur retient la chose vendue au nom d'un droit de privilège qu'il a sur elle, l'acheteur ne pourra pas intenter une action « *of trover* » si la chose est l'objet d'une « *conversion* » intervenue entre les mains du vendeur. L'acheteur, il est vrai, est devenu propriétaire par l'effet de la vente, mais, au moment de « *conversion* », il n'avait pas droit à la possession (2). Un autre exemple sera celui d'un (*bailor*) qui donne son objet pour un délai fixe (3). Si avant l'expiration de ce délai, il y a eu « *conversion* », le « *bailor* » ne pourra pas intenter une action « *of trover* », car pendant ce temps-là il n'avait pas le droit à la possession immédiate.

Seulement dans ce cas, le propriétaire peut intenter l'action « *of trover* » si la « *conversion* » lui enlève

(1) Salmond, *Op. cit.*, 360.

(2) (1874), L. R. 9, Ex. 54.

(3) Déposant au bailleur. Voir ce que nous avons dit sur le « *bailment* ».

le bénéfice de son droit éventuel ou virtuel, par exemple si la chose est détruite ou vendue dans un marché public.

Mais il arrive que le propriétaire, qui n'avait pas le droit à la possession immédiate, reprend ce droit par le seul fait de la « *conversion* » et a, par conséquent, le droit d'intenter « *l'action of trover* ». Supposons le cas d'un « *bailment* » à délai fixe, par exemple un louage pour quatre ans. Avant l'expiration de ces quatre ans, le bailleur, comme on l'a dit, n'a pas le droit à la possession immédiate et par conséquent ne peut pas actionner en « *trover* ». Mais si pendant ce temps-là, le locataire vend la chose louée, le louage prendra fin par le fait même. Il y a « *conversion* » et le bailleur reprendra le droit à la possession immédiate et, par cela même aura le droit d'actionner en « *trover* » le locataire ou celui qui achète de lui (1).

Ce n'est pas seulement celui qui a le droit à la possession immédiate qui peut intenter une action « *of trover* ». Celui qui a simplement la possession physique (*de facto possession*) au moment de la « *conversion* », aura aussi qualité pour intenter l'action « *of trover* » contre l'auteur de la *conversion*. Celui-ci ne pourra invoquer contre lui le *jus tertii*, c'est-à-

(1) (1892), 2 Q. B. 202. Voir aussi (1878) 3 Q. B. D.

dire le droit d'une tierce personne. Quand le demandeur, qui n'avait que la possession physique, actionne en « *trover* », le défendeur ne peut pas lui répondre que, lui demandeur, n'avait pas le droit de posséder et que ce droit appartient à une autre personne.

Mais il y a trois cas dans lesquels le défendeur peut invoquer le « *jus tertii* » contre le demandeur : 1° si le défendeur est défendeur au nom ou par l'autorisation du vrai propriétaire ; 2° si le défendeur a commis l'acte au nom duquel l'action est intentée, par l'autorisation du propriétaire ; 3° si le défendeur satisfait le propriétaire soit en lui restituant la chose, soit en le couvrant de sa valeur. Hors de ces trois cas, le défendeur ne peut opposer au demandeur (même qui n'a que la possession physique), le droit d'une troisième personne (1).

Il faut remarquer que ce titre possessoire continue à exister nonobstant la perte de la possession.

Supposons que A soit l'inventeur de la chose. Si la chose lui est enlevée par B et que B la vende à C ; A aura l'action « *of trover* » non seulement contre B mais aussi contre C (2).

En résumé on peut dire que les personnes qui ont qualité pour intenter une « *action of trover* » sont celles qui ont le droit à la possession immédiate ou

(1) Salmond, *Op. cit.*, p. 362.

(2) Salmond, *Op. cit.*, p. 363.

qui ont seulement la possession physique, pourvu que, dans ce dernier cas, le défendeur, auteur de la « *conversion* », n'ait pas meilleur droit ou ne puisse opposer le droit du propriétaire.

### SECTION III

DES EXEMPLES DE « *conversion* » OU AUTREMENT DIT  
DES ACTES QUI PEUVENT SERVIR DE FONDEMENT  
À UNE ACTION « *of trover* »

Nous avons dit tout à l'heure que la « *conversion* » est le préjudice causé par un acte illicite ou cet acte illicite lui-même qui prive le propriétaire de sa chose; maintenant nous allons donner quelques exemples de ces actes qui, seuls peuvent justifier une action « *of trover* ».

Une vente injustifiée ou illégitime de la chose d'autrui, lorsqu'elle est accompagnée de la livraison de la chose, est une « *conversion* », et le vendeur, aussi bien que l'acheteur, peut être poursuivi en « *trover* ». Aussi la vente à plein marché est-elle une « *conversion* », car elle change le titre aux biens vendus. Mais une simple vente qui n'est ni au plein marché ni accompagnée de la livraison n'est pas une « *conversion* » et, partant, ne peut pas être la base d'une action « *of trover* » (1). Ainsi toute autre disposition

(1) Halsbury, *Op. cit.*, t. XVII, p. 894.

illégitime du bien d'autrui qui peut priver le propriétaire de sa chose perpétuellement ou pour un temps substantiel, est une « *conversion* ».

Celui qui met, par exemple, la chose d'autrui en gage sans en avoir le droit sera coupable pour « *conversion* » quand la chose sera livrée.

La simple détention du meuble d'autrui ne fait pas une « *conversion* ». Le défendeur détenteur, doit avoir le droit, n'est pas une « *conversion* ». Ainsi mépris du droit du demandeur (1). Le simple fait d'être en possession de la chose d'autrui, sans en avoir le droit, n'est pas une « *conversion* ». Ainsi lorsqu'un « *bailee* » garde la chose après l'expiration du « *bailment* », il peut être poursuivi pour violation du contrat, mais pas pour « *conversion* ».

Pour prouver cette intention de la part du défendeur, la méthode suivie consiste à montrer que le demandeur a demandé la livraison du bien au défendeur et que celui-ci a refusé ou négligé de satisfaire à cette demande (2).

Le refus, après la demande, n'est pas la seule méthode, mais il est la plus importante et la plus fréquente.

Pour que le refus, après la demande, soit une preuve de « *conversion* », il faut que le défendeur ait

(1) Salmond, *Op. cit.*, p. 349-350.

(2) Salmond, *Op. cit.*, p. 350. — Halsbury, t. XVII, p. 892.

eu le pouvoir de livrer la chose et qu'il ait refusé. Aussi faut-il lui laisser le temps de vérifier le titre du demandeur. Enfin, le refus doit être injustifié et illégitime. Un refus justifié et qualifié de livrer la chose demandée, n'est pas une preuve de « *conversion* ». Ainsi le refus de la part d'un serviteur de livrer la chose sans l'ordre de son maître, n'est pas une « *conversion* ».

Un autre exemple de « *conversion* » est la soustraction illicite (*taking*). Mais ce cas est commun à l'action « *of trover* » et à l'action « *of trespass* » (1).

La destruction des meubles d'autrui est aussi une « *conversion* ».

Enfin, sera coupable de « *conversion* », celui qui prend par fraude la chose d'autrui et l'approprie à son usage personnel.

Dans le cas de détention illégitime ou illicite, on peut intenter l'action « *of detinue* » ; mais cette action tombe en désuétude ; on préfère toujours l'action « *of trover* » pour échapper à ses inconvénients (2).

Telles sont les formes les plus importantes de « *conversion* ». Il y en a d'autres, mais nous trouvons inutile de les citer ici. En effet, ce sont les deux cas de

(1) Il faut remarquer que le *trespass* peut exister sans qu'il y ait « *conversion* » mais ces cas ne nous intéressent pas ici.

(2) Salmond, *Op. cit.*, p. 342.

détention et de soustraction (*taking*) qui nous importent le plus. Dans tous ces cas, on peut intenter l'action contre l'auteur de la « *conversion* », qu'il l'ait faite pour lui ou au nom d'autrui.

## SECTION IV

### EN QUOI SE RÉSOUT L'ACTION « *of trover* »

Nous touchons à un point capital de notre étude, car il nous montre le caractère de cette action. Il faut supposer, dès le début, que le demandeur ait gain de cause dans l'action.

Il y a deux hypothèses à distinguer : premièrement le défendeur n'a plus la chose en sa possession ; deuxièmement, le défendeur a encore la détention de la chose.

Lorsque le défendeur n'a plus la possession de la chose, comme, par exemple, quand il l'a vendue ou détruite, le tribunal le condamne à payer des dommages-intérêts. Tout d'abord, il sera obligé à payer la valeur de la chose au moment de la « *conversion* », même si cette valeur a baissé depuis. Dans le cas où la valeur de la chose augmente, il faut distinguer : si le défendeur n'y est pour rien, le demandeur aura droit à la super-value ; si, au contraire, le défendeur

en est cause, le demandeur n'aura droit qu'à la valeur originaire (1).

Outre la valeur de la chose, le demandeur peut avoir droit à d'autres dommages-intérêts, pour le préjudice qu'il aurait pu supporter de la « *conversion* », et le tribunal peut les lui accorder.

Il y a aussi des cas dans lesquels les dommages-intérêts ne représentent pas la valeur de la chose, mais se bornent à couvrir le préjudice que le demandeur a éprouvé de la « *conversion* ». Par exemple, un acheteur de biens dont il n'a pas payé le prix, poursuit le vendeur pour « *conversion* », la mesure des dommages-intérêts sera le préjudice que l'acheteur a subi, soit la différence entre le prix qu'il avait à payer et le prix auquel il aurait pu vendre ces biens (2).

On voit que, dans cette hypothèse où le défendeur n'a plus le bien en sa possession, l'action n'a pas l'ombre d'une action en revendication. Cela importe peu dans notre sujet.

Mais lorsque le défendeur a la chose en sa possession, comme, par exemple, dans le cas de la détention illégitime ou de la soustraction, quand il reste en sa possession, ou enfin dans le cas de la vente de la chose d'autrui quand l'action est intentée contre l'acheteur qui est resté en sa possession ; dans tous ces cas,

(1) Salmond, *Op. cit.*, p. 274.

(2) Halsbury, t. XVII, p. 900 et suiv.

l'action « *of trover* » n'aboutit pas toujours à la revendication. Elle peut aboutir, dans ces hypothèses aussi, à des dommages-intérêts.

Le tribunal a un pouvoir discrétionnaire d'ordonner la restitution, il n'est pas obligé, il a plein pouvoir à ce sujet et il peut refuser la restitution demandée par le demandeur (1).

On voit bien par là dans quelle mesure l'action « *of trover* » sert pour la revendication mobilière. On peut dire quelle est plutôt une action possessoire personnelle.

---

(1) Dans d'autres cas, quand le demandeur réclame des dommages-intérêts, le tribunal peut l'obliger à accepter la restitution de la chose.

## TROISIÈME PARTIE

### Droit Allemand

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### La Possession en droit allemand

---

Le Code civil allemand par le paragraphe premier de son article 854 a mis fin aux fameuses controverses qui se sont élevées sur les éléments constitutifs de la possession. L'*animus* est définitivement écarté. Le Code civil allemand n'exige plus qu'une seule condition, à savoir la réalisation d'un pouvoir de fait sur la chose. Mais ce n'est là qu'une innovation introduite par la deuxième commission.

Le premier projet exigeait, à côté de ce pouvoir de fait, un élément purement subjectif et intellectuel, à savoir l'intention de se servir de la chose dans son intérêt personnel. « C'était l'*animus* de l'école classique un peu élargi ; il avait cessé d'être l'*animus domini*, modelé sur les cadres rigides de la propriété pour devenir un *animus possidendi*, ayant pour

objectif le fait uniquement d'exercer sur la chose une maîtrise personnelle » (1).

D'ailleurs, les premiers commentateurs du Code civil allemand étaient tous d'accord, excepté Endmann, que la nouvelle théorie possessoire était indépendante de tout élément intellectuel. Mais par la suite cette théorie a rencontré des contradicteurs, et comme nous l'expliquerons plus tard, il y a des savants et des jurisconsultes qui rejettent une théorie purement objective de la possession.

En droit allemand, il y a aussi des hypothèses de contact matériel avec la chose, où le détenteur, ayant la chose en mains, pourrait en faire ce qu'il voudrait, et, où cependant cette détention n'est plus qualifiée de possession. Ce sont les cas de détention dépendante ou subordonnée.

Pour bien comprendre et bien étudier la théorie objective de la possession du Code civil allemand, analysons d'abord et étudions la détention subordonnée de l'art. 855 C. civil allemand, car, c'est par cette analyse que nous pouvons arriver à comprendre ce qu'est le pouvoir de fait qui constitue la possession. Après cela, nous disséquons le pouvoir de fait lui-même. Puis, nous en arriverons au rôle de l'*animus possidendi* dans la possession du Code civil allemand ; nous examinerons les divergences sur ce

(1) Saleilles, *Possession des meubles*, Op. cit., p. 1.

point et les deux théories importantes ; nous aurons ainsi achevé l'étude de la théorie possessoire du droit allemand.

## SECTION I

### LA DÉTENTION SUBORDONNÉE

C'est l'art. 855 qui nous parle de la détention subordonnée. Il commence par nous donner deux exemples et à la fin il nous donne une règle générale. Il est ainsi conçu : « Si quelqu'un exerce le pouvoir de fait sur une chose au profit d'autrui ; à raison de l'office qu'il remplit dans sa maison ou dans son industrie, ou à raison de toute autre situation du même genre qui l'oblige à se conformer aux instructions qu'il reçoit de lui relativement à la chose, ce dernier seul est possesseur » (1). On voit que cet article nous offre d'abord deux exemples, celui des gens de service et celui des employés de commerce ou de l'industrie. Ce sont, en réalité, des instruments de possession ou des serviteurs de possession, car ils n'exercent pas leur pouvoir sur la chose que le patron leur confie mais le pouvoir du patron lui-même. Puis l'art. 855 assimile à ces deux exemples tous ceux qui, à raison d'une situation du même genre, sont obligés à sui-

(1) Le C. civ. all., traduit et annoté par M. Bufnoir... t. II, p. 442.

vre les instructions d'autrui par rapport à la chose dont ils ont la détention.

Il faut d'abord remarquer que cette situation de dépendance ne peut être qu'à raison d'une relation juridique. Mais pour apprécier s'il y a ou non maîtrise de fait, et, par suite, s'il y a possession ou détention subordonnée, il ne faut pas se contenter d'examiner la relation actuelle et momentanée avec la chose qu'on peut avoir dans ses mains, mais il faut tenir compte du jugement porté du dehors par les gens sur cette relation. Et, pour bien apprécier cette situation extérieure, il faut se reporter, non pas au titre juridique, mais à la cause apparente de la possession, telle qu'elle paraît de l'attitude du détenteur, vis-à-vis la chose. « Il y a pour tout homme, à l'égard d'une chose placée sous son pouvoir, une relation, ou, si l'on préfère, une attitude, économique et sociale, qui constitue pour le public, en matière de jouissance des biens corporels, ce qu'est la possession d'état pour les rapports de famille » (1).

D'autre part, il ne faut pas croire que la détention soit caractérisée par le contrat auquel elle se rattache, car nous avons dit tout à l'heure que, ce n'est pas le titre juridique qu'il faut avoir en vue pour savoir s'il y a détention subordonnée ou possession. On aurait pu dire que, puisque le mandat renferme une

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 5.

obligation de suivre les instructions du mandant, il ne donne qu'une détention subordonnée. Cela serait inexact, car le texte ne se contente pas de cette dépendance, c'est-à-dire de cette obligation de suivre les instructions d'autrui, mais il porte aussi qu'il doit y avoir analogie avec les deux exemples cités. Il y a des mandats qui confèrent une possession, comme il y en a qui ne donnent qu'une détention subordonnée. On peut dire la même chose pour le dépôt. M. le Professeur Saleilles dit, « il n'y a pas à dire, tel contrat crée la possession et tel autre crée la détention. Ce serait revenir encore sous une autre forme à la vieille théorie d'un *animus* juridique ; au lieu d'exiger de la volonté possessoire, qu'elle fût l'affirmation du droit de propriété on lui demanderait d'être la reconnaissance d'un titre juridique contractuel nettement catalogué et déterminé ». Et cependant, le mandat du droit commun et le dépôt du Droit commun sont, d'après le Code civil allemand, générateurs d'une véritable possession ; et cela n'est pas seulement à raison que le mandataire et le dépositaire doivent avoir une qualité pour se défendre contre les tiers qui veulent s'emparer de la chose, car leur responsabilité est assez engagée pour qu'on leur donne ce droit de défense personnelle, et la personne de qui ils tiennent le pouvoir l'accepterait volon-

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 7.

tiers puisque c'est dans son intérêt. Mais il y a une autre raison qui se rattache à leur situation vis-à-vis le mandant ou le déposant, à savoir, c'est que s'ils sont obligés de suivre leurs instructions, ils ne sont tenus de restituer la chose que conformément au contrat.

Donc le contrat, en tant que contrat, est insuffisant pour servir de critérium dans la distinction de la détention subordonnée à la possession, aussi faut-il chercher autre chose.

Nous voyons, comme M. Planck (1) et M. Saleilles, que pour bien comprendre la théorie possessoire du Code civil allemand, il faut considérer l'art. 855 comme une application de la règle de l'art. 854 et non pas comme une exception à cette règle. Et c'est pour cela qu'il faut remonter à cette conception générale de l'art. 854.

## SECTION II

### LA POSSESSION ET SON ÉLÉMENT UNIQUE :

#### LE POUVOIR DE FAIT

La possession d'une chose nous dit l'art. 854 s'acquiert par l'obtention du pouvoir de fait sur cette chose. L'expression allemande est : « *Die Thatsach-*

(1) Planck, *Bürgerliches Gesetzbuch nebst Einführungsgesetz*, t. III sur l'art. 855.

*liche Gewalt über die Sache* ». Cette expression, après avoir été discutée devant la seconde commission, a été choisie exprès et a été préférée au terme technique de détention « *Inhabung* ». Et par cela on a voulu marquer qu'un pouvoir matériel, une relation purement physique ou un contact simplement corporel ne suffisent pas pour constituer la possession.

On a entendu par « puissance de fait » ce qu'on entend par l'expression française « maîtrise de fait ». (1).

Une personne a la maîtrise, et par conséquent la possession d'une chose, lorsque cette chose se trouve vis-à-vis de la personne dans un rapport de dépendance au point de vue social et quand cette personne est considérée à l'extérieur comme maîtresse de cette chose. « Il s'agit là de ce que j'appellerais volontiers une conception populaire, ou, si l'on préfère, une conception sociale. C'est d'après l'état des mœurs, l'ambiance du milieu et l'évolution de la vie sociale, que se détermine pour le public, la maîtrise de la chose » (2).

M. le professeur Saleilles reconnaît que le mot qui correspond mieux à ces idées est « *Herrschaft* » qui signifie la domination ou maîtrise. Il constate aussi

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 15.

(2) Saleilles, *Op. cit.*, p. 15. Cette conception sociale a été développée par M. le prof. Goldschmidt.

que ce mot n'a pas été accepté pour écarter toute idée subjective de la possession parce qu'il semble faire allusion à une domination purement juridique sans pouvoir de fait, et c'est pour cela qu'on a préféré le mot « Gewalt » pour désigner ce pouvoir de fait.

Il faut que le pouvoir de fait soit de nature à faire et à constituer une maîtrise personnelle. Pour plus de clarté nous citons l'exemple frappant donné par M. Saleilles (1).

Lorsqu'un enfant en bas âge s'empare d'une chose qui se trouve à sa portée et qui appartient à une autre personne, on peut bien dire qu'il a sur la chose un pouvoir de fait puisqu'il peut détruire cette chose. Mais malgré qu'il est capable d'avoir des droits, il lui manque la capacité de fait. Et pour cela personne ne verra dans ce pouvoir de fait une maîtrise véritable ou comme M. Sabeille l'appelle une maîtrise sociale de la chose. On voit bien par cet exemple que le Code civil allemand a entendu par le mot « Gewalt » l'idée de maîtrise ou domination prise au point de vue social mais ayant sa base sur un pouvoir effectif. Cette idée est confirmée par les commentateurs allemands qui définissent la possession comme une

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 10.

« Herrschaft » (1). Elle est encore confirmée par la solution du Code civil allemand dans l'article 854, alinéa 2. Il dit que la possession peut être acquise avant toute mainmise sur la chose et avant tout contact matériel, quand il y a accord de volonté entre l'ancien possesseur et l'acquéreur, pourvu que celui-ci soit en situation d'exercer son pouvoir sur la chose (2). Et cela se comprend sans difficulté, car, dans une convention translatrice de possession, l'accord des volontés suffit pour désigner le maître, dès l'instant qu'il est en situation de pouvoir prendre possession. L'acquéreur est reconnu possesseur par tout le monde avant qu'il porte la main sur la chose. Et cette maîtrise ne vient pas de la détention matérielle, car elle n'existe pas dans ce cas, mais de la convention qui a rendu possible cette détention. Ainsi on trouve les contraires, d'une part on trouve, dans l'art. 855, que la simple détention n'est pas suffisante pour constituer la maîtrise sur la chose et par conséquent la possession, et, d'autre part, on trouve, dans l'article 854, alinéa 2, que cette maîtrise peut exister indépendamment de toute détention matérielle.

Il ne faut pas croire que, dans l'hypothèse de

(1) Cosak, *Lehrbuch des deutschen bürgerlichen Rechts*, t. VI. p. 68.

(2) C. Civall. Traduit et annoté par M. Bufnoir..., t. II, p. 441.

l'art. 854, alinéa 2, il y ait une tradition feinte, par conséquent possession fictive seulement. Ce serait considérer le second alinéa de l'art. 854 comme une exception au premier, comme admettant un cas de possession sans pouvoir de fait. Mais le paragraphe deuxième n'est que le complément du paragraphe premier et non une dérogation ! Il y a toujours un pouvoir de fait. Dans le premier alinéa, il y a un pouvoir de fait déjà effectivement exercé, dans le deuxième, il est rendu possible et prêt à être exercé, d'une part, par la convention et d'autre part, par la possibilité physique de prendre possession.

On dira la même chose de la succession de la possession. L'article 857 n'exige même pas que l'héritier soit en état de prendre possession, même pas qu'il ait connaissance de son titre d'héritier. Il continue la possession du de-cujus par le seul fait qu'il est héritier *ab intestat* ou testamentaire. La raison en est très simple ; d'après les usages, quand un possesseur meurt, et tant que les biens ne sont pas appréhendés par personne, on attribue la maîtrise de ces biens héréditaires à celui que la loi ou le testament désigne comme héritier. Peut-être n'en a-t-il pas connaissance, mais cela n'a aucune importance ; la succession héréditaire est une *causa possessionis* qui suffit à désigner le maître.

(1) C. civ. all., *Op. cit.*, t. II, p. 442.

On voit par là qu'on n'est en présence ni d'une exception ni d'une fiction car on a en vue toujours un rapport de caractère social.

### SECTION III

#### DES CAS D'APPLICATION DE LA DÉTENTION SUBORDONNÉE ET LA DISTINCTION ENTRE ELLE ET SA POSSESSION

Ayant ainsi développé la conception de la possession et signalé que l'art. 855 des détenteurs subordonnés est une application et non une exception de l'art. 854 qui définit la possession, nous en ferons l'application pour bien saisir la notion de la détention subordonnée. Nous avons déjà dit qu'il ne suffisait pas d'être obligé de suivre les instructions d'autrui pour avoir la détention subordonnée de l'art. 855, mais qu'il fallait encore prouver d'une analogie avec les deux cas donnés par le texte. En quoi consiste cette analogie ? c'est la clef de l'énigme.

A première vue, on dirait que c'est une analogie au point de vue de la situation sociale et l'art. 855 nous parle à la fin des gens qui dépendent personnellement d'autrui, à qui ils sont liés par un contrat d'emploi ou de service. Mais cela sera une interprétation trop étroite et insuffisante. Puisque nous

admettons que l'art. 855 est une application de la règle de l'art. 854, il faut comprendre par détenteurs subordonnés tous ceux qui se servent de la chose d'autrui ou l'ont sous la main sans avoir sur cette chose une maîtrise de fait extérieure.

M. le professeur Saleilles cite un exemple, donné par M. Strohal (1). C'est celui des amis qu'on reçoit à sa table ; ils se servent bien des objets mis sur la table sans devenir pour cela les possesseurs de ces objets. Un autre exemple c'est quand on reçoit chez soi des hôtes et que ceux-ci déposent leurs vêtements dans le vestibule, on ne devient pas par cela possesseur de ces vêtements. Aussi les caoutchoucs laissés par un visiteur sur le palier sont-ils dans notre détention mais pas dans notre possession (2). M. Cosak attribue l'exclusion de la possession dans ces cas à l'absence d'*animus*, il dit qu'on n'est pas censé avoir voulu exercer un pouvoir sur les vêtements dans le vestibule ou sur les caoutchoucs (3). Nous voyons que cette explication n'est pas exacte et n'est pas d'accord avec la théorie possessoire allemande. Si on ne devient pas possesseur des vêtements déposés dans le vestibule par ses hôtes ce n'est pas parce qu'on ne l'a

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 20.

(2) Ces deux exemples sont donnés par M. Cosak. *Op. cit.*, t. II, pp. 68-69.

(3) Cosak, *Op. cit.*, t. II, p. 69.

pas voulu, mais parce que les usages ne nous reconnaissent aucune maîtrise véritable sur des objets pareils, chez nous momentanément déposés.

Pour éclairer cette idée, M. Saleilles nous donne un autre exemple (1). C'est celui d'une personne qui reçoit des amis à la campagne et à qui ses amis confient leurs bijoux pour les mettre en sûreté. Cette personne peut prendre toute mesure de surveillance à l'égard des bijoux, elle peut les ranger comme elle le veut et en user comme elle le fait avec les siens, elle devient possesseur. Au contraire, en ce qui concerne les vêtements déposés dans le vestibule, si cette personne en use comme elle en use avec les bijoux, elle ira contre les mœurs et les usages.

A l'inverse, il y a des cas où l'on a la maîtrise sur la chose sans avoir le droit de s'en servir, nous donnons les mandats et les dépôts ordinaires, comme nous l'avons signalé dans l'exemple des bijoux ; on en avait la maîtrise sans avoir le droit de s'en servir. Un autre exemple. le transporteur comme une Compagnie de chemin de fer. Elle a bien la maîtrise sur les choses à elle confiées pour les transporter, puisque, si elle n'a pas le droit de se servir de nos bagages elle a le droit de prendre à leur égard toutes mesures d'aménagement nécessaires.

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 21.

Nous croyons que grâce à ces exemples nous avons bien tracé la ligne de démarcation entre la possession et la détention subordonnée. En bref, il y a maîtrise et par conséquent possession, dans la mesure où le détenteur a une initiative personnelle vis-à-vis la chose et il y a détention dépendante dans la mesure où le contact matériel avec la chose n'implique aucune initiative de la part du détenteur et dans la mesure où ce contact est considéré comme le prolongement et la manifestation de la possession d'autrui.

## SECTION IV

### LES DEUX THÉORIES DE LA POSSESSION

#### EN DROIT ALLEMAND

Après avoir élucidé la distinction entre la possession et la détention subordonnée, nous passons maintenant à l'étude du rôle de l'*animus possidendi* dans la possession du Code civil allemand.

Sur cette question, il y a deux théories : la théorie objective et la théorie subjective.

Dans la première, on se refuse à faire de l'*animus possidendi* une condition indispensable par elle-même et un élément distinct de la possession, mais on reconnaît qu'il est nécessaire de tenir compte de l'élément intellectuel, non plus pour lui-même, mais

dans la mesure où cet animus peut servir à manifester la maîtrise de fait et à distinguer le pouvoir du possesseur d'un simple contact matériel.

Voilà la théorie objective, elle ne connaît pas l'animus possidendi indépendamment de la maîtrise de fait. Dans cette théorie, il n'y a pas deux éléments distincts de la possession, l'*animus* et le *corpus* ; il n'y en a qu'un, le pouvoir ou la maîtrise de fait ; et tant que cette maîtrise de fait peut exister, d'après les usages, sans volonté consciente chez le possesseur, la possession est acquise. « Mais, dans la mesure nécessaire pour qu'il s'établisse un rapport de dépendance entre la personne et l'objet » (1), ou autrement dit dans la mesure où l'élément intentionnel est indispensable pour réaliser et constituer la maîtrise du fait, il y aura lieu de tenir compte de l'*animus* et de s'attacher à la question de volonté, pour savoir si cette maîtrise existe ou non. Il y a même certains cas où il faut aller plus loin et tenir compte, en dehors de toute situation juridique objective, de la volonté réelle du possesseur.

Voici un exemple donné par Strohal, dans lequel on trouve que c'est l'élément intentionnel qui donne sa valeur au pouvoir de fait et qui le constitue (2).

Un bûcheron trouve une pièce de gibier oubliée par

(1) C. Civ. all., *Op. cit.*, t. II, p. 440.

(2) Cet exemple est cité par M. Saleilles, *Op. cit.*, p. 30.

un chasseur, il la ramasse, et il la cache dans le bois pour que personne ne s'en empare. On se demande si ce bûcheron est devenu possesseur de cette pièce de gibier, mais cela dépend de l'intention qu'il manifestera. S'il a voulu cacher le gibier pour le retrouver plus tard et le prendre pour lui-même, il est un voleur et, par conséquent, un possesseur, car le voleur se pose en maître. Mais, au contraire, si le bûcheron a mis le gibier de côté pour que le chasseur qui l'avait tué, le retrouve et le prenne, il ne se pose plus en maître, il a seulement voulu conserver la possession au chasseur et, de ce fait, il ne devient pas possesseur. On voit que l'élément intellectuel constitue quelquefois le pouvoir ou la maîtrise de fait. De même quand un enfant en bas âge s'empare d'un objet ou qu'un fou furieux s'installe dans une maison sans vouloir en sortir, il n'y aura possession dans aucune de ces hypothèses, car la volonté d'un enfant en bas âge ou celle d'un fou est nulle, aussi bien au point de vue juridique qu'au point de vue psychologique, ici il y a incapacité naturelle.

Sur tous ces points, les partisans de la théorie objective donnent les mêmes solutions que leurs adversaires, les partisans de la théorie subjective, théorie que nous développerons tout à l'heure. Les premiers excluent ici toute idée de possession, parce qu'ils estiment que, dans ces hypothèses, le défaut

de volonté possessoire équivaut à l'absence d'une maîtrise de fait.

Nous allons maintenant exposer la théorie subjective, après quoi bien voir comment se présentent les divergences doctrinales et admettre enfin que cette théorie subjective est, d'après l'opinion prépondérante, celle que nous préférons, tout à fait étrangère au Code civil allemand et à l'essence de la théorie possessoire moderne.

Cette théorie, sans aller jusqu'à dire qu'il y ait dans le nouveau droit allemand, comme en droit romain, deux éléments distincts de la possession, le *corpus* et l'*animus*, considère que le Code civil allemand, en définissant la possession comme un pouvoir ou une domination sur la chose, a entendu une domination voulue et consciente. Sans cela, il n'y aurait pas un pouvoir véritable mais un contact matériel sans valeur juridique. Les partisans de cette théorie font de la volonté possessoire une condition de la possession exigée en elle-même et pour elle-même. Mais il faut bien saisir la différence entre cette théorie subjective du droit allemand et la théorie classique des Romains. Ici il ne s'agit pas d'un *animus* ayant un but et un objet différents du pouvoir de fait ; il ne s'agit pas d'une part d'exercer une maîtrise et d'autre part d'affirmer un droit, qui sont deux choses distinctes, comme dans la théorie classique. Il s'agit de

vouloir exercer le pouvoir de fait qu'on exerce, d'une volonté dirigée vers le fait et non vers le droit et qui n'est que la conscience du pouvoir de fait (1).

Les partisans de cette théorie subjective ne se contentent pas de dire qu'il est impossible d'imaginer des hypothèses de domination matérielle sans aucun élément intentionnel chez le possesseur (2), mais ils prétendent aussi que le Code civil allemand a entendu affirmer cette doctrine qu'il ne peut y avoir une maîtrise véritable sans la volonté de l'exercer.

Montrons d'abord qu'une maîtrise de fait suffisante à fonder une possession peut, selon les circonstances et d'après les usages, exister sans *animus possidendi* ; après quoi nous montrerons comment les auteurs invoquent l'art. 867 du Code civil allemand pour soutenir leur théorie et nous réfuterons leurs arguments.

A première vue, il paraît douteux de trouver une maîtrise organisée à l'insu de celui qui va l'exercer mais il n'y a rien de plus facile. Voici un commerçant qui a l'habitude de recevoir des marchandises dans ses magasins et, à son absence, on lui apporte des objets mobiliers qu'il n'a pas commandés. On se demande si cette livraison n'a pas la valeur d'une livraison demandée et attendue.

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 40.

(2) Gierke, *Deutsches Privatrecht*, t. II, p. 212. Cosak, *Op. cit.*, t. II, pp. 68-69.

Les partisans de la théorie subjective expliquent l'existence d'un rapport de possession par la présomption de volonté attachée à la *custodia* (1). La présomption, d'après eux, doit être cherchée « dans ce qu'a dû vouloir celui qui a la chose sous sa *custodia*, à raison de la volonté dont il s'est lui-même donné les apparences » (2). Ils disent que le commerçant qui a l'habitude de recevoir des marchandises courantes dans ses magasins, a fait d'eux, par une sorte de déclaration tacite, un lieu de dépôt, de telle sorte que s'il n'accepte pas, par avance, de garder définitivement les marchandises, il accepte du moins d'en avoir le dépôt provisoire.

Mais allons plus loin et admettons que, par avance, ce commerçant ait écrit qu'il n'accepterait pas la chose à lui annoncée. Il manifeste par là son intention de n'en pas devenir possesseur, car il n'en a pas seulement refusé la propriété, mais il en a aussi refusé le dépôt provisoire. Prenons comme exemple un libraire qui sait que les tendances de tel livre choqueraient sa clientèle et qui pour cela écrit qu'il n'acceptera pas le dépôt provisoire ; mais on lui envoie un paquet de ce livre, avant de recevoir sa lettre. Le paquet arrive en son absence et ses employés n'étant

(1) C'est l'empire domestique du maître, la sphère matérielle et spatiale dans laquelle s'exerce son contrôle, sa surveillance et son pouvoir de domination.

(2) Saleilles, *Op. cit.*, p. 50.

pas avertis, le mettent en dépôt dans le magasin. Cette fois, il devient impossible de parler d'une volonté, même présumée, ou d'attacher la possession à l'idée de *custodia*, « sinon il faudrait en arriver à admettre, ce qui est presque la conception d'Endmann, que tout fait d'introduction sous la *custodia* d'autrui rentre parmi les hypothèses de volonté présumée et les cas tacitement prévus d'acceptation de possession » (1). D'après cette conception, tout homme, ayant un rayon plus ou moins étendu soumis à sa domination domestique, accepterait par avance que les objets placés sous le couvert de cet empire domestique soient, par le fait même, en sa possession, de telle sorte que s'il n'avait pas un droit de propriété ou de jouissance, il serait censé en accepter le dépôt provisoire et ainsi il lui serait impossible de se soustraire par avance au moyen d'une protestation ou d'un refus aux conséquences de cette volonté tacitement déclarée.

Mais M. Endmann exagère en attribuant à l'idée de *Custodia* cet effet général et absolu, vu surtout que l'art. 867 proteste contre une généralisation pareille. Si, par exemple, la balle d'un joueur de tennis entre par accident chez moi, d'après l'art. 867 je ne deviens pas possesseur de la balle et pourtant elle est sous ma *custodia*. D'autre part, il est presque générale-

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 51.

ment admis qu'on n'acquiert pas la possession des objets étrangers laissés dans son vestibule. Qui plus est, tout le monde me refuse la possession d'un objet qu'un voleur me met furtivement dans la poche au moment, où il est pris, et pourtant il n'y a pas surveillance plus directe que celle qui s'adresse à des objets que je porte sur moi.

Donc, dire que « tout fait d'introduction sous la custodia d'autrui rentre parmi les hypothèses de volonté présumée et les cas tacitement prévus d'acceptation de possession » (1) est inexact. Il est erroné et inadmissible d'attribuer au maître la volonté d'avoir en sa possession tout ce qui s'introduirait sous le couvert de sa *custodia*. Même, à supposer qu'il ait la volonté, ce ne sera pas à cette volonté qu'on s'attachera pour savoir qu'il a la possession ; mais comme nous l'avons dit, en parlant de la définition de la possession, ce sera à l'idée que l'opinion ambiante se fait de la maîtrise d'autrui suivant l'attitude que le maître prend vis-à-vis la chose où suivant le procédé par lequel ces objets sont entrés sous sa *custodia*.

Parmi ces procédés, il y en a qui ont un caractère accidentel et qui, d'après les usages et aux yeux des autres, ne donnent aucune maîtrise et par conséquent aucune possession ; l'art. 867 nous en parle. Il y en

(1) Saleilles, *Coc. cit.*, p. 50.

a d'autre qui sont dans la forme ordinaire et sont pour le public des procédés normaux de mise en possession, quelle que soit l'attitude du destinataire. Qu'il n'ait pas commandé les objets entrés sous sa *custodia*, qu'il les ait refusés et qu'il ait protesté, tout cela importe peu, car il reste inconnu au public. Ce qui importe, c'est que la mise en possession n'ait pas un caractère accidentel ou furtif, mais qu'elle soit organisée par un procédé utile au public pour affirmer l'entrée en possession.

On peut dire enfin que toute livraison qui n'est pas faite par accident mais qui provient de la volonté extérieurement déclarée de celui qui l'opère et qui est exécutée par un procédé normal, dessaisit le possesseur antérieur et fonde une maîtrise et une possession pour celui sous la *custodia* duquel la chose est mise.

Ainsi ayant montré qu'une maîtrise de fait suffisante à constituer la possession peut exister sans *animus possidendis*, passons maintenant aux invocations qu'on donne de l'art. 867 pour soutenir la théorie subjective; et prouvons que cela est inexact.

Les partisans de cette théorie disent que l'art. 867 implique d'une façon très nette que le seul fait d'un pouvoir apparent n'est pas suffisant pour l'acquisition de la possession. Cet article suppose qu'un objet mobilier s'introduise par accident sur l'immeuble d'autrui ; ce sera par exemple un animal domestique

qui est allé chez le voisin ou le chapeau d'un passant emporté par le vent est tombé sur la propriété voisine. Dans tous ces cas, l'objet tombe sous la custodia du possesseur de l'immeuble sur lequel cet objet est tombé, et cela suffit pour qu'il ait la maîtrise de fait sur l'objet. Si cette maîtrise de fait suffisait à elle seule à faire acquérir la possession, cet objet serait venu en la possession du maître du fonds même à son insu et sans aucun acte volontaire. Mais l'art. 867 dit que, dans le cas où l'objet n'est pas devenu la possession du possesseur de l'immeuble, on donne à celui qui en avait la possession le droit d'exiger du maître du fonds que celui-ci lui laisse reprendre son objet. Cela prouve que la custodia qui constitue une maîtrise ne suffit pas à faire acquérir la possession.

Les partisans de la théorie subjective expliquent la solution de l'art. 867 par l'absence de volonté et l'impossibilité d'en présumer une. Ils disent que l'art. 867 prouve que là où il n'y a pas volonté, ni réelle, ni présumée, il n'y aura pas possession.

Mais ce raisonnement est évidemment erroné. Ce n'est pas l'absence de volonté qui empêche l'acquisition de la possession. Mais c'est parce que le rapport de l'homme avec la chose, dans le cas de l'art. 867, a une origine purement accidentelle et quand il en est ainsi, les conceptions ambiantes et les usages se refusent à admettre que ce rapport

puisse constituer une maîtrise de la chose. Par exemple, dans le cas du chapeau emporté par le vent, personne ne dira qu'il est devenu sous la maîtrise du possesseur de l'immeuble sur lequel il est tombé. On voit donc que l'art. 867 nous parle des hypothèses dans lesquelles le fait d'un rapport purement physique est insuffisant pour constituer la maîtrise.

Avant de quitter les théories de la possession, nous allons mettre en relief deux points.

Le premier est que quand l'*animus* est exigé comme élément de la maîtrise (dans la théorie objective), c'est l'*animus* objectif et apparent auquel on s'attache et non à l'intention vraie du possesseur. On attribue toujours au possesseur l'*animus* que les circonstances lui attribuent. Par exemple, un acheteur qui attend la livraison de ce qu'il a acheté, et qui, au moment de la livraison, s'aperçoit que la chose livrée n'est pas celle qu'il a achetée. Cependant, au lieu d'en refuser la réception, il tarde à la renvoyer. En réalité, il n'a pas voulu recevoir la chose mais il y a acceptation apparente, et elle suffit pour qu'on lui attribue la maîtrise de fait.

Le second est, comme on l'a vu, que les auteurs de la théorie subjective estiment qu'il y a possession dans les hypothèses où la volonté du possesseur sera simplement présumée. C'est le cas dans toutes les hypothèses d'acquisition de possession par l'intermé-

diaire d'autrui. Le mandant est censé avoir voulu acquérir tout ce qui serait acquis en son nom par son mandataire, et il en aura la possession, même à son insu. Il en est ainsi, non seulement quand il s'agit d'une chose que le mandant connaissait en donnant le mandat de l'acquérir, mais aussi dans le cas de mandat général ou le mandant ne peut pas prévoir ce qui sera acquis en son nom. Peu importe que, d'après le C. civ. all., le mandant n'ait que la possession médiate.

On en dira autant pour les cas d'appréhension, par le fait des choses, par exemple, une boîte aux lettres pour le courrier ou un piège pour les bêtes nuisibles. Celui qui a placé la boîte ou le piège aura respectivement la possession des lettres ou des bêtes qui se trouvent ou dans la boîte ou dans le piège sans qu'il connaisse l'appréhension de la chose. Il y a une volonté préalable qui suffit (1).

## SECTION V

### L'ACQUISITION DE LA POSSESSION PAR LES INCAPABLES

C'est ici que trouve place la question de l'acquisition par les incapables. Sur cette question, les par-

(1) Cosak nous donne aussi l'exemple de la tirelire, et celui du chien perdu, qui entre chez moi, à mon insu. Cosak, *Op. cit.*, t. II, p. 60, 186 III B.

tisans de la théorie objective et leurs adversaires, sauf Endmann, sont presque d'accord. Il va sans dire que les incapables peuvent acquérir par leur représentant légal, aussi est-il généralement admis que la possession, une fois acquise, par une personne en pleine capacité, ne se perd pas par la disparition de cette capacité. Mais on va plus loin, en matière possessoire la capacité de fait suffit et on tient compte de la capacité naturelle, sans faire attention à l'incapacité juridique. Si un mineur au-dessous de sept ans s'empare de quelque chose, il y aura à rechercher s'il a la capacité de vouloir et de savoir ce qu'il fait. S'il ne l'a pas, il n'aura pas la possession, car personne ne verra dans son pouvoir de fait une véritable maîtrise, comme on l'a déjà dit en parlant de la définition de la possession. Il en est de même du fou (1). Mais prenons un mineur arrivé à l'âge de raison, sans qu'il ait atteint l'âge de la capacité restreinte (2), et supposons qu'on lui donne un cadeau qu'il accepte sans l'autorisation de son tuteur. Il est bien certain qu'il ne deviendra pas propriétaire, parce qu'en âge d'incapacité absolue, on ne peut pas acquérir le droit de

(1) Gierke, *Op. cit.*, t. II, 115 ; Planck, *Op. cit.*, t. III sur l'art. 854.

(2) Le mineur de capacité restreinte est celui qui a dépassé 7 ans, et on ne peut douter qu'il puisse acquérir la possession par son fait, et cela est dit formellement dans l'art. 800 du premier projet et effacé comme inutile.

propriété, même au titre de donation. Mais il aura bien la possession, car il a déjà la capacité de vouloir et de savoir ce qu'il fait et nous avons vu que cela suffit à lui assurer une maîtrise de fait. Il en est de même du fou dans les intervalles lucides.

Toutes ces solutions sont admises par Gierke et d'autres partisans de la théorie objective.

Mais, par Endmann, il faut au moins la capacité restreinte pour acquérir la possession. Mais cette solution est condamnée par les travaux préparatoires et elle reste isolée.

Dans le C. civ. allemand annoté par M. Bufnoir et..., on dit, en parlant de l'art. 854 que « *l'animus possidendi* est définitivement écarté par ce texte, et il n'y a plus ainsi de difficulté à reconnaître aux personnes incapables de volonté (les enfants et les fous), la capacité de posséder (1). On voit bien que la deuxième moitié de cette phrase n'est pas exacte. En ce qui concerne les fous, on a déjà vu que lorsqu'un fou s'empare de quelque chose, il n'y a pas possession, car il y a dans ce cas incapacité naturelle. Egalement, en ce qui concerne l'enfant au-dessous de sept ans, on a vu que cela dépendait de la présomption ou non d'âge de raison.

(1) C. civ. all., annoté, *Op. cit.*, p. 442.

## SECTION VI

### LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE LA POSSESSION

Pour terminer l'étude de la théorie possessoire allemande, nous faisons remarquer que d'après le C. civ. all. la possession peut être immédiate ou médiate, en propre ou pour autrui.

La possession immédiate dont on a parlé jusqu'à maintenant, existe quand on possède sans intermédiaire.

Quant à la possession par intermédiaire ou médiate, c'est l'art. 868 qui la définit. Il est ainsi conçu : « si quelqu'un possède une chose en qualité d'usufruitier, de créancier gagiste, de fermier, de locataire, de dépositaire ou à un autre titre analogue lui donnant droit ou l'obligeant vis-à-vis d'autrui à posséder temporairement, ce dernier est également possesseur (possession médiate) » (1).

Cette conception a été introduite par la deuxième commission, qui voulait déterminer quelles personnes autres que le possesseur immédiat, auraient droit à la protection de leur possession (2). L'art. 868 nous dit que les conséquences juridiques que l'on attache à la possession immédiate sont applicables dans cette

(1) C. civ. all. annoté, *Op. cit.*, p. 458.

(2) C. civ. all., annoté, *Op. cit.*, t. II, p. 458.

hypothèse de possession médiate. A la différence des serviteurs et des employés prévus à l'art. 855, qui ne sont que des instruments de la possession, comme on l'a déjà expliqué, ceux qui détiennent la chose, en vertu d'une obligation ou d'un droit, et dont parle l'art. 868, sont possesseurs. Mais parallèlement à cette possession existe la possession de celui pour le compte de qui la chose est entre les mains du possesseur immédiat. C'est celle-ci qu'on appelle la possession médiate. Il ne faut pas se tromper cependant, car il y a des personnes pour qui autrui possède et pourtant elles sont considérées comme ayant la possession immédiate ; et cela quand l'intermédiaire agit de la manière mentionnée à l'art. 855.

Pour la possession médiate, il faut que la chose soit dans la possession immédiate d'une autre personne et qu'il existe un rapport juridique entre l'un et l'autre possesseurs

L'art. 871 vient compléter l'art. 868. Il reconnaît plusieurs degrés de possession médiate. Prenons, par exemple, un usufruitier qui a loué la chose ; ce locataire peut la sous-louer et nous aurons un possesseur immédiat, le sous-locataire, et trois possesseurs médiats, le principal locataire, l'usufruitier et le propriétaire.

La possession, avons-nous dit, peut être en propre ou pour autrui.

C'est l'art. 872 qui nous parle de la possession en propre. Il dit que « la possession en propre est celui qui possède la chose comme lui appartenant ».

Il n'est pas nécessaire, pour être possesseur en propre, de se croire propriétaire, mais il suffit d'avoir la volonté de posséder la chose comme si elle vous appartenait, peu importe la bonne ou la mauvaise foi (1). On ne peut pas posséder en propre sans en avoir la volonté et sans la manifester, il faut se comporter comme un véritable propriétaire. Quand la possession n'est pas en propre, elle est pour autrui.

On voit bien que la possession en propre peut être immédiate ou médiate. Il en est de même avec la possession pour autrui.

---

## CHAPITRE II

L'acquisition de la propriété des meubles du chef de la bonne foi et avec juste titre, et l'impossibilité de revendiquer dans ce cas-là contre le tiers acquéreur.

---

Au contraire du droit anglais et à l'instar du droit français, le Code civil allemand, dans ses articles 932 et suivants, nous parle de l'acquisition de bonne foi ; il nous dit que, dans certaines conditions, l'acquéreur d'un meuble en devient propriétaire du chef de sa bonne foi, même si la chose n'appartenait pas à l'aliénateur.

Nous allons d'abord montrer quel est le fondement législatif de cette règle. Puis nous traiterons des conditions de l'acquisition de bonne foi. Troisièmement, nous étudierons l'exception à cette règle relative aux choses disparues.

### SECTION I

#### LE FONDEMENT LÉGISLATIF DE LA RÈGLE

Le législateur allemand s'est trouvé en présence de deux principes contradictoires, l'un qui annulait

l'acquisition quand l'aliénateur était non propriétaire, l'autre qui en déclarait la validité. Le premier est le principe romain bien connu « *Nemo plus juris transferre potest quam ipse habet* ». Le deuxième, qui vient de l'ancien droit germain, est « *Hand Wahre Hand* » = « Que la main conserve à la main » ; ce qui signifie qu'en dehors du cas de vol ou de disparition, cas dans lequel il n'y a pas de tradition et où la main ne joue aucun rôle, le propriétaire ne peut réclamer son bien qu'à celui à qui il l'a remis et non au tiers acquéreur (1).

C'est le second principe qui a été admis pour plusieurs raisons. D'abord au nom des nécessités économiques et sociales ; dans l'intérêt de la sécurité des transactions et celui du propriétaire, il faut faire céder ce dernier au premier. D'autre part, les législateurs modernes avaient adopté ce principe et même le Code allemand de commerce.

Enfin, l'intérêt de l'acquéreur sembla plus digne de protection que celui du propriétaire (2).

Quant à la nature juridique de la règle, on peut dire sans hésiter que c'est une acquisition *lège*. On acquiert par l'effet de la loi. Jourdan appelle cette

(1) Jourdan, *La Prescription*, d'après le C. civ. allemand Th., Aix-en-Provence, pp. 53-54.

(2) Voir ce que nous avons dit à l'occasion du droit français.

règle « prescription avec juste titre », mais cela est refutable comme on l'a déjà vu (1).

## SECTION II

### LES CONDITIONS DE L'ACQUISITION DE BONNE FOI

Avant d'entreprendre l'étude des conditions de l'acquisition de bonne foi, nous allons montrer en passant, qu'en droit allemand il y a des hypothèses dans lesquelles un acquéreur devient propriétaire sans qu'il fasse appel au mécanisme de l'acquisition de bonne foi, alors qu'en droit français, il faut, en des cas pareils, invoquer la protection de l'art. 2279 ou de l'art. 1141. Nous jugeons utile de développer ces cas, cela nous aidera grandement à comprendre les dispositions du droit allemand en ce qui concerne cette institution de l'acquisition de bonne foi, et à bien savoir dans quelles mesures le droit allemand a suivi les traces du droit français en cette matière. Les hypothèses qui nous intéressent sont celles dans lesquelles un vendeur qui n'a pas encore fait tradition, revend l'objet et le livre à un second acquéreur.

En droit français, ce second acquéreur traite avec un non-propriétaire et il ne peut être couvert que

(1) Voir ce que nous avons dit à l'occasion du droit français.

sur le terrain de l'art. 2279 et pour cela il y aura lieu de tenir compte de sa bonne ou mauvaise foi. Pour que la protection existe, il faut qu'il y ait bonne foi et l'acquéreur cesse d'être de bonne foi dès qu'il sait que le vendeur n'était plus propriétaire, ce qui sera le cas quand il saura que l'objet avait été vendu une fois déjà.

En droit allemand, le second acquéreur traite avec le vrai propriétaire, car la première vente n'a pas transféré la propriété puisqu'il n'y a pas eu tradition et d'après l'art. 929 du Code civil allemand, pour transféré la propriété d'un meuble, il faut que le propriétaire fasse tradition de la chose à l'acquéreur. Donc, ce second acquéreur n'a pas à invoquer la règle de l'acquisition de bonne foi. La connaissance qu'il pourrait avoir de la première vente n'empêche pas qu'il ait traité avec le vrai propriétaire ; il n'est donc pas de mauvaise foi, au sens strict du mot, car, être de mauvaise foi, c'est savoir que l'on traite avec un non-propriétaire (1). Il peut avoir connaissance de la première vente et savoir que le vendeur manquera à un autre engagement mais cela n'a pas d'importance car le tiers n'est tenu à respecter pareils engagements personnels (2).

On voit par ce qui précède que le droit allemand

(1) Voir ce que nous allons dire pour la bonne foi.

(2) Saleilles, *Op. cit.*, pp. 102-103.

a admis en matière de meubles la règle protectrice de la nécessité de la tradition, ce qui correspond à ce qu'admettent le droit français et le droit allemand en matière d'immeubles en ce qui concerne la transcription. L'acheteur ne devient propriétaire qu'à partir de la transcription, jusque-là, c'est le vendeur qui est encore propriétaire et dès lors l'aliénation consentie après la vente et avant la transcription sera valable et opposable au premier acheteur. Donc l'acheteur d'immeuble, qui fait transcrire l'emportera toujours sur un précédent acheteur qui n'a pas fait transcrire, même si le second acheteur a eu connaissance de cette vente antérieure à la sienne. Egalement, en droit allemand, quand il s'agit de meubles ; l'acquéreur qui reçoit livraison sera préféré à un précédent acheteur à qui la tradition n'a pas été faite, même si le second a eu connaissance de la première vente.

Le droit allemand prend en considération la bonne ou la mauvaise foi de l'acquéreur autant en matière de meubles qu'en matière d'immeubles, lorsqu'il s'agit d'opposer à l'acquéreur le défaut de droit de son auteur. Supposons que *Primus* ait vendu un immeuble à *Secundus* et que ce contrat de vente soit annulable. *Secundus*, par la suite, revend l'immeuble à *Tertius* et celui-ci se fait inscrire au livre foncier comme propriétaire. Si *Primus* arrive à annuler la

première vente, il peut opposer cette annulation à *Tertius* mais seulement s'il peut prouver que *Tertius* a eu connaissance de la cause de nullité qui affectait le titre de son auteur *Secundus*. Nous verrons un peu plus loin qu'il en est ainsi en matière de meubles.

On voit par là que le parallélisme et la symétrie sont parfaits en droit allemand entre les meubles et les immeubles ? On ne s'occupe pas de la mauvaise foi quand il s'agit des conflits entre ayants cause d'un même auteur, et il en va de même pour les meubles et pour les immeubles.

Mais le droit français, qui est en accord avec le droit allemand pour les immeubles, n'admet pas la même règle en ce qui concerne les meubles. Il tient compte de la bonne ou de la mauvaise foi de l'acquéreur du meuble, non seulement quand celui-ci tient son droit d'un non propriétaire ou d'un propriétaire apparent en vertu d'un titre nul, mais aussi quand il s'agit des rapports entre ayants cause d'un même auteur sans que le titre de celui-ci soit discuté. Et cette différence entre le droit allemand et le droit français provient de ce qu'en droit français la propriété en meubles passe à l'acquéreur par l'effet même du contrat translatif, tandis qu'en droit allemand, elle ne passe à lui que par la tradition.

Il faut aussi remarquer que le principe du droit

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 103.

allemand de préférer le second acquéreur, même en connaissance de la première aliénation, s'accorde bien avec ce qu'il a admis en ce qui concerne le transfert des risques en matière de vente. Il admet un équilibre et une compensation des risques (1). En droit allemand, puisque c'est la tradition qui transfère la propriété, c'est elle aussi qui transfère les risques. Un acquéreur qui n'a pas reçu livraison n'a rien à payer si la chose périt entre les mains de l'aliénateur, mais, en revanche, il supporte une aliénation postérieure, avec tradition, sauf à demander une indemnité au vendeur. Le droit allemand en même temps qu'il a déchargé l'acquéreur des risques de perte avant la tradition, a mis à sa charge les risques d'aliénations ultérieures. En droit français, ce n'est pas le cas ; les risques aussi bien que la propriété, tombent, dès le contrat de vente, et ainsi l'acquéreur qui n'a pas reçu livraison, risquera et de payer le prix de la chose, même si la chose périt et d'en perdre la propriété si le vendeur la revend à un autre acheteur de bonne foi qui en prend possession.

A propos des rapports entre ayants cause d'un même auteur, on peut se demander si, en droit français, l'art. 2279 est écarté par le fait que le second acquéreur a eu connaissance de la première vente, non seulement quand le vendeur est le vrai proprié-

taire, mais aussi lorsque les deux acquéreurs avaient traité de bonne foi avec un non propriétaire. Par exemple : A est le propriétaire du meuble et B son usufruitier ou son dépositaire. C, un acquéreur, qui a acheté le meuble de B, croyant que celui-ci en était le vrai propriétaire ; mais il n'en a pas reçu livraison. B a revendu la chose à D, et celui-ci a reçu livraison de la chose, mais il avait connaissance de la première vente tout en croyant que B était le vrai propriétaire. Le fait que D a eu connaissance de la première vente l'empêche-t-il d'invoquer l'art. 2279 contre A, le vrai propriétaire ? En réalité, D n'était pas de mauvaise foi vis-à-vis le vrai propriétaire A, il l'était seulement à l'égard de C, le premier acquéreur. Et C, le premier acquéreur, est désormais désintéressé, car il n'a pas la possession et la revendication serait efficace contre lui. La question va seulement se poser entre A, le vrai propriétaire, et D ; et puisque D était de bonne foi vis-à-vis de A, ce dernier ne peut pas se prévaloir de la mauvaise foi de D à l'égard d'une autre personne. En bref, l'art. 2279 prend son application ici. Cette question ne se présente pas en droit allemand, car le second acquéreur D, dès qu'il a reçu livraison le premier, croyant que B, l'aliénateur, était propriétaire, est de bonne foi à l'égard de tout le monde et peu importe qu'il ait eu connaissance de la première vente.

Cette parenthèse fermée, nous allons étudier les conditions de l'acquisition de bonne foi en droit allemand.

Le droit exige en premier lieu un titre, deuxièmement la bonne foi et on peut ajouter comme troisième condition, qu'il faut que le possesseur ait acquis d'un non propriétaire.

*Sous-Section I. — Le juste titre*

Le droit allemand n'exige, en tant qu'il s'agit de juste titre, que l'existence d'un contrat réel de transfert (1). Ce contrat réel ou abstrait se compose, comme en droit romain, de deux éléments. Le premier est l'élément contractuel, c'est-à-dire l'accord des parties sur le fait du transfert. le deuxième est l'élément réel, c'est-à-dire la remise en possession qui consiste « dans le fait de donner à quelqu'un la puissance de fait sur la chose » (2) Il faut remarquer que ce contrat réel est indépendant du rapport d'obligation qui peut exister entre les parties (3). Il est un contrat abstrait qu'il ne faut pas confondre avec le contrat obligatoire qui a pu servir de cause au transfert et en exécution duquel le transfert se fait. En effet, il arrive souvent en pratique que les deux choses n'en font qu'une, par

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 105.

(2) C. civ. all. annoté, *Op. cit.*, t. II, p. 544.

(3) C. civ. all. annoté, *Op. cit.*, t. II, p. 544.

exemple dans les ventes courantes quand la chose est livrée au moment où le contrat se conclut, on voit que le contrat qui crée l'obligation de transfert se confond avec le contrat réel destiné à réaliser le transfert ; le vendeur, quand il s'oblige à transférer, déclare en même temps vouloir transférer, les deux volontés sont une et si l'une est déclarée nulle, l'autre l'est également. Mais il est intéressant de distinguer ces deux volontés lorsqu'on peut séparer les deux objets pour annuler l'un et valider l'autre. Supposons qu'après un contrat de vente, il y a eu livraison.

Après coup, cependant, on a découvert que l'une des parties a voulu vendre et que l'autre a cru prendre en donation. On voit ici qu'il y a eu accord sur le fait de transfert, alors que le contrat obligatoire se trouve nul. Mais on se demande, lorsque le transfert a lieu au moment du contrat, si l'accord des parties dans le contrat réel de transfert n'est pas subordonné à la validité du contrat obligatoire. Nous faisons remarquer que c'est là une question d'intention entre les parties. La difficulté s'évanouira si le transfert se fait par un acte distinct et indépendant de l'acte créateur de l'obligation. Le transfert peut rester valable, sauf la ressource des actions personnelles pour défaut de cause, quand le contrat obligatoire se trouve annulé.

Après avoir ainsi dégagé l'idée du contrat réel de

transfert que le droit allemand exige en matière d'acquisition de bonne foi et après avoir marqué la différence entre ce contrat réel et le contrat obligatoire qui peut lui servir de cause, nous allons tout répéter en bref, et donner un exemple pour bien saisir la théorie allemande en ce qui concerne le juste titre.

Nous avons dit que le droit allemand n'exige qu'un contrat réel de transfert et qu'il l'exige indépendamment du contrat obligatoire. Donc, l'inexistence ou la nullité de ce contrat obligatoire n'empêche pas que l'acquéreur ait juste titre, pourvu que le contrat réel de transfert ait eu lieu. Le succès dans une action en répétition, qui pourrait être intentée pour défaut de cause, n'aurait pas l'effet d'effacer rétroactivement, à l'égard des tiers, le transfert acquis. L'acquéreur sera toujours considéré comme ayant juste titre.

Supposons que l'héritier d'un dépositaire ait cru de bonne foi que ce dépositaire était propriétaire de la chose en dépôt. Fort de cette croyance, l'héritier lègue cette chose et à sa mort son héritier livre la chose au légataire. Ainsi le légataire a acquis la propriété par ce contrat réel de transfert. Après coup, on découvre un autre testament qui révoque le premier, ou bien l'on découvre une cause de nullité qui le fait annuler. Dès lors, le vrai propriétaire, apprenant que sa chose est entre les mains du légataire, la revendique contre celui-ci. Si le légataire est de bonne foi,

comme nous le supposons, le propriétaire échouera dans sa revendication, car le légataire a un juste titre et, par conséquent, est devenu propriétaire d'après l'art. 932 ; son titre est le contrat réel de transfert par lequel il a reçu livraison de la chose léguée. En fait, ce contrat réel n'a plus de cause, mais qu'importe ? puisque l'art. 929 s'en contente et que, d'autre part, l'art. 932 n'exige, comme juste titre, que cette convention translatrice de l'art. 929.

Il faut remarquer que nous avons supposé un legs de chose d'autrui, parce que l'art. 932 C. civ. all. vise seulement l'acquisition provenant d'un non propriétaire et ne modifie en rien les rapports entre auteur et ayant cause. Nous en reparlerons d'ailleurs quand nous exposerons plus loin la troisième condition.

Si l'on peut dire que l'acquéreur n'a pas juste titre, il faut qu'il s'agisse du défaut du contrat réel de transfert, c'est-à-dire de la transmission translatrice de la propriété, soit par son inexistence, soit par sa nullité. Il en est ainsi dans les hypothèses où l'acquéreur n'a aucun droit de garder la chose, puisque celui de qui il en a reçu livraison, est armé pour reprendre la chose. Si ce dernier ne veut pas reprendre la chose, le vrai propriétaire peut revendiquer en alléguant le défaut de juste titre. Il en va ainsi lorsqu'une personne se met d'elle-même en possession. Seulement,

il ne faut pas supposer un conflit entre auteur et ayant cause, car l'art. 932, comme on le verra, n'est destiné à cet usage ; et pour cette raison, nous prenons l'exemple de legs de tout à l'heure.

Le légataire dans cet exemple, se croyant devenu propriétaire par le legs, sans qu'il y ait tradition, s'empare de la chose sans attendre que l'héritier lui en fasse livraison. Dans ce cas-là, le propriétaire aura gain de cause dans une action en revendication, car il n'y a pas eu contrat réel de transfert. L'acquéreur est ici de bonne foi, mais qu'importe, puisque, d'après les articles 932 et 929, le droit allemand exige le titre, qui est le contrat réel de transfert.

Avant de finir l'étude de juste titre, faisons remarquer que ce contrat abstrait et réel, dont parle l'art. 929, est un acte qui n'a rien de formel. Il peut se trouver simplifié et facilité. Le second alinéa de l'art. 929, nous dit que, si l'acquéreur est déjà en possession de la chose, l'accord des volontés suffit. Ici, la tradition disparaît (1). Il ne reste plus, de ce contrat réel de transfert, que l'élément contractuel. Aussi le second alinéa de l'art. 854 nous dit-il presque la même chose. Il nous dit que l'accord des volontés suffit, quand l'acquéreur est en mesure d'exercer sa maîtrise sur la chose. Aussi l'art. 930 reconnaît-il comme équi-

(1) C. civ. all., *Op. cit.*, t. II, p. 544.

valent à la tradition le constitut possessoire des Romains (1).

C'est une convention de transfert de la propriété, avec une clause d'après laquelle l'aliénateur garde la possession pour l'acquéreur. Il garde la possession immédiate et l'acquéreur la possession médiate. Celui-ci se trouvera par là dans la même position que s'il avait reçu livraison. Enfin l'art. 931 nous en dit autant de la cession de l'action en restitution, elle équivaut à la tradition lorsqu'elle est faite en vue de transférer la propriété.

*Sous-section 2. — La bonne foi*

La seconde condition que le droit allemand exige, c'est la bonne foi. Lorsque le droit allemand établit la distinction entre la bonne et la mauvaise foi, il suppose que l'acquéreur traite avec un non propriétaire et que le conflit est entre le vrai propriétaire et l'acquéreur ou entre celui-ci et un précédent vendeur, qui a fait annuler l'aliénation consentie au profit de celui avec lequel l'acquéreur a traité. Le texte du droit allemand ne nous parle pas expressément de cette deuxième hypothèse, il nous parle seulement de l'acquisition d'un non propriétaire. Mais il est impossible que le droit allemand ait voulu protéger celui qui traite avec un non propriétaire,

(1) C. civ. all., *Op. cit.*, t. II, p. 545.

sans vouloir protéger celui qui traite avec un propriétaire, mais dont le titre est annulable. Donc, mauvaise foi à l'égard du vrai propriétaire implique que l'acquéreur a connu le défaut total du droit de son auteur et vis-à-vis du précédent vendeur qui a fait annuler l'aliénation consentie par lui ; la mauvaise foi consistera dans le fait que le sous-acquéreur aura connu l'imperfection du droit de son auteur et le danger d'annulation auquel il était exposé. Mais, jusque là, on n'a pas précisé ce que le sous-acquéreur a dû connaître pour être déclaré de mauvaise foi. Pour cela, il faut dire que le sous-acquéreur, pour être considéré comme de mauvaise foi, a dû connaître une cause de nullité ou d'annulation qui affecte le transfert en tant qu'acte de transfert (1). Cela n'a aucune importance que le sous-acquéreur ait connu l'existence d'une obligation sur la charge de son auteur de restituer la chose à une autre personne. Supposons que le contrat obligatoire soit affecté d'une cause d'annulation, sans que la tradition soit entachée d'un vice-pareil. Puisque, comme nous l'avons dit, le contrat réel de transfert est indépendant de sa cause juridique, le défaut de cette cause juridique, tant que la tradition est intacte de toute cause de nullité, ne donne au précédent vendeur qu'un droit à une action en restitution, sans que l'acquisition soit réso-

(1) Voir ce que nous avons dit du titre.

lue de plein droit. L'acquéreur est seulement tenu d'une obligation de restitution, et son acquisition n'est pas résolue. Donc le sous-acquéreur qui a traité avec lui, a traité avec un propriétaire dont le droit était complet et n'était soumis à aucune cause de révocation, bien que, personnellement, il soit tenu d'une obligation de restitution. Ce sous-acquéreur a acquis d'un propriétaire et, partant, son cas ne se range pas sous l'art. 932 (2).

Mais prenons un autre exemple, pour montrer comment l'acquéreur peut être taxé de mauvaise foi. Supposons un acheteur sans condition résolutoire ; son titre, en effet, est soumis à résolution. Cet acheteur revend la chose à un sous-acquéreur, qui l'achète en connaissance de la cause de révocabilité. La condition se réalise et la résolution se produit de plein droit. Le précédent vendeur redevient propriétaire de plein droit et rétroactivement, et il revendique le meuble entre les mains du sous-acquéreur. Ce sous-acquéreur ne peut pas opposer l'art. 932 à l'encontre du précédent vendeur. Car, s'il le fait, le précédent vendeur lui opposera sa mauvaise foi. En effet, le sous-acquéreur a connu l'imperfection du droit de son auteur, il savait que le précédent vendeur était resté propriétaire éventuel. Donc, le sous-

(2) Ici on peut appliquer les règles concernant les délits civils, art. 813, mais c'est tout autre chose.

acquéreur est de mauvaise foi et ne peut pas se prévaloir de l'art. 932

Le droit allemand a, comme le dit M. Saleille, coupé le pont entre le contrat obligatoire et le contrat réel de transfert. Un sous-acquéreur n'est responsable de sa mauvaise foi que tant qu'elle se réfère à ce contrat réel de tradition. A son égard, le contrat obligatoire est une chose indifférente ; pour lui, c'est l'acte de transfert qui compte. Un autre exemple sera utile pour éclairer ce cas. Supposons un vendeur, qui donne son consentement alors qu'il est dans un état d'incapacité ou d'inconscience. Après le contrat et avant la tradition, il meurt. Son héritier croyant que la vente est valable, fait la tradition à l'acheteur. Cet acheteur revend la chose à un sous-acquéreur qui a connu les circonstances de la première vente. L'héritier, après coup, apprend les circonstances de la vente, il en demande l'annulation. Puisque l'acte de transfert était valable, l'héritier n'aura qu'une action en répétition contre l'acheteur. Mais, à l'égard du sous-acquéreur, il n'aura rien à faire, car le sous-acquéreur est de bonne foi à son égard, et le fait que ce sous-acquéreur a connu la cause de nullité qui affectait la vente n'implique pas l'idée de mauvaise foi de sa part ; car ce qui compte, pour lui, ce n'est pas le contrat obligatoire de vente, mais c'est le contrat réel de transfert, et

celui-ci était bien valable. Peut-être l'héritier aurait-il action contre le sous-acquéreur, s'il y avait entente frauduleuse entre celui-ci et son auteur ; mais cela nous importe peu ici.

En droit allemand, la bonne foi n'est prise en considération que quand il s'agit de la qualité de l'aliénateur ou de la légitimité de son droit. On n'en tient pas compte, en ce qui concerne les vices du titre qui émane de lui ou les vices qui proviennent de son incapacité. Supposons un acquéreur qui tient la chose d'un possesseur intermédiaire et supposons encore que le titre de cet acquéreur soit annulable par incapacité de son auteur ou pour toute autre cause et qu'il l'ignore. L'acquéreur est de bonne foi à l'égard de son propre titre, mais cette bonne foi ne vaut rien à l'égard du propriétaire revendiquant. Cela tient à ce que le juste titre, c'est-à-dire le contrat réel de transfert, est une condition pour l'acquisition comme on l'a vu. La bonne foi ne vise pas à couvrir les vices du titre ou à compenser son inexistence ou son annulabilité, mais seulement à remplacer le défaut de droit de celui avec qui l'on traite (1).

La bonne foi n'est exigée qu'au moment de la remise de l'objet, peu importe qu'ensuite l'acquéreur apprenne que son auteur n'était pas propriétaire (2).

(1) Planck, *Op. cit.*, t. III sur l'art. 932 n° 1, p. 186.

(2) Cosak, *Op. cit.*, t. II, p. 170.

Enfin, nous faisons remarquer que le droit allemand assimile la faute lourde à la mauvaise foi, Il considère également de mauvaise foi et celui qui a connu l'imperfection ou le défaut du droit de son auteur et celui qui ignore tout cela, quand son ignorance provient d'une faute lourde. L'art. 932 nous le dit expressément. L'ignorance imputable à une faute lourde équivaut à la mauvaise foi.

Telle est la théorie de la bonne foi en droit allemand, passons maintenant à la troisième condition.

*Sous-section 3. — L'acquisition  
d'un non propriétaire*

Il faut que l'acquéreur ait acquis d'un non propriétaire ou, ce qui revient au même, d'un propriétaire dont le titre est révocable. Comme on l'a vu, cette deuxième hypothèse est mise au même rang que la première. Le texte allemand exclut indirectement l'acquisition du chef du propriétaire, l'art 932 n'intervient pas pour modifier, sous le prétexte de bonne foi, les rapports entre auteur et ayant cause. L'erreur de l'acquéreur, en ce qui concerne les vices de son titre d'acquisition, n'est pas couverte par sa possession de bonne foi. L'art 932 ne joue pas pour remplacer le titre, quand il fait défaut ou se trouve annulé dans les rapports d'auteur et ayant cause.

On va encore plus loin, on refuse l'application

de l'art. 932 dans l'hypothèse où l'acquéreur traite avec un non-proprétaire, sachant qu'il est non-proprétaire mais croyant qu'il est autorisé à traiter avec lui. L'art. 932 sera écarté en dépit de l'erreur dans laquelle l'acquéreur se trouve relativement aux pouvoirs de l'aliénateur. C'est le cas, quand il s'agit d'une vente par un représentant ou par un commissionnaire. En effet, l'erreur qui porte, non pas sur le défaut ou la révocabilité du titre, mais sur le défaut de pouvoir, n'est pas couverte par l'acquisition de bonne foi de l'acheteur. Lorsqu'un acheteur traite, avec un propriétaire, connaissant cette qualité, mais croyant à tort que ce non-proprétaire est pourvu de pouvoirs pour vendre ; il ne s'agit plus d'erreur sur le défaut de droit, mais sur l'étendue du pouvoir du vendeur. Dans ce cas-là, l'acheteur doit exiger que le vendeur lui donne la preuve de son pouvoir, sinon, il sera censé accepter le risque d'un contrat qui n'est pas solide, autrement dit, d'un contrat susceptible d'annulation faute de pouvoir. On ne peut pas déroger aux règles du droit commun de la représentation, sous le prétexte de la bonne foi.

L'art. 932 n'intervient pas dans ce cas, il intervient dans le cas où il s'agit du défaut du titre de l'aliénateur. Par exemple, si un mandataire se fait passer pour un propriétaire et que l'acheteur le croie, l'erreur porte ici sur le défaut du titre, et pour suite,

cette hypothèse tombe sous le coup de l'art. 932. Mais au contraire, si un mandataire se donne pour un représentant ayant le pouvoir de vendre et que l'acheteur le croie, l'erreur porte sur le défaut de pouvoir et par conséquent l'art. 932 est écarté.

Il y a cependant une exception à ce principe apporté par le droit allemand en matière commerciale. Les règles du droit commun qu'on vient de développer en ce qui concerne la représentation et l'excès du pouvoir de la part du représentant ne s'appliquent pas en matière commerciale (1). On trouve cette exception dans l'art. 366 du Code de commerce. Telle est la règle de l'acquisition des meubles du chef de la possession de bonne foi, et telles sont les conditions exigées pour cette acquisition. Passons maintenant à l'étude de l'exception admise par l'art. 935, relative aux choses disparues.

### SECTION III

#### L'EXCEPTION RELATIVE AUX CHOSSES DISPARUES

##### ET LA POSSIBILITÉ DE LA REVENDICATION

L'art. 935 du Code civil allemand est ainsi conçu :  
« L'acquisition de la propriété, en vertu des articles 932 à 934, ne se réalise pas lorsque la chose a été volée ou perdue, ou que, d'une autre manière, elle a été enlevée au propriétaire. Il en est de même lors-

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 126.

que le propriétaire avait la possession par autrui et que celui-ci a été dépossédé.

« La présente disposition n'est applicable ni aux espèces ni aux titres au porteur ni aux objets qui ont été aliénés aux enchères publiques ».

Aux termes de cet article, le tiers ne devient pas propriétaire, en dépit de toute acquisition de bonne foi, lorsque la chose a été volée ou perdue ou lorsque le possesseur antérieur en a été dessaisi involontairement ; dans ce cas, l'ancien propriétaire garde contre ce tiers son action en revendication (1).

Nous allons voir sous quelles conditions, la revendication reste possible, dans le cas des choses disparues. L'art. 935 nous parle de ces conditions en se plaçant à deux points de vue, celui des personnes à l'égard desquelles la disparition peut avoir lieu, et celui des modes de disparition. Il nous parle dans son deuxième alinéa, des cas dans lesquels il n'est pas applicable.

Nous allons étudier tous ces points suivant l'ordre que nous avons indiqué.

*Sous-Section 1. — Personnes à l'égard desquelles  
la Disparition peut avoir lieu*

A cet égard l'art. 935 nous dit que l'exception

(1) Il faut remarquer que cette exception des choses disparues s'applique aussi à la présomption de propriété (1006) comme nous le verrons plus loin.

relative aux choses disparues sera applicable, non seulement lorsque ce sera le propriétaire qui a été volé ou qui a perdu la chose, ou qui en a été dessaisi involontairement ; mais aussi lorsque le vol ou la perte ou le dessaisissement involontaire ont eu lieu à l'égard de la personne qui possède au nom du propriétaire.

Par exemple, un propriétaire met un objet en dépôt et c'est chez le dépositaire que le vol est commis ou bien c'est le dépositaire qui perd l'objet. Le déposant triomphera dans sa revendication comme si c'était lui qui avait perdu ou qui ait été volé. Nous avons vu par là que même le possesseur immédiat qui perd sa possession médiate par l'effet d'une disparition involontaire entre les mains de son représentant qui est le possesseur immédiat, peut revendiquer avec succès en dépit de toute acquisition de bonne foi.

Mais il ne faut pas déduire de cela que la disparition involontaire soit un vice objectif qui devient inhérent à la chose, n'importe entre les mains de qui la disparition ait eu lieu, et qui la suivra toujours jusqu'à ce qu'il y ait prescription. Telle n'est pas la conception allemande. Car lorsqu'on conserve au propriétaire son droit à la revendication dans le cas où la disparition involontaire a eu lieu à l'égard d'un autre que lui, on exige que cet autre soit son représentant possessoire, c'est-à-dire que le propriétaire soit resté le possesseur médiateur.

Alors, il faut tout de suite écarter l'hypothèse dans laquelle l'un des intermédiaires successifs serait devenu propriétaire du chef de sa bonne foi. Si ce nouveau propriétaire est volé, par exemple, l'ancien propriétaire ne peut pas revendiquer. Cet ancien propriétaire est dépouillé par suite de l'acquisition de bonne foi et malgré le vol commis contre l'autre, il restera déchu de son droit de propriété. Il ne peut pas revendiquer même contre le voleur car, pour cela, il faut être propriétaire et il ne l'est plus depuis l'acquisition accomplie au profit du nouveau propriétaire.

Il faut comprendre que la propriété acquise du chef de la possession de bonne foi n'est pas une propriété relative qui peut être invoquée seulement par certaines personnes. Ce n'est pas un moyen de défense offert à l'acquéreur de bonne foi qui, à l'exemple de la *Proscriptio* romaine, ne supprime pas le droit de l'ancien propriétaire. Dans les meubles il n'y a pas deux sortes de propriété, l'une relative opposable par certaines personnes et l'autre absolue opposable par tous les intéressés. La propriété est toujours absolue et la déchéance par suite d'une acquisition de bonne foi est aussi absolue et peut-être opposée par tout intéressé, même par un possesseur de mauvaise foi, même par un voleur (1).

(1) Saleilles, *Op. cit.*, pp. 134-135.

Et, en effet, il est logique que le propriétaire, dans le précédent exemple, ne puisse pas revendiquer contre le voleur, car le vol ne lui a rien enlevé, son droit était déjà supprimé par l'acquisition de bonne foi du nouveau propriétaire.

Mais, nous allons plus loin et nous supposons que le vol ait été commis contre un possesseur intermédiaire, qui ne fût pas devenu propriétaire et qui n'était pas possesseur pour autrui.

Nous supposons aussi que depuis que la chose est sortie des mains de l'ancien propriétaire, aucun des possesseurs intermédiaires ne fût devenu propriétaire non plus. L'ancien propriétaire est resté toujours le propriétaire. Prenons l'exemple d'une personne qui a acheté d'un dépositaire la chose en dépôt. Nous faisons observer qu'en ce cas il y a abus de confiance qui, au contraire du vol, ne met pas obstacle à l'acquisition de bonne foi. Mais nous supposons que la personne qui a acheté du dépositaire était de mauvaise foi, qu'elle savait que son vendeur n'était pas propriétaire. Cet acheteur, d'une part, n'est pas devenu propriétaire, à cause de sa mauvaise foi et, d'autre part, il n'est pas un représentant possesseur. Si, dans ce cas, la chose est volée entre les mains de cet acheteur, il n'est pas douteux que l'ancien propriétaire, puisqu'il est toujours resté propriétaire, peut revendiquer contre le voleur. Le voleur est de

mauvaise foi au sens large du mot (1) et contre lui, le propriétaire peut toujours agir du chef de son droit de propriété.

Mais, allons plus loin encore. Le voleur vend la chose à un tiers de bonne foi, qui l'en croyait propriétaire et qui ignorait tout à fait le vol. On voit qu'avant cette quatrième transmission l'ancien propriétaire était resté propriétaire. Qu'il ait donné la chose en dépôt, que le dépositaire l'ait vendue, que la chose ait été volée chez l'acheteur ; tout cela a laissé intact le droit de propriété de l'ancien propriétaire. Mais on se demande si cette quatrième transmission va lui enlever son droit de propriété, ou, en d'autres termes, si cette hypothèse se range sous le chef de l'art. 932, ou tombe dans l'exception de l'art. 935 ? L'ancien propriétaire pourra-t-il triompher dans l'action en revendication contre ce possesseur actuel de bonne foi et juste titre, en invoquant l'existence du vol, et que celui-ci met obstacle à toute acquisition ultérieure de bonne foi, et que, puisqu'il est resté propriétaire, un vol commis contre lui que ce soit, ne porte pas atteinte à son droit de propriété ?

A lire l'art. 935 on voit que l'ancien propriétaire ne peut pas invoquer le vol et que le possesseur de

(1) Et non seulement au sens de l'art. 832, car il sait qu'il n'est pas devenu propriétaire et qu'il ne peut pas le devenir.

bonne foi doit l'emporter. L'art. 935 ne prévoit que les cas dans lesquels la victime du vol est le propriétaire ou son représentant possesseur. L'ancien propriétaire est resté propriétaire, mais qu'importe, il n'a aucune qualité à invoquer le vol, puisque, ni lui ni son représentant, n'ont été les victimes de ce vol (1). C'est seulement la victime du vol qui peut l'invoquer. Mais cette victime, dans notre exemple est l'acheteur de mauvaise foi et à cause de sa mauvaise foi il n'est pas devenu propriétaire, donc, il ne peut pas agir en revendication.

On voit par tout cela que l'acquisition de ce possesseur de bonne foi et juste titre lui confère le droit de propriété du chef de l'art. 932, le vol ici n'a pas suffi à faire obstacle à cette acquisition de bonne foi.

Et cette solution est équitable. Puisque le vol n'a été commis ni contre l'ancien propriétaire revendiquant, qui est resté propriétaire, ni contre son représentant possesseur, il n'a enlevé à l'ancien propriétaire ni possession médiate ni possession immédiate. Il ne les avait déjà plus. D'ailleurs le fait que le dépositaire a vendu l'objet prouve la confiance mal placée du propriétaire déposant et, d'après la règle générale, le possesseur de bonne foi ne doit pas subir le dom-

(1) On a donné le vol comme exemple, cela sans lui attacher une particulière intention, car il en va de même pour toute disparition involontaire.

mage de l'imprudence commise par le propriétaire.

Pour en finir avec cette question des personnes à l'égard desquelles la disparition peut avoir lieu, il nous reste à élucider le cas dans lequel c'est entre les mains d'un détenteur subordonné que la chose a été volée ou perdue ou plus généralement a disparu. Nous allons indiquer comment les choses se passent, si au lieu d'un représentant possessoire c'était un détenteur subordonné, de l'art. 855, qui ait la chose en mains. Il faut bien remarquer que si c'est le détenteur dépendant qui était volé, on appliquerait la première et non la seconde disposition de l'art. 935. Le propriétaire a gardé toujours la possession immédiate et c'est celle-ci qu'on lui a enlevée. Le détenteur n'était qu'un instrument de possession. On comprend dès lors qu'il ne s'agissait pas d'une possession médiate enlevée au propriétaire. Mais cette distinction est théorique car l'art. 935 met sur le même plan les deux cas. Que ce soit un détenteur ou un représentant qui aient été victimes de vol, par exemple, le propriétaire garde son action en revendication. Il y a intérêt à distinguer entre le détenteur subordonné et le possesseur pour autrui, quand il s'agit de la revendication de possession comme nous le verrons.

Le possesseur pour autrui peut, sous certaines conditions indiquées à l'art 1007, revendiquer la pos-

session qu'il a perdue par une disparition involontaire. Au contraire, le détenteur subordonné n'a pas ce droit puisqu'il n'a jamais eu la possession (1).

Mais il y a un cas particulièrement intéressant à éclaircir. C'est lorsqu'un détenteur dépendant, par exemple, un serviteur commet un abus de confiance. Supposons qu'un serviteur ait vendu la chose qu'il avait en mains en se présentant comme le propriétaire. Va-t-on dire que le propriétaire s'est dessaisi volontairement de la possession directe et, par là, a accepté les risques d'une aliénation faite par celui entre les mains de qui il avait déposé la chose ? Ou va-t-on considérer cet abus de confiance comme un dessaisissement involontaire et, par suite, que le maître garde sa revendication ?

Cette question est controversée, mais l'opinion prépondérante est de considérer cet abus de confiance comme une disparition involontaire à l'égard du maître, et que celui-ci garde son action en revendication même contre un tiers de bonne foi (2).

Dans cette opération, il faut considérer deux moments, 1<sup>o</sup> le serviteur s'est érigé en possesseur et, par là, il a enlevé la possession à son maître ; 2<sup>o</sup> il a transféré cette possession à autrui. Par le premier acte, le serviteur a pris la possession contre la volonté

(1) Voir ce que nous allons dire plus loin.

(2) C'est l'opinion de Planck, Gierke, Cosak, Leonard et c'est aussi l'opinion de M. le Prof. Saleilles.

de celle d'un détenteur comme un serviteur par qu'il y ait disparition involontaire, analogue à celle qui résulte d'un vol (3). On ne peut pas dire que le propriétaire s'est dessaisi de la possession directe au profit d'un représentant possesseur, et qu'il a, de ce fait, accepté les risques d'une aliénation pour ce représentant. Tel n'est pas le cas, dans notre exemple de serviteur, car, le propriétaire ne s'est pas dessaisi. Il est resté possesseur, seulement en se servant d'un instrument de possession. Donc, lorsque l'objet passe des mains du détenteur en le patrimoine d'une autre personne, il ne faut pas distinguer si c'était avec la volonté du détenteur ou contre sa volonté. Dans le cas de disparition involontaire on tient compte de la volonté du possesseur et non pas de celle d'un détenteur comme un serviteur par exemple (1).

On voit par ce qui précède que, quand il s'agit d'un détenteur subordonné, le droit allemand ne distingue pas entre l'abus de confiance et le vol.

#### *Sous-Section 2. — Modes de Disparition*

Après avoir parlé des personnes qui peuvent être victimes d'une disparition involontaire, nous allons étudier en bref les modes de disparition.

(3) Planck, *Op. cit.*, sous l'art. 935, t. III, p. 180.

(1) Planck, *Op. cit.*, pp. 189-1.

Les modes de disparition sont, d'après l'art. 935 au nombre de trois : le vol, la perte, tout dessaisissement involontaire enfin autre que les deux premiers.

Pour les deux premiers modes nous n'avons rien à dire, sinon qu'en ce qui concerne le vol il arrive que la loi ne le punisse pas, par exemple du fait de certains degrés de parenté. Le propriétaire garde toujours son action en revendication, puisque le fait n'est pas moins un vol. Il faut rappeler aussi que l'art. 935 ne sera pas applicable aux cas d'escroquerie et d'abus de confiance (2).

Laissant le vol et la perte de côté, nous allons voir les hypothèses qui rentrent dans le troisième cas de disparition involontaire ajouté par le droit allemand aux deux autres cas classiques qu'on trouve en droit français. Supposons, par exemple, quelqu'un qui se croie propriétaire d'un objet déposé chez autrui, et qui, de bonne foi, s'en empare. Voilà un cas de disparition involontaire et, pourtant il n'y a eu ni vol ni perte. Dans ce cas, et dans semblables hypothèses, il faut que le propriétaire garde son droit à la revendication. Cela prouve que le droit allemand a voulu, en édictant cette exception, pousser à l'extrême l'idée d'une comparaison entre les deux intérêts en conflit et qu'il ne sacrifie le droit du propriétaire que quand

(2) Voir ce que nous avons dit à l'occasion du dr. français.

celui-ci est censé accepter les risques d'une aliénation par autrui (1). Mais on voit que, dans notre exemple, le propriétaire ne s'est dessaisi en rien (2).

Il est généralement admis qu'une livraison faite par un incapable rentre dans le cas de disparition involontaire. L'enfant en bas âge ou le fou, par exemple, n'ont pas le libre usage de leur volonté et, par conséquent, la livraison faite par l'un d'eux est plutôt une disparition involontaire. Mais il y a certains auteurs allemands qui vont plus loin et mettent sur le même plan une livraison qui intervient en exécution d'un contrat passé par un incapable à la condition, bien entendu, que cette incapacité soit absolue.

Jusque là, toutes ces solutions sont acceptables et peuvent se défendre. Mais, il y a certains auteurs qui poussent les choses à l'extrême et veulent faire rentrer dans le cas de disparition involontaire toute livraison susceptible d'être entachée d'un vice de consentement, erreur, violence, incapacité restreinte ou vol. Ils disent que du moment que la livraison est annulée pour vice de consentement, elle cesse d'être volontaire, par conséquent, il y aura dispari-

(1) On comprendra mieux cela quand nous parlerons de la justification de cette exception.

(2) Planck, sur l'art. 935.

tion volontaire et de ce fait le propriétaire gardera sa revendication.

Mais cette solution, comme le dit M. Saleilles, est une « extention abusive de l'idée de disparition involontaire (3) ».

Si on arrive à défendre le propriétaire qui s'est dessaisi par un acte attaquant pour erreur ou un autre vice de consentement au mépris des droits du sous-acquéreur de bonne foi, on va, tout à fait contre les principes modernes en matière de publicité.

S'il s'agit d'une livraison après un contrat translatif de propriété, cette solution revient à étendre la notion de mauvaise foi à la connaissance des vices qui entachent le contrat obligatoire si c'est ce dernier qui est annulé, et cela est en contradiction avec ce que nous avons dit de la notion du contrat abstrait de transfert. Et, si c'est ce contrat abstrait de tradition qui est annulé, il y a contradiction avec le système moderne de la force probante dérivant du fait constitutif de la publicité, lequel fait est ici la possession.

Si, au contraire, la livraison était à titre de jouissance, cela reviendrait à admettre que tout abus de confiance commis par le possesseur au profit d'un tiers de bonne foi ne mettrait pas ce tiers acquéreur

(3) Saleilles, *Op. cit.*, p. 155.

à l'abri de l'action en revendication du propriétaire. Et cela est, parce qu'on ne peut plus dire que le propriétaire est censé accepter les risques d'une aliénation par le fait d'un autre, car l'acceptation a cessé d'exister à cause du vice du consentement. Mais cela n'est pas vrai et en dépit d'une annulation du contrat de remise de jouissance pour un vice de consentement, il reste une remise volontaire et on ne peut pas dire qu'il y a une disparition involontaire.

On voit par tout ce qui précède comment le droit allemand se montre très favorable à la revendication du propriétaire malgré la bonne foi des sous-acquéreurs.

### *Sous-Section 3. — Deux points importants*

Après avoir terminé l'exposé des modes de disparition, nous allons mettre en relief deux points.

Le premier c'est que le droit allemand, encore qu'il favorise le droit du propriétaire, n'admet pas l'obligation du remboursement du prix au profit de l'acquéreur de bonne foi, quand celui-ci avait acheté la chose chez un marchand qui vend des objets pareils ou en plein marché. Il eut été plus logique de la part du Code civil allemand d'admettre un tel remboursement pour compenser les inconvénients qui proviennent de sa favorisation pour le droit de revendication.

C'était la solution du premier projet allemand et même il allait plus loin, car il admettait le remboursement dans tous les cas. Mais cette obligation de remboursement est supprimée par la seconde commission et le possesseur de bonne foi subira la revendication, à cause du mode de dépossession de la chose, vol, perte ou tout autre dessaisissement involontaire.

On peut dire, pour défendre la solution du Code civil allemand que le droit au remboursement est un détour pour paralyser l'action en revendication et cela serait en contradiction avec le principe du droit allemand qui incline à conserver le droit du propriétaire. On a dit encore, qu'un droit au remboursement aurait pour effet d'encourager et de favoriser les receleurs ; il y a beaucoup de marchands qui sont des receleurs cachés. Et, pour enlever toute facilité aux voleurs et receleurs, il faut sacrifier les possesseurs de bonne foi.

Mais il faut remarquer que la solution du Code civil allemand a tout à fait négligé le point de vue commercial et celui de crédit, car la mise en vente publique est une garantie contre éviction. Si exceptionnellement en cas de vol, de perte ou de toute autre disparition involontaire, on a admis la restitution, prenant en considération l'affection que le propriétaire pouvait avoir pour sa chose disparue, il

faut admettre qu'il ne puisse exiger cette restitution sans en indemniser l'acquéreur de bonne foi (1). Malheureusement, telle n'est pas la solution du Code civil allemand qui s'est placé, comme le dit M. Saleilles, à un point de vue purement unilatéral, celui du propriétaire.

On a vu que le Code civil français admet le remboursement du prix dans ces cas.

Le deuxième point qu'il faut noter, c'est la question du délai après lequel la restitution sera impossible dans les cas de disparition involontaire. On a toujours en vue les acquéreurs de bonne foi, car les voleurs et les inventeurs et les acquéreurs de mauvaise foi qui prennent la chose ayant connaissance du vol ou de la perte ne peuvent jamais en acquérir la propriété même avec l'usucapion (1). La revendication sera toujours possible contre eux.

Pour ces acquéreurs de bonne foi, le Code civil allemand, ayant supprimé le droit de remboursement, et au lieu d'abrégé le délai pour y compenser, les réduit à la prescription acquisitive qui exige le délai de dix ans, comme on le verra tout à l'heure. Il a toujours voulu prendre en considération l'intérêt du propriétaire en lui donnant plus d'occasions de retrouver et de revendiquer sa chose (2).

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 162.

(1) On verra tout à l'heure que pour usucaper, il faut être de bonne foi.

(2) En droit français, le délai, comme on l'a vu, est de 3 ans.

*Sous-section 4. — La justification de l'exception  
admise en matière de choses disparues*

Après avoir ainsi développé le mécanisme et les conditions d'application de l'exception admise en matière de choses disparues, nous allons maintenant rechercher le motif de cette exception. Quel est le but que le législateur a voulu atteindre en laissant au propriétaire sa revendication en cas de vol et de perte ? Trois modes d'explication peuvent être exposés.

En premier lieu, on peut dire qu'on a voulu protéger le propriétaire du vol dont il a été victime. Ce sera un vieux vestige de l'indignation que le vol soulève, et pour cela, quand un vol se produit tout autre intérêt doit céder devant la réparation due à la victime. En deuxième lieu, on peut dire que c'est le respect dû au droit de propriété, principe supérieur aux intérêts de crédit. De là, on voit que ce droit de propriété ne doit céder aux exigences de crédit que quand le propriétaire se dessaisit volontairement de sa possession. Enfin, on propose un système qui fait du vol ou de la perte un vice objectif.

Tout d'abord, il faut exclure le premier mode d'explication, c'est-à-dire l'idée de l'horreur qu'inspire le vol ou cette idée, qu'un vol ayant été commis, il faut exiger une réparation pour la victime, avant tout

(1) Saleilles, *Op. cit.*

autre intérêt. Car, s'il en était ainsi, l'exception devrait se restreindre au cas de vol. Et puisque l'exception embrasse tous les cas de disparition involontaire, il faut écarter cette première explication.

Passons maintenant au principe du respect de la propriété. L'acquisition de bonne foi de l'art. 932 est une atteinte à la protection de la propriété, et, pour cela, on a voulu limiter cette concession faite pour les exigences du crédit. On a voulu en limiter l'application au cas où le propriétaire commet, sinon une faute, du moins une imprudence. Ce sera le cas où le propriétaire se sera dessaisi lui-même volontairement de la chose pour la confier à un tiers. Dans ce cas, le propriétaire s'est rendu coupable de négligence et d'imprudence pour s'être exposé à voir tromper sa confiance. Au moins a-t-il consenti à courir le risque d'une déposssession définitive, car, même en supposant qu'il ait confié sa chose à l'homme le plus honnête du monde, ce dernier peut mourir, et son héritier, se croyant devenu propriétaire de la chose déposée, peut en disposer.

De plus, nous savons que dans les meubles, la possession est l'apparence et l'affirmation extérieure du droit de propriété ; alors, quand le propriétaire se dessaisit volontairement de sa chose au profit d'un autre, il constitue lui-même, au profit de cette personne, cette apparence du droit. En effet, il coopère,

du fait qu'il donne sa chose à un dépositaire, à la méprise dont le tiers acquéreur est victime (1). Dans ce cas, en comparant les deux intérêts en conflit, celui de l'acquéreur de bonne foi, trompé par la possession de son auteur, doit l'emporter sur celui du propriétaire. De la part du propriétaire il y a une imprudence commise, au moins un risque accepté ; tandis que l'acquéreur de bonne foi n'a rien à se reprocher. Au contraire, dans le cas de vol ou de perte, le propriétaire n'a pas commis une imprudence ni couru un risque, aussi la loi le protège-t-elle.

Mais il faut préciser l'élément essentiel de cette seconde explication et faire prédominer l'idée du risque sur celle de l'imprudence (2).

Lorsqu'on dit que la loi protège le propriétaire, en cas de vol ou de perte, parce que, dans ce cas, on ne peut pas lui imputer l'imprudence ou la négligence, cette explication est insuffisante et même erronée. Le vol ou la perte sont souvent le résultat d'un défaut de vigilance, d'une négligence. Si on s'en tient à l'idée de l'imprudence, il faut donner la préférence à l'acquéreur de bonne foi qui prend la chose d'un voleur ou d'un trouveur, à l'encontre du propriétaire qui n'a pas veillé sur sa chose. Mais nous voyons que la loi donne la préférence au propriétaire dans ce cas.

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 141.

(2) Saleilles, *Op. cit.*, p. 142.

Alors il faut laisser de côté la notion d'imprudence comme mode d'explication, et en revenir à l'idée de risque. Il faut alors dire que quand le propriétaire se dessaisit au profit d'un autre de la possession, laquelle est l'apparence et la garantie publique du droit de propriété, il accepte d'avance le risque d'en subir les conséquences. Et, ainsi, on peut expliquer que la loi protège le propriétaire en cas de vol ou de perte, car il n'a point accepté de risque.

Mais, d'après cette explication, on trouvera bien illogique, de la part du droit allemand, de protéger le propriétaire quand la disparition involontaire a lieu à l'égard de son représentant possesseur. On a vu que lorsqu'un dépositaire commet un abus de confiance, on sacrifie le propriétaire au profit de l'acquéreur de bonne foi, à cause du risque que le propriétaire a dû accepter en se dessaisissant au profit d'un autre. Au contraire, si la chose est volée dans les mains du dépositaire, et acquise ensuite par un acquéreur de bonne foi, on voit que la loi favorise le propriétaire. Et pourtant, dans le deuxième cas aussi bien que dans le premier, le propriétaire a accepté le même risque, à savoir le risque d'une dépossession définitive. S'il devait s'attendre à être la victime d'un abus de confiance, ne devait-il pas à plus forte raison s'attendre à ce que son représentant n'ait pas la même vigilance, à ce qu'il se laisse voler par sa négligence ?

On devrait, d'après l'idée de risque, donner la préférence à l'acquéreur de bonne foi d'une chose volée ou perdue à l'encontre du propriétaire, quand le vol ou la perte a lieu à l'égard du représentant possesseur. L'acquéreur n'est coupable de rien, tandis que le propriétaire, dans ce cas comme dans le cas d'abus de confiance, a accepté un risque. Cependant, on a vu que le droit allemand laisse au propriétaire sa revendication lorsque le vol ou la perte se produit à l'égard de son représentant possesseur.

Alors, il vaut mieux laisser de côté ces raisons subjectives qui sont, en effet, assez équivoques et flottantes, et en revenir au troisième mode d'explication, à savoir l'idée d'un vice objectif. Il ne faut plus se préoccuper de savoir si le propriétaire a accepté un risque ou non, s'il a commis une imprudence ou non ; il suffit qu'un vol ou une disparition involontaire se soit produit pour que la revendication soit conservée. Le vol ou la perte sera un vice objectif attaché à la chose. Qu'ils soient commis à l'égard du propriétaire ou à l'égard de celui qui possède pour lui, c'est la même chose.

Le motif, pour lequel on a fait du vol ou de la perte un obstacle à toute acquisition ultérieure même de bonne foi, est qu'on a voulu faire obstacle à la circulation des choses volées ou perdues, afin d'enle-

ver aux voleurs et aux trouveurs la facilité de faire disparaître le produit du vol ou de la perte.

On croirait qu'on pourrait arriver au même résultat en se montrant plus rigoureux en ce qui touche à la bonne foi. Il faudrait, dirait-on, pour qu'il soit considéré de bonne foi, non seulement que l'acquéreur ignore le défaut de droit de son auteur et qu'il ne soit pas en faute lourde de ne pas l'avoir connu, mais aussi que l'acquéreur ne fût pas en faute de « n'avoir pas soupçonné le vol ou l'irrégularité de la provenance de la chose » (1). Ce serait une question d'appréciation laissée au juge.

Mais on a oublié qu'en matière de vol, ce système de libre appréciation sera dangereux et très favorable aux voleurs. Un voleur qui s'entend avec un tiers pour lui faire passer une chose volée pourrait lui persuader que la preuve de sa mauvaise foi sera impossible à faire ; et ainsi la circulation des choses volées serait facilitée.

Voilà qui disparaîtra, si au lieu d'une appréciation de la bonne foi, la loi frappe d'une interdiction toute acquisition ultérieure au vol. Il n'y aura plus à prouver que le fait de vol ou de perte pour maintenir la revendication. Le tiers acquéreur saura qu'en pareil cas il n'aura aucune chance pour échapper à

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 148.

la revendication du propriétaire, ainsi fera-t-il bien attention quand l'acquisition lui semblera suspecte. Ainsi on empêchera la circulation des choses volées ou perdues.

Voilà les deux tendances ou les deux modes d'explication, l'un est purement subjectif, l'autre purement objectif.

Entre ces deux tendances, le droit allemand semble fondé sur l'idée de l'acceptation des risques, comme on l'a vu. Et, pour concilier l'idée de risques avec la protection offerte au propriétaire, quand le vol a lieu à l'égard de son représentant possesseur, on peut dire qu'il y a pas là risque de toute dépossession définitive. Le propriétaire qui se dessaisit volontairement constitue un titre de légitimation au profit de celui qui traite avec le nouveau possesseur, mais non pas en vue des vols ou des disparitions involontaires qui pourraient survenir entre les mains de ce nouveau possesseur.

*Sous-section 5. — Règles spéciales  
en matière d'argent et de titres au porteur  
et de choses acquises  
par voie d'adjudication publique*

L'art. 935, dans son deuxième alinéa écarte l'application des dispositions admises par le premier alinéa en matière des choses volées ou disparues, lors-

qu'il s'agit d'argent, de titres au porteur ou de choses acquises par voie d'adjudication publique. Dans ces cas, l'intérêt de commerce exige la protection de l'acquéreur de bonne foi (1).

On voit que le droit allemand, qui s'en tient à un système de protection excessive de la propriété, a, dans le deuxième alinéa de l'art. 935, fait prévaloir l'idée de crédit.

Pour l'argent et les titres au porteur, il s'agit de choses qui sont destinées à la circulation publique, et de ce fait, il faut éviter que ceux qui les acquièrent de bonne foi puissent être inquiétés en raison de la provenance irrégulière, à la suite d'un vol ou d'une perte. Si on pouvait contester l'acquisition d'un titre au porteur, ces titres perdraient leur valeur.

La disposition de ce second alinéa s'applique aussi aux billets, marques, tickets ; puisque l'art. 807 les assimile aux titres au porteur.

Pour les choses acquises aux enchères publiques, il y a en pareil cas, une garantie absolue, au profit de l'adjudicataire de bonne foi, et il est impossible qu'il soit évincé après coup.

Ainsi nous en avons fini avec l'étude de l'acquisition de bonne foi.

(1) Planck sur l'art. 935, t. III, p. 190.

## APPENDICE AU CHAPITRE II

### LA PRÉSUMPTION DE PROPRIÉTÉ DE CHEF DE LA POSSESSION DE L'ART. 1006

Il s'agit ici d'un point qui se rapporte à la question de preuve et c'est pour cela que nous nous contenterons de le signaler en passant.

D'après le droit commun, la possession sert à la distribution des rôles en matière de preuve dans une action en revendication. C'est au demandeur à prendre le devant et à prouver qu'il a, non pas forcément la propriété actuelle, mais qu'il l'a eu dans le passé.

D'après cela, sa preuve sera faite, et ce serait au défendeur de prouver que la propriété qui vient d'être démontrée au profit du demandeur, a cessé de lui appartenir ; et en pratique le défendeur, ayant la possession, ne pourra faire cette preuve qu'en établissant, au point de vue positif, que c'est à lui que la chose appartient, fût-ce même uniquement du chef de l'acquisition de bonne foi de l'art. 932 (1).

Tel est le mécanisme d'après le droit commun ; mais l'art. 1006 du Code civil nous apporte une dérogation à cette règle, il nous dit que la possession fait présumer la propriété. Le possesseur sera présumé propriétaire jusqu'à preuve contraire.

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 171.

L'art. 1006 est ainsi conçu : « Celui qui possède une chose mobilière en est présumé propriétaire. Cette présomption, toutefois n'est opposable à un possesseur précédent à qui la chose a été volées, qui l'a perdue ou qui en a été autrement dépossédé, à moins qu'il ne s'agisse d'argent ou de titres au porteur.

« Celui qui a possédé antérieurement est présumé avoir été propriétaire de la chose tant qu'a duré sa possession. En cas de possession médiate, la même présomption profite au possesseur médiat » (1).

Cet article déroge doublement aux principes concernant la charge de la preuve, en faveur du possesseur. En premier lieu il n'a pas besoin de prétendre à l'existence d'un fait déterminé en vertu duquel il a acquis son droit de propriété ; autrement dit, il n'a pas à alléguer de titre. En second lieu, il n'a même pas besoin de prouver que cette acquisition a eu lieu (2).

Comme on l'a dit, cette présomption n'est qu'une présomption simple, elle n'est pas irréfragable. Le demandeur peut repousser la présomption qu'on lui oppose en prouvant que le possesseur actuel n'est pas propriétaire pour défaut de titre ou pour mauvaise foi.

(1) C. civ. all. annoté, *Op. cit.*, t. II, p. 616.

(2) C. civ. all. annoté, *Op. cit.*, t. II, p. 616.

Pour les autres points que l'art. 1006 contient, nous renvoyons à ce que nous avons dit plus haut à l'occasion de l'acquisition de propriété.

---

## CHAPITRE TROISIEME

### L'usucapion des meubles

---

Nous allons étudier maintenant l'usucapion des choses mobilières, puisque cela complète notre étude des articles 932 et suivants sur l'acquisition de la propriété du chef de la possession de bonne foi avec juste titre, et nous verrons tout à l'heure qu'en droit allemand, l'institution de l'usucapion mobilier a pour but de remédier au défaut de titre qui empêche que l'acquéreur de bonne foi acquière la propriété du meuble.

#### SECTION I

##### LES CONDITIONS DE L'USUCAPION

L'art. 937 du Code civil allemand qui parle des conditions requises pour usucaper est ainsi conçu :  
« Celui qui possède en propre une chose mobilière pendant dix ans en acquiert la propriété. »

« L'usucapion n'a pas lieu si l'acquéreur n'est pas de bonne foi au moment où il prend possession de la chose ou s'il apprend par la suite qu'il n'en a pas la propriété » (1).

(1) C. civ. all., traduit et annoté... *Op. cit.*, t. II, p. 552.

D'après cet article, pour acquérir la propriété d'un immeuble sans juste titre il faut trois conditions :

1° En premier lieu, il faut une possession en propre. Ce n'est pas une possession quelconque qu'exige l'art. 937, mais une possession de l'art. 872. Il faut que le possesseur possède la chose comme lui appartenant et se comporte comme un véritable propriétaire. Peu importe que la possession soit médiate ou immédiate, c'est-à-dire qu'il détienne la chose lui-même ou qu'il la laisse entre les mains d'une autre personne en qualité de locataire ou mandataire ; car la possession médiate et immédiate sont équivalentes au point de vue de l'usucapion (2).

2° En second lieu, il faut une possession de dix ans. La preuve de la continuité de la possession pendant cette période est facilitée par l'art. 938. D'après cet article l'usucapant qui a possédé en propre au commencement et à la fin d'une période sera présumé avoir possédé dans l'intervalle au même titre. Et, ainsi le fardeau de la preuve qui incombe à l'usucapant se trouve allégé. Sinon, il lui serait bien difficile de prouver la continuité de sa possession pendant dix ans. Mais cette présomption n'est pas irréfragable. On peut bien prouver le contraire et du

(2) Jourdan *La Prescription*, d'après le code civil allemand, pp. 324-325 et pour la possession médiate et immédiate et en propre, voir ce que nous avons dit avant.

même coup on aura prouvé que la possession en propre a été interrompue (1).

3° En troisième lieu, il faut que le possesseur soit de bonne foi pendant les dix ans. Il faut remarquer d'abord qu'en ce qui concerne la bonne foi, on est plus rigoureux pour l'usucapion que pour l'acquisition de l'art. 932. Pour l'usucapion, on exige la bonne foi pendant toute la période des dix années, tandis que l'art. 932 n'exige la bonne foi qu'au moment de la prise de la possession.

La bonne foi est présumée ; ce n'est pas au possesseur de prouver sa bonne foi, mais c'est au contestant de prouver la mauvaise foi du possesseur, soit au moment de la prise en possession soit ultérieurement (2).

On voit par là que le droit allemand fait de la bonne foi une condition indispensable (*sine qua non*) de l'acquisition de la propriété des meubles. Que le possesseur ait juste titre ou ne l'ait pas, il ne pourra jamais acquérir la propriété d'un meuble s'il n'a pas été de bonne foi. Mais, d'autre part, il faut remarquer qu'après trente ans l'action du propriétaire sera prescrite et le possesseur se trouvera à couvert de toute revendication.

(1) Pour le calcul du délai des dix ans, voir l'art. 187-188 C. civ. all.

(2) C. civ. all. annoté... *Op. cit.*, t. II, p. 554 sous l'art. 937.

Enfin il faut remarquer qu'on peut usucaper les choses perdues, volées ou autrement disparues sans la volonté du propriétaire, et cela fait une des principales occasions de l'application de l'art. 937. On voit, tout de suite que cela va de soi, car d'une part l'art. 935 qui empêche l'acquisition de propriété des choses volées ou disparues, ne parle que de l'acquisition du chef des articles 932, 933, 934, d'autre part, aucun des articles de l'usucapion ne fait allusion à cet article.

Aussi le domaine d'application de l'art. 937 s'étend-il lorsque l'aliénation est nulle.

## SECTION II

### L'INTERRUPTION ET LA SUSPENSION DE L'USUCAPION

#### *Sous-section I. — L'interruption*

Puisque l'usucapion exige la prolongation de la possession durant tout le temps voulu, sans réclamation du propriétaire, il y aura deux sortes d'interruptions ; celle qui résulte de la non-prolongation de la possession et qu'on appelle interruption naturelle, et

celle qui résulte de la réclamation et qu'on appelle interruption civile (1).

a) L'interruption naturelle : C'est l'article 940 qui nous parle de celle-ci, il est ainsi conçu :

« L'usucapion est interrompu par la perte de la possession en propre.

« Cette interruption est non avenue si le possesseur en propre a perdu la possession sans sa volonté et s'il l'a recouvrée dans le délai d'un an, ou par le moyen d'une action intentée durant ce délai. »

La disposition du premier alinéa de cet article est la conséquence de l'art. 937 qui exige la continuité de la possession en propre pendant les dix ans (2). Alors, pour usucaper, il ne faut jamais perdre la possession en propre. On perd la possession en propre, d'après l'art. 856, quand on abandonne son pouvoir de fait sur la chose ou quand on le perd de toute autre manière, c'est-à-dire sans en avoir la volonté. On perd aussi la possession en propre par l'abandon de la volonté nécessaire pour qu'il y ait possession en propre (3).

Mais il faut bien remarquer que si l'usucapant a été dessaisi malgré lui, il pourra éviter ce résultat de

(1) Ce sont les interruptions naturelle et civile des articles 2242 et suiv. du C. civ. français.

(3) Voir ce que nous avons dit de la possession en propre.

l'interruption, à condition qu'il recouvre la chose dans le délai d'un an à compter du dessaisissement ou à une date quelconque, pourvu que cela soit par le moyen d'une action introduite dans ce but durant ce délai. Le deuxième alinéa de l'art. 940 nous enseigne que dans ces circonstances l'interruption sera non avenue.

b) L'interruption civile : l'art. 941 qui nous parle de l'interruption civile porte que « L'usucapion est interrompue lorsque l'action en revendication de la propriété est intentée contre celui qui possède en propre, ou, dans le cas où la chose est l'objet d'une possession médiate, contre le possesseur qui tient son droit de posséder du possesseur en propre ; toutefois l'interruption n'a lieu qu'au profit de celui de qui elle procède. Sont applicables les dispositions des articles 209 à 212, 216, 219, 220 sur la prescription » (1).

D'après ce texte, on peut dire que tous les actes par lesquels le propriétaire d'un meuble interromprait la prescription de l'action dont il dispose contre le possesseur de son meuble, interrompraient aussi l'usucapion qui court au profit du même possesseur.

Nous faisons remarquer que l'interruption civile,

(1) Toutes les dispositions qui régissent l'usucapion des meubles sont applicables à l'usucapion de l'usufruit mobilier, mais cela ne nous intéresse pas ici.

à la différence de l'interruption naturelle de l'art. 940 est relative et ne profite qu'à celui qui fait l'acte qui entraîne l'interruption.

Cela est expressement formulé par l'art. 941 (2).

Effets de l'interruption : Qu'elle soit naturelle ou civile l'interruption de l'usucapion produit selon le droit allemand les mêmes effets qu'en droit français. D'après l'art. 942 du Code civil allemand, lorsque l'usucapion est interrompue, le temps écoulé jusqu'à la survenance de l'interruption ne compte pas ; il devient indifférent.

Un nouveau délai utile ne pourra commencer à courir que quand l'interruption aura pris fin.

#### *Sous-section 2. — La suspension*

L'art. 939 porte que : « L'usucapion ne peut pas commencer et, quand elle a commencé, elle ne peut continuer à courir tant que la prescription du droit à la propriété est suspendue ou que les dispositions des articles 206 et 207 l'empêche à s'accomplir ».

Le propriétaire d'un meuble, ne pouvant protéger son droit qu'en intentant une action, il est compréhensible que l'usucapion de son droit sera suspendue toutes les fois que l'action qu'il a contre le posses-

(2) Lire les art. 209 à 212, 216, 219, 220 ; ce n'est pas la peine d'en faire le commentaire.

seur est suspendue. On voit que la suspension se justifie par des considérations d'équité.

D'après l'art. 939, les cas qui empêchent l'usucapion de commencer ou de continuer si elle a déjà commencé sont de deux sortes :

1° En premier lieu il nous indique les cas dans lesquels la prescription du droit à la propriété est suspendue. Mais il faut éliminer de ces cas celui dans lequel une exception dilatoire existe, « car un possesseur qui n'a que provisoirement le droit de se refuser à la restitution de la chose ne peut pas être de bonne foi, de sorte que l'usucapion lui est rendue impossible ; ce n'est pas donc un cas d'usucapion » (1). Les cas qui interviennent ici sont :

a) Le cas où un rapport de famille existe entre le propriétaire et l'usucapant. « La prescription des prétentions existant entre époux est suspendue tant que dure le mariage. Il en est de même de prétentions entre parents et enfants pendant la minorité des enfants et des prétentions entre tuteur et pupille pendant la durée du rapport de tutelle » (art. 204, Code civil allemand). Dans tous ces cas la prescription du droit à la propriété est suspendue et, par conséquent, l'usucapion également.

Mais il faut remarquer que si le mariage est plus

(1) C. civ. all., traduit et comm... *Op. cit.*, t. II, p. 555.

tard déclaré nul, la suspension sera censé n'avoir jamais eu lieu, car lorsque le mariage est déclaré nul, il l'est rétroactivement (1).

Les parents dont il est question dans l'art. 204, sont le père et la mère, qu'ils exercent ou non la puissance paternelle (2).

Faisons une dernière remarque à propos de ce texte, il faut assimiler au tuteur le subrogé tuteur, le curateur et le conseil donné à la mère quand elle est tutrice.

b) D'après les art. 203 et 939, lorsque, par suite d'une force majeure, suspension du cours de la justice ou autre, le propriétaire ne peut pas agir, l'usucapion est suspendue, pourvu que l'obstacle survienne pendant les six derniers mois du délai de l'usucapion.

2° En second lieu il y a des circonstances qui empêchent l'accomplissement de l'usucapion. Ce sont les cas prévus par les articles 206 et 207.

« Lorsqu'un incapable d'exercice de ses droits ou une personne de capacité restreinte est sans représentant légal, la prescription qui court contre elle ne peut pas s'accomplir avant qu'un délai de six mois ne soit écoulé depuis le moment où cette personne a

(1) Art. 1343 C. C. all.

(2) Jourdan, *Op. cit.*, p. 253.

acquis la pleine capacité ou le moment auquel cesse le défaut de représentation.

« Si le délai de prescription est inférieur à six mois, la période de temps établie pour pouvoir prescrire est substituée au délai de six mois (3).

« Ces règles ne reçoivent pas application lorsqu'il s'agit d'une personne de capacité restreinte, qui soit capable d'agir en justice » (art. 206).

« La prescription d'une prétention qui appartient à une succession ou qui existe contre une succession ne peut pas s'accomplir avant qu'un délai de six mois ne soit écoulé depuis le moment où l'hérédité a été acceptée par l'héritier, ou le moment où une procédure de faillite s'est ouverte par rapport à la succession, ou celui à partir duquel il a été possible de faire valoir la prétention par ou contre un représentant. Si le délai de prescription est inférieur à six mois, la période de temps établie pour pouvoir prescrire est substituée au délai de six mois » (207).

Ces deux textes n'exigent aucun commentaire. Effets de la suspension : la suspension aura pour effet que le laps de temps pendant lequel la cause de la suspension aura existé, ne comptera pas dans le calcul du délai de l'usucapion, et, dans le cas des articles 206 et 207, on a vu qu'il faut six mois après la

(3) Ce paragraphe ne nous intéresse pas ici.

disparition de la cause de la suspension pour que l'usucapion soit parfaite. L'art. 939 nous dit aussi qu'elle ne peut pas commencer avec toutes ces circonstances.

---

## CHAPITRE QUATRIEME

### La revendication de possession

---

Ayant ainsi étudié la revendication de propriété des meubles et ses conditions, nous allons maintenant passer à l'étude d'une action en revendication de possession, spéciale au droit allemand et intentée seulement du chef de la possession. On verra dans quelle mesure cette action pourvoit aux lacunes que la revendication de propriété laisse.

### SECTION I

#### LA REVENDICATION DE POSSESSION EN FACE DE LA REVENDICATION DE PROPRIÉTÉ ET DES ACTIONS POSSESSOIRES

Ce que nous allons rechercher maintenant, c'est l'intérêt qu'il y a à créer une action en revendication de possession lorsqu'on a déjà les actions possessoires et la revendication de propriété.

D'abord, l'action nouvelle profite aux possesseurs pour autrui comme les dépositaires, mandataires, locataires, etc... Il est vrai que le droit allemand, sur

le seul fondement de la possession, leur a donné les actions possessoires, non seulement contre les tiers, mais aussi contre le propriétaire qui se serait rendu coupable de voies de fait illicites. Mais il y a des cas dans lesquels la possession actuelle ne serait entachée d'aucun vice, alors qu'au point de vue de l'équité le possesseur actuel doit restituer la chose à l'ancien possesseur dont le droit est préférable. Dans ces cas, les actions possessoires se trouvent insuffisantes, ce serait dès lors l'action en revendication de possession qui viendrait en aide au possesseur d'autrui.

Supposons par exemple un locataire qui avait donné la chose même à bail. Le sous-locataire vend la chose à un autre qui connaissait le défaut de droit de son auteur. Cet acquéreur est de mauvaise foi, et le propriétaire peut triompher contre lui dans une action en revendication de propriété. Mais si on suppose que c'est le locataire qui veut revendiquer, il ne pourra pas agir du chef de la propriété. S'il le faisait, il serait débouté, l'acquéreur même de mauvaise foi, lui objecterait qu'il n'a jamais été propriétaire et par conséquent que son action n'est pas fondée. Le locataire ne pourrait pas se servir non plus des actions possessoires, puisque la possession actuelle n'est pas vicieuse, malgré la mauvaise foi de l'acquéreur. Mais l'équité exige que cet acquéreur complice en abus de confiance, restitue la chose au locataire. Il

faudra donc que le locataire puisse agir uniquement du chef de sa possession (1).

On aurait pu admettre à l'endroit de ces possesseurs pour autrui le moyen que la jurisprudence française emploie quelquefois. Ce moyen consiste à donner à ces possesseurs pour autrui la faveur de pouvoir revendiquer, en se prévalant de la présomption de propriété dont bénéficient leurs auteurs. Ainsi on aurait mis à leur disposition la revendication de propriété et les présomptions qui facilitent la preuve (2).

Mais le droit allemand a trouvé ce procédé insuffisant et a admis qu'on ne peut pas se passer avec cela d'une action du chef de la possession. Car il y a d'autres cas dans lesquels la revendication de possession doit servir même à celui qui possède à titre de propriétaire, et dans lesquels cependant il est équitable d'admettre la restitution contre l'acquéreur, même de bonne foi. La revendication de propriété est insuffisante, alors il faut trouver une action qui ne mettra plus en jeu la propriété et qui sera uniquement du chef de la possession.

Supposons, par exemple, qu'un acquéreur de bonne foi ait acquis une chose volée. Il n'en est pas devenu propriétaire ; mais il possède seulement à titre de propriétaire, car il est de bonne foi et se croit proprié-

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 276.

(2) Saleilles, *Op. cit.*, p. 334.

taire. Supposons que cet acquéreur à son tour soit volé et qu'il retrouve sa chose chez un acquéreur de bonne foi et qu'il veuille la revendiquer. Supposons qu'il n'ait à sa disposition que la revendication de propriété et voyons comment les choses se passeraient. Le revendiquant invoquerait la présomption de l'art. 1006 et se dirait propriétaire. Il est vrai que le défendeur ne peut pas lui répondre que la présomption de l'art. 1006 est écartée, puisque la chose a été antérieurement volée. D'après l'art. 1006 la présomption de propriété n'est pas opposable contre celui qui a été victime du vol ou de la disparition involontaire, donc elle est opposable contre toute autre personne. Le vice du vol ou de la perte est relatif et malgré lui, la présomption de propriété persiste contre les personnes qui n'ont pas été victimes du vol ou de la perte.

Mais si la présomption persiste, elle n'est pas irréfragable.

Le défendeur peut, sur le terrain de l'art. 935 prouver que le demandeur n'est pas propriétaire, en prouvant qu'avant l'entrée du demandeur en possession il y avait eu un propriétaire ou même un possesseur, victime de vol ou de perte, et que ce fait suffit pour écarter toute acquisition ultérieure de bonne foi du droit de propriété (1).

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 335.

Le demandeur, ne pouvant pas se dire propriétaire échouera dans l'action en revendication de propriété. C'est l'action en revendication de possession, action réelle, qui le favorisera.

Il y a aussi des cas dans lesquels le propriétaire qui a perdu son droit de propriété, sera digne de faveur à l'encontre d'un possesseur de mauvaise foi. Sur le terrain de la revendication de propriété, ce propriétaire échouera, alors c'est la revendication de possession qui lui vient en aide.

Supposons un propriétaire qui ait donné sa chose à un dépositaire et que ce dépositaire l'ait vendue à un acquéreur de bonne foi. Celui-ci est devenu propriétaire du chef de l'art. 932, le propriétaire ancien est déchu de son droit de propriété. Supposons que le nouvel acquéreur donne, à son tour, la chose à un dépositaire et que celui-ci la vende à une personne de mauvaise foi. Si l'acquéreur intermédiaire agit du chef de propriété, il réussira sûrement contre le dernier acquéreur de mauvaise foi. Mais si le propriétaire d'origine voulait agir sur le terrain de la revendication de propriété, son adversaire lui opposerait qu'il a cessé d'être propriétaire et que, par conséquent, son action manque de fondement. Mais comme on le verra, sur le fondement de la possession, le propriétaire déchu de sa propriété, pourra revendiquer du chef de sa possession en invoquant la mauvaise foi du demandeur.

Dans tous les exemples que nous avons donnés, le demandeur se trouverait sacrifié sur le terrain de la revendication de propriété, c'est la revendication de possession qui lui vient en aide. La revendication de possession fournit donc un moyen de recouvrement de la chose, quand la revendication de propriété fait défaut à cause de l'impossibilité de la preuve de la propriété, et quand, en même temps, il n'y a pas d'action possessoire, alors qu'au point de vue de l'équité, la possession du demandeur sera préférable à celui du défendeur possesseur actuel (1).

Il s'agit de hiérarchiser les possessions comme on le verra bientôt.

Par ce petit exposé nous pensons avoir éclairé le rôle de l'action en revendication de possession à côté des actions possessoires et de l'action en revendication de propriété, et on le comprendra mieux quand nous aurons achevé cette étude.

## SECTION II

LE CARACTÈRE DE L'ACTION EN REVENDICATION DE POSSESSION ET LES POSSESSEURS AUXQUELS APPARTIENT CETTE ACTION.

On voit par tout ce qui précède que cette action en revendication est attachée au seul fait de la possession

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 275 et suiv.

indépendamment de toute présomption de propriété et sans qu'il y ait à prouver l'existence d'un droit de propriété. Il n'est pas besoin non plus de faire la preuve d'une voie de fait illicite justifiant l'exercice d'une action possessoire.

Il résulte de tout cela que l'action en revendication de possession est une action réelle, et comme telle, elle se distingue des actions possessoires proprement dites à deux points de vue. D'une part, comme toutes les actions réelles, elle sera donnée contre quiconque aura la chose en main. Elle sera intentée aussi du chef de la possession perdue seulement et non pas à raison d'un fait imputable au tiers comme, par exemple, un trouble possessoire. C'est la possession en tant que possession, qui engendre, par le seul fait d'une perte involontaire comme on le verra, une action en revendication de possession opposable à tout possesseur actuel sous certaines conditions et distinctions qu'on va étudier et préciser (1). D'autre part, il s'agit d'une action fondée sur un droit, une véritable action pétitoire, et, par conséquent, bien que le demandeur agisse sur le fondement de la possession et non pas du chef de la propriété, le défenseur pourra lui opposer, « à titre de moyen de défense, et sous certaines conditions tout au moins, toutes les exceptions tirées

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 286.

du fond du droit et, avant tout, celles qui seraient tirées de son propre droit à la possession ou même de son droit à la propriété (1).

Il faut bien remarquer que le droit de la possession, tiré de la seule possession, n'équivaut pas à un droit à la possession. Le droit à la possession est au-dessus du droit de possession et l'emporte sur lui (2).

Pour cela, il faut établir une sorte de classement de préférence entre les possessions qui nous permet de trancher la question entre une ancienne possession et une nouvelle. En d'autres termes, il a fallu, pour donner toute son utilité à cette action en revendication de possession, hiérarchiser la valeur juridique des différentes possessions et donner le pas à la possession préférable. Il fallait établir une comparaison entre les deux situations possessoires, celle du demandeur, et celle du défendeur, et, par conséquent, établir non seulement un droit de la possession, mais un droit préférable de possession, ou pour mieux dire, un droit à la possession (3).

Enfin, nous faisons remarquer que cette idée de la hiérarchie des possessions vient des conceptions du Moyen Age de la relativité comparative du droit réel

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 280.

(2) Voir ce que nous avons dit à ce sujet en parlant de la possession en

(3) Saleilles, *Op. cit.*, p. 281.

et celles-ci remontent au droit romain et son action publicienne.

Arrivons-en maintenant à préciser les possesseurs auxquels appartient cette action, autrement dit à déterminer quelle est la possession qui offre le droit à l'action en revendication de possession. C'est un point capital dans la matière, car il prouve l'utilité de la revendication de possession en face de la revendication de propriété.

Toute possession sans distinction, médiate ou immédiate, pour autrui ou en propre, donne droit à la revendication de possession. Cette action est un moyen de protection de la possession en général. Au point de vue de l'ancien possesseur, celui qui a perdu sa possession, l'action en revendication de possession a la même généralité d'application que les actions possessoires proprement dites.

Mais quand il s'agit des possesseurs actuels, son champ d'application est plus large, elle atteint les tiers acquéreurs contre lesquels les actions possessoires se trouvent impuissantes. Par exemple, les acquéreurs qui ne sont ni auteurs ni complices d'un trouble possessoire. C'est le cas lorsqu'il s'agit d'un acquéreur de bonne foi d'une chose volée. Contre cet acquéreur, l'ancien possesseur dépouillé se trouvera impuissant du chef des actions possessoires ; mais, avec l'action

en revendication de possession, il pourra se faire restituer la chose.

Cette action est faite aussi pour atteindre les acquéreurs de mauvaise foi qui ne rentrent pas sous la définition de l'art. 858, et, par conséquent, échappent aux actions possessoires. A la fin du deuxième alinéa de cet article, on trouve la définition de la mauvaise foi, quand il s'agit des actions possessoires. Il y est dit que « La possession obtenue par voie de fait illicite est viciuse. Le successeur dans la possession peut se voir opposer le vice, lorsqu'il est l'héritier du possesseur, ou lorsqu'il a connu, lors de son acquisition, le vice, la possession de son auteur » (1).

Alors, celui dont l'auteur avait une possession viciuse, s'il ignore le vice, tout en sachant que son auteur n'était pas propriétaire, est de mauvaise foi, sans rentrer sous la définition de l'art. 858 (2). Par conséquent, il échappe aux actions possessoires. Contre lui, l'ancien possesseur, injustement dépouillé, aurait été réduit à la revendication de propriété. Mais cet ancien possesseur pouvait être possesseur non-propriétaire et, pour cela, il a fallu lui donner la revendication de possession.

(1) C. civ. all. annoté et traduit, *Op cit.*, t. II, p. 445.

(2) On verra tout à l'heure la notion de la mauvaise foi dans la revend. de possession.

On voit que c'est pour suppléer à l'action en revendication de propriété que la revendication de possession a été créée.

### SECTION III

#### LES DEUX HYPOTHÈSES DE LA REVENDICATION DE POSSESSION

L'art 1.007 qui nous parle de la revendication de possession est ainsi conçu :

« Celui qui a eu en sa possession une chose mobilière peut en demander la restitution au possesseur actuel, lorsque ce dernier n'était pas de bonne foi lors de son entrée en possession.

« Si la chose lui a été volée, s'il l'a perdue, ou en a été autrement dépossédé, il peut la redemander même à celui qui en a acquis la possession de bonne foi, à moins que ce dernier n'en soit propriétaire ou n'en ait été lui-même dépossédé avant que le ci-devant possesseur fût entré en possession. La présente disposition ne s'applique pas à l'argent ni aux titres au porteur.

« L'action ne peut être exercée lorsque le ci-devant possesseur n'était pas de bonne foi lors de son entrée en possession ou lorsqu'il a abandonné la possession.

Au surplus, il y a lieu d'appliquer les dispositions des articles 986 à 1.003 » (1).

L'art. 1.007 nous présente la revendication de possession sous deux aspects, suivant qu'elle s'appuie sur la mauvaise foi ou sur la perte involontaire. Dans le premier cas, le demandeur aura à prouver la mauvaise foi du défendeur ; dans le deuxième, il aura à prouver la perte involontaire dont il a été victime.

A première vue, les deux hypothèses semblent bien différentes quand on dit : il y a une double revendication de possession, l'une du chef de la mauvaise foi du possesseur actuel et l'autre du chef de la perte involontaire. Quand on finit de lire le premier et le second alinéa de l'art. 1007, on peut conclure, qu'en ce qui concerne l'hypothèse de la mauvaise foi du possesseur actuel, une fois que la mauvaise foi sera établie, la revendication de possession sera sûr de triompher, même si le dessaisissement n'était pas involontaire. Par exemple, un possesseur qui, pris de doute au sujet de ses droits sur une chose, en abandonne volontairement la possession.

Une autre personne s'en empare sachant qu'il s'agit d'une chose qui ne lui appartient pas et, par

(1) Cette traduction se trouve dans le C. civ. allem. traduit et annoté, *Op. cit.*, t. II, p. 617-618. Le sens du mot « déposséder » dans le deuxième alinéa est « enlever par disparition involontaire » et c'est ainsi que cet alinéa est traduit par M. Soleilles. *Op. cit.*, p. 298.

conséquent, cette personne a été de mauvaise foi lors de son entrée en possession. Il semblerait que l'ancien possesseur, qui avait abandonné la possession de la chose volontairement, pourrait revendiquer la chose contre l'acquéreur de mauvaise foi s'il en faisait la preuve.

Mais ce serait inexact ; c'est la fausse apparence du texte qui nous induit en erreur. Il est vrai que le premier alinéa de l'art. 1007 ne vise qu'une seule condition pour que la revendication de possession triomphe, à savoir la mauvaise foi du possesseur actuel. Mais cela est modifié par la disposition du dernier alinéa. Cet alinéa parle des exceptions opposables par le défendeur, qu'il soit de bonne ou de mauvaise foi. Une de ces exceptions est l'abandon. Le défendeur, même de mauvaise foi, est autorisé à établir que l'ancien possesseur a abandonné la chose donc qu'il y a eu, de sa part, perte volontaire. Si le possesseur actuel, même de mauvaise foi, fait cette preuve, il gardera sa possession et l'ancien possesseur revendiquant échouera dans sa revendication. Donc, l'ancien possesseur revendiquant ne pourra réussir que lorsqu'il y a perte involontaire, même contre un possesseur de mauvaise foi. Il s'ensuit que, même dans le cas de mauvaise foi du premier alinéa, il faut encore la perte involontaire pour que la revendication de possession réussisse. La seule consé-

quence de la mauvaise foi sera l'interversion de preuve. Il résulte de tout cela que, la revendication de possession, dans les deux cas, a comme condition fondamentale, la perte involontaire.

Comment donc comprendre la rédaction de l'article 1007 ? et pourquoi cette opposition, au moins apparente, entre deux cas : le cas de mauvaise foi et celui de perte involontaire, alors que la perte involontaire est une condition commune à l'un et à l'autre ?

La clé de l'énigme est de savoir qu'on a voulu résoudre la question de preuve et celle des conditions de fond en même temps. L'art. 1007 distingue deux hypothèses parce que, dans la première ce n'est pas au demandeur de faire la preuve de la perte involontaire, il n'a qu'à prouver la mauvaise foi de l'acquéreur. Seulement l'acquéreur dont on a prouvé la mauvaise foi peut faire la preuve qu'il y a eu abandon de la part du demandeur ce qui revient à dire que le demandeur n'a pas perdu la possession contre sa volonté ; et s'il réussit à l'établir, il gardera la possession et le demandeur échouera. C'est dans la deuxième hypothèse que la preuve de la perte involontaire incombe à la charge du demandeur, lorsqu'il lui sera impossible de prouver la mauvaise foi de l'acquéreur. On voit par là que la perte involontaire est condition fondamentale dans les deux hypo

thèses, seulement la preuve de cette condition se fait différemment dans les deux cas, il y a une intervention des rôles en ce qui concerne la charge de la preuve.

Il y a encore, paraît-il, une autre raison très importante de distinguer entre ces deux hypothèses. Cette raison consiste en ce que la notion de perte involontaire n'est pas la même dans les deux hypothèses. Cette notion varie suivant que la perte involontaire n'est pas la même dans les deux hypothèses. Cette notion varie suivant que la perte involontaire est exigée comme preuve directe ou qu'elle intervient sous la forme d'exception. Dans le premier cas; à savoir quand il s'agit de preuve directe, l'art. 1.007 parle de la perte involontaire proprement dite et prévoit tous les cas de l'art. 935 (1). Il s'ensuit que dès qu'il y a eu une livraison volontaire de la part du revendiquant, la revendication sera impossible puisque il n'y aura pas perte involontaire. C'est, par exemple le cas d'un abus de confiance, car celui-ci suppose une livraison volontaire.

Au contraire, dans le deuxième cas quand il s'agit de l'exception de l'abandon mise à la disposition du défendeur, ce ne sera plus la même chose. On parle de l'abandon proprement dit, c'est-à-dire du cas dans lequel on renonce définitivement à ses droits sur la

(1) Voir ce que nous avons dit sur l'art. 935 supra.

chose, c'est le cas d'une livraison faite après une vente ou une donation, ou le cas de l'abandon unilatéral que les Romains appelaient *direlictio*. Tous ces cas sont des cas de dessaisissement volontaire, mais il y a des cas de dessaisissement volontaire sans qu'il y ait abandon. On peut remettre une chose avec l'intention d'en recouvrer la possession, dans ce cas on ne l'abandonne pas (1). Mais il semble, d'après le dernier alinéa que tout ce qui ne sera pas abandon au sens strict, sera perte involontaire. Cette perte évidemment dépasse les cadres de l'art. 935. Par conséquent, la perte de la possession médiate par l'abus de confiance d'un dépositaire sera une perte involontaire justifiant la revendication contre l'acquéreur de mauvaise foi. Au contraire, à l'encontre de l'acquéreur de bonne foi, il n'y aura pas perte involontaire dans le cas d'abus de confiance (2).

Vu cette distinction, il n'y aura point à reprocher, à la formule de l'art. 1007, d'avoir distingué deux hypothèses. On trouve réellement qu'il y a deux cas différents : celui de la mauvaise foi et celui de la perte involontaire. On a vu que, dans le cas de mauvaise foi, il arrive que la revendication triomphe

(1) Et même en droit allemand il y a maintien de la possession médiate dans ce cas.

(2) On comprendra mieux tout cela quand nous étudierons l'abandon ; sur tous ces points voir Saleilles, 287 et suiv.

alors qu'il n'y a pas eu perte involontaire au sens de l'art. 935, par exemple dans le cas d'abus de confiance. Au contraire, à l'encontre du possesseur de bonne foi, cela sera impossible, il faut une perte involontaire de l'art. 935.

Enfin on peut dire, même en laissant de côté toute question de preuve, qu'il y a deux cas de revendication de possession bien différents du point de vue des conditions fondamentales.

Nous allons les examiner séparément.

## SECTION IV

### LA REVENDICATION

#### CONTRE LE POSSESSEUR DE MAUVAISE FOI

Nous commençons par l'étude de la première hypothèse visée par le premier alinéa, la revendication de possession contre un possesseur de mauvaise foi. Dans ce cas, comme on l'a déjà vu, le revendiquant n'a à prouver, outre son ancienne possession, que la mauvaise foi du possesseur actuel. Quand la mauvaise foi sera établie, ce sera au défendeur, sous forme d'exception, à démontrer que le demandeur lui-même avait abandonné la possession qu'il réclame. Si le défendeur réussit à prouver cet abandon, le demandeur échouera, il ne pourra pas se prévaloir d'une

possession qu'il avait consenti à abandonner (1). On voit que la perte involontaire est toujours une condition exigée pour la revendication de possession. Mais la perte involontaire ici n'est pas prise dans le même sens de l'art. 935 que dans l'autre hypothèse, quand l'action est intentée contre un possesseur de bonne foi.

Nous allons développer ces idées un peu plus loin, en traitant de l'exception de l'abandon.

Montrons d'abord qu'est la mauvaise foi que le demandeur doit prouver, et, dans quel sens elle est prise dans l'art. 1.007.

*Sous-section 1. — La mauvaise foi  
dans l'art. 1007*

L'art. 1007 est vague à ce point de vue, mais il est certain que la mauvaise foi au sens de l'art. 1007 ne saurait se restreindre à la définition étroite de l'art. 932 » (2).

D'après l'art. 932, ne pas avoir bonne foi, c'est connaître le défaut de droit de son auteur ou l'ignorer quand l'ignorance provient d'une faute lourde (3). Pour la revendication de possession cette définition devient tout à fait insuffisante.

(1) Saleilles, *Op. cit.*, 305.

(2) Saleilles, *Op. cit.*, 317.

(3) Voir ce que nous avons dit *supra*.

La revendication de possession a été introduite pour atteindre les possesseurs qui sont de mauvaise foi, tout en prenant la possession avec la croyance qu'ils ont affaire avec le propriétaire. Prenons l'exemple du voleur qui vole la chose à un acquéreur qui en est devenu propriétaire du chef de l'art. 932. Supposons que ce n'est pas ce dernier qui revendique contre le voleur ; mais que c'est l'ancien propriétaire déchu de son droit de propriété. A l'encontre de cet ancien propriétaire, le voleur n'est coupable d'aucune fraude car il n'a jamais voulu porter atteinte à ses droits.

Sur le terrain de la revendication de propriété, l'ancien propriétaire ne pouvant pas se dire propriétaire, ne pourra pas revendiquer. Mais sur le terrain de la revendication de possession, et tant qu'il n'y a pas eu abandon de la part du propriétaire, celui-ci déchu de son droit de propriété, pourra atteindre les voleurs subséquents, invoquant son ancienne possession et leur mauvaise foi, même si les victimes immédiates ou directes ne font pas valoir leurs droits. On voit par là qu'on peut, sur la revendication de possession, faire état d'une mauvaise foi qui n'ait visé ni directement ni indirectement celui qui revendique (1).

Par conséquent, on ne peut se contenter de la défi-

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 312.

nition de l'art. 932, à savoir qu'il faut, pour être de mauvaise foi, avoir su ou dû savoir que celui de qui on tient la chose n'en était pas propriétaire. Dans l'exemple on a bien vu que le voleur savait qu'il avait affaire au propriétaire ; c'est le procédé d'acquisition lui-même qui était irrégulier. « Il faut donc définir la mauvaise foi en fonction de la forme même d'acquisition et de son irrégularité, plutôt que par rapport à son contenu et à l'absence de droit chez celui à la possession duquel on succède » (2). Tout à l'heure on verra comment définir la mauvaise foi au sens de l'art. 1007.

Maintenant, il y a une autre question à résoudre tout d'abord, que soulève le laconisme apparent du texte.

L'art. 1007 nous parle de l'acquéreur qui n'était pas de bonne foi, et ne dit pas expressément, comme l'art. 932, qu'il faut assimiler à celui qui a eu connaissance de l'irrégularité de son acquisition, la personne qui aurait dû avoir connaissance, autrement dit, la personne qui ignore quand son ignorance est imputable à une faute grossière. Mais il a été entendu que l'art. 932 contenait à ce point de vue, une des caractéristiques légales de la mauvaise foi. Sans doute, l'art. 932 n'a pas entendu indiquer une fois pour

(2) Saleilles, *Op. cit.*, p. 312.

toutes ce qu'il fallait avoir su pour être de mauvaise foi, car l'objet de la connaissance constitutive de la mauvaise foi varie suivant les hypothèses dans lesquelles il y a lieu de tenir compte de la bonne ou de la mauvaise foi. Mais cet objet de connaissance personnelle varie ; ce qui ne varie pas, c'est l'assimilation faite par la loi entre la connaissance positive et le défaut de cette connaissance quand il est imputable à une faute lourde (1). Voilà comment l'art. 932 a posé l'une des caractéristiques légales de la bonne foi. Dans tous les cas où la loi ne dit pas le contraire, pour être de bonne foi, il ne suffit pas d'avoir ignoré le fait, mais il faut encore que cette ignorance ne soit pas imputable à une faute lourde. Et la loi ne dit rien à cet égard dans l'art. 1007, alors il faut assimiler dans cet article la connaissance et le défaut de connaissance qui provient d'une faute lourde (2). Cette assimilation a même été expressément admise par la deuxième commission (3).

Passons maintenant à la question la plus importante, à savoir la question de savoir quel est le fait qu'il faut avoir su ou dû savoir pour être de mauvaise

(1) Voir Gierke-Fehrnisbesitz, p. 51.

(2) Planck. *Op. cit.*, t. III, sur l'art. 1007, p. 282.

(3) Cette assimilation a été admise aussi pour toutes les dispositions relatives à la possession mobilière dans lesquelles il est question de bonne foi.

foi. On a vu que, dans la revendication de propriété, ce fait est le défaut de droit chez l'aliénateur. L'acquéreur est de mauvaise foi lorsqu'il sait ou lorsqu'il aurait dû savoir qu'il acquiert d'un non-propriétaire. Pour la revendication de possession, l'art. 1007 est muet à cet égard, et on a vu au commencement de cette sous-section qu'on ne peut pas se contenter de la définition de l'art. 932 sur ce point. Si l'art. 932 est insuffisant, il faut consulter les autres textes, dans cette matière de possession mobilière, qui font allusion à la mauvaise foi.

On trouve bien l'art. 937 et l'art. 990. Dans la fin de chacun de ces deux textes, on prévoit le cas où le possesseur, qui a été de bonne foi lors de son entrée en possession, cesse de l'être après coup ; on nous dit aussi ce qu'il faut qu'il ait appris ultérieurement pour devenir de mauvaise foi. Et ce qu'il faut apprendre ultérieurement pour devenir de mauvaise foi, sera ce qu'il fallait connaître initialement pour être de mauvaise foi dès l'origine. L'art. 937 parle de celui qui apprend au cours de l'usucapion qu'il n'est pas devenu propriétaire. D'après cet article, l'objet de la connaissance constitutive de la mauvaise foi sera le fait qu'il n'est pas devenu propriétaire. L'art. 990 nous parle de celui qui a appris qu'il n'a pas droit à la possession. L'art. 937 vise tout à la fois le défaut du droit de l'aliénation et l'irrégularité

de l'acquisition, mais l'art. 990 est plus extensif et va encore plus loin, il nous parle de l'absence de tout droit à la possession.

L'art. 1007 n'a pas donné une définition de ce genre, car en cette matière la mauvaise foi ultérieure n'entre pas en compte. Dans la revendication de possession comme pour la revendication de propriété, celui qui a été de bonne foi quand il a acquis la chose est toujours considéré comme de bonne foi, même s'il connaît après coup le fait qu'il faut connaître pour être de mauvaise foi.

Mais les commentateurs n'ont pas hésité à admettre dans cette matière la définition très large de l'art. 990 à raison de l'analogie et la similitude des formules juridiques des deux textes (1). « Dans les deux cas, il est question de possesseur de mauvaise foi par rapport à ses obligations de restitution à l'égard de celui qui revendique » (2).

D'après l'art. 990 comme on l'a vu, est de mauvaise foi celui qui sait qu'il n'a pas droit à la possession. Voilà la définition qu'on va appliquer quand il s'agit de revendication de possession. On voit bien que cette définition s'appliquera à l'hypothèse du voleur qu'on a donnée tout à l'heure.

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 323. Gierke-Fahnisbesitz, p. 51.

(2) Saleilles, *Op. cit.*, p. 323.

L'ancien propriétaire déchu de son droit de propriété et qui revendique du chef de son ancienne possession pourra prouver que le possesseur actuel (le voleur) est de mauvaise foi puisqu'il savait qu'il n'a pas droit à la possession. Mais dans cet exemple, la définition de l'art. 937 aurait pu suffire. Nous donnerons une autre exemple pour éclairer la question.

Supposons un propriétaire qui cède la jouissance de sa chose à un locataire. Par là le propriétaire ne sera pas autorisé à garder la possession aux dépens du locataire. Si le propriétaire a un droit à la possession à l'égard des tiers, il ne l'a pas à l'égard du locataire.

Si le locataire perd la possession ou si celle-ci lui est enlevée par abus de confiance d'un sous-locataire par exemple, et que la chose revienne aux mains du propriétaire ; celui-ci serait un possesseur de mauvaise foi au sens de l'art. 1007. Il savait qu'il n'avait pas droit à la possession (vis-à-vis du locataire bien entendu (1)).

Ici la définition de l'art. 937 ne suffit pas.

Mais les choses se compliquent quand le défaut de droit à la possession est relative, quand il existe seulement à l'égard de l'un et non à l'égard des

(1) Planck, *Op. cit.*, sur l'art. 1.007.

autres. Supposons le cas d'un acquéreur de bonne foi d'une chose volée. Il n'en devient pas propriétaire. Supposons que cet acquéreur soit dépouillé par abus de confiance d'un dépositaire, par exemple, au profit d'un autre acquéreur de bonne foi. On voit bien que le premier acquéreur, victime d'abus de confiance, ne peut pas revendiquer contre le deuxième ni du chef de la propriété puisqu'il ne l'a pas acquis, ni du chef de sa possession car le second est supposé de bonne foi et le premier ne peut pas invoquer ni vol ni perte. Supposons que le second acquéreur, se croyant propriétaire, vende la chose à un nouvel acquéreur dont le titre est nul, d'une nullité absolue, soit pour l'incapacité du vendeur soit pour une autre cause.

Supposons aussi que cet acheteur ait eu connaissance de cette nullité. Vis-à-vis de son vendeur ce nouvel acquéreur est de mauvaise foi. Si le premier acquéreur, victime d'abus de confiance, était propriétaire, il pourrait revendiquer contre ce nouvel acquéreur du chef de sa propriété en invoquant le défaut du titre de celui-ci. Mais si nous savons qu'il n'est qu'un revendeur de possession, peut-il invoquer contre le nouvel acquéreur, la mauvaise foi de celui-ci pour revendiquer contre lui-même si le second acquéreur vendeur ne revendique pas ?

La question est controversée. A première vue, on

est tenté de répondre par l'affirmative, par analogie avec ce que nous avons dit du voleur qui enlève la chose à un possesseur devenu propriétaire du chef de sa bonne foi.

L'ancien propriétaire, avons-nous dit, bien que le vol n'ait pas atteint ses droits et que le voleur n'ait été coupable vis-à-vis de lui d'aucune fraude ; pourra revendiquer en invoquant la mauvaise foi, contre le voleur et celui qui tient la chose du voleur en connaissance du vol. Les deux cas semblent bien analogues si au lieu du vol on suppose un titre nul et que le possesseur ait connu la nullité de son titre. On est tenté de dire que le nouveau possesseur n'a pas droit à la possession et dès qu'il n'a pas qualité pour posséder, ce défaut de droit existe *erga omnes* et à l'égard de tout possesseur antérieur qui a perdu la possession sans abandon de sa part.

Mais cela n'est pas vrai. Il faut remarquer que le vol est un procédé irrégulier d'acquisition *erga omnes*, ainsi que le fait de profiter d'un vol comme le recel par exemple. Tout le monde peut s'en prévaloir pour accuser le possesseur de mauvaise foi. Mais dès qu'il y a eu tradition, même si elle est nulle, on ne peut pas dire que le procédé soit ici par lui-même constitutif de mauvaise foi. La mauvaise foi ici résulte de la connaissance de relations juridiques

purement personnelles à la personne en cause, et c'est à l'égard de cette personne seulement que le nouveau possesseur se trouve n'avoir pas droit à la possession, sans qu'on puisse dire que le défaut du droit à la possession existe *erga omnes*. On aura droit à la possession à l'égard des tiers et par conséquent on sera de bonne foi vis-à-vis d'eux lorsqu'on tiendra la possession de quelqu'un que l'on croit propriétaire par un procédé qui, dans sa forme abstraite et sa matérialité juridique constitue un procédé régulier d'acquisition. Et même si le titre d'acquisition qui émane de celui qu'on a cru propriétaire est nul, tant que ce dernier ne déclare pas sa nullité et ne reprend pas la possession, on est autorisé à posséder contre tous les autres, on est de bonne foi vis-à-vis d'eux, comme on a dit, puisqu'on a cru tenir la chose d'un propriétaire.

On ne serait de mauvaise foi que quand on croirait que celui avec lequel on traite n'est pas propriétaire. On est aussi de mauvaise foi si le procédé de la prise de possession est, par lui-même un acte frauduleux sans aucune autre considération de personne. Mais si l'acte en tant qu'acte est régulier est que la mauvaise foi n'existe qu'à l'égard d'une partie en raison des rapports juridiques qui lui sont personnels, les tiers revendiquants ne peuvent plus invoquer la mauvaise foi du possesseur. Donc, dans l'exemple que

nous avons donné, le premier acquéreur victime d'abus de confiance ne réussira pas contre le nouvel acquéreur acheteur de mauvaise foi.

On a vu dans quelle mesure il faut prendre la mauvaise foi au sens de l'art. 1007. Cela fini, nous procédons à l'étude de l'exception de l'abandon de laquelle, le possesseur actuel de mauvaise foi peut exciper contre le demandeur qui a pu établir la mauvaise foi.

*Sous-section 2. — L'exception de l'abandon  
de possession*

Nous voilà ramenés à la question la plus délicate et la plus controversée de toute cette matière.

On a bien vu que le premier alinéa de l'art. 1007 lorsqu'il parle du cas de la revendication de possession contre un acquéreur de mauvaise foi, ne fait aucune allusion à la condition d'une perte involontaire. C'est seulement le dernier alinéa qui donne au défendeur le droit de repousser l'action intentée contre lui, en prouvant que le demandeur avait abandonné la possession. Qu'est-ce qu'il faut entendre par « l'abandon de la possession » ? C'est ce que nous allons chercher maintenant.

Une première opinion nous enseigne qu'il faut entendre l'abandon de la possession au sens restreint c'est-à-dire le fait, de la part de l'ancien possesseur,

de livrer la chose d'une façon définitive et irrévocable sans garder sur elle aucun droit qui lui laisse la possession médiate.

Il en sera ainsi dans le cas de vente, de donation ou du cas de l'abandon unilatéral que les romains appelaient *derelictio*. D'après cette explication, le fait de donner la chose à un tiers à titre de dépôt ou de mandat ne sera jamais un abandon puisque l'ancien possesseur garde la possession médiate (1).

La deuxième opinion soutient qu'il faut entendre l'abandon au sens large de telle sorte que le seul fait de donner la chose à titre de dépôt ou de mandat ou de louage sera, sinon un abandon immédiat, au moins un abandon éventuel. Ce serait le premier acte d'un abandon définitif, puisque l'ancien possesseur s'expose à ce que son dépositaire ou mandataire livre volontairement la chose à un tiers, par abus de confiance. Et cet ancien possesseur, en s'exposant ainsi à un abus de confiance, a couru le risque d'un abandon volontaire de la part de celui qui possède pour lui. Si l'abus de confiance se produit, il y aura abandon de possession effectif et réalisé qui s'opposera à la revendication.

D'après cette deuxième explication, le possesseur actuel de mauvaise foi, pourra échapper à la reven-

(1) Gierke-Fahrnisbesitz, p. 60.

dication de possession, s'il prouve seulement que l'ancien possesseur avait donné la chose à un tiers, à titre de dépôt par exemple, qui l'aurait livrée volontairement. En effet, cette deuxième explication reviendrait à dire que l'ancien possesseur ne triomphera contre le possesseur actuel, même de mauvaise foi, que quand il y aura disparition involontaire au sens de l'art. 935. Il échouera dans le cas d'abus de confiance. La disparition involontaire de l'art. 935 sera alors une condition commune dans les deux cas de la revendication de possession.

Cette seconde interprétation est de Planck. Il dit que celui qui confie sa chose à une autre personne l'abandonne éventuellement (1). Il ne dit pas que c'est le possesseur médiat qui réalise l'abandon, car il est le premier à reconnaître qu'en donnant la chose à un autre comme dépôt, on n'abandonne pas la possession, mais on la garde sous une autre forme, à savoir la forme médiate.

Mais il nous dit que quand il y a dualité concomitante des possessions, lorsque le possesseur direct abandonne sa possession, il fait disparaître en même temps la possession médiate de telle sorte qu'on peut dire que la possession médiate a été perdue par l'abandon.

(1) Planck. *Op. cit.*, t. III, sur l'art. 1007, p. 383.

Il est vrai qu'on ne peut pas dire que c'est l'ancien possesseur revendiquant qui avait abandonné la possession, et c'est ce qu'exige le texte.

Mais Planck constate que, dès qu'il y a abandon de la part d'un représentant, il n'y a plus à se préoccuper de la participation volontaire du possesseur médiate. Quand la perte ou le vol se réalisent chez le représentant, cela équivaut à une perte à l'égard du possesseur médiate (1).

De même, l'abandon par un représentant vaudra abandon par le possesseur médiate.

Pour réfuter l'interprétation de Planck il faut d'abord remarquer que cette analogie est très inexacte. En cas de disparition involontaire, l'art. 935 s'exprime de façon formelle pour nous dire que lorsque le vol ou la perte est commise chez le représentant, ce sera comme si elle était commise chez le possesseur médiate. L'art. 1007, quand il nous dit que le possesseur actuel, défendeur dans l'action en revendication de possession, pouvait opposer à l'ancien possesseur revendiquant l'exception de l'abandon de la part de ce dernier; n'assimilait pas à l'abandon de l'ancien possesseur revendiquant, l'abandon réalisé par son représentant sans acquiescement de sa part.

On voit par là que cette analogie est de la création de Planck, elle est ajoutée au texte.

(1) Voir Planck sur l'art. 1007.

Avant de traiter les autres objections que l'on peut adresser à l'interprétation de Planck, nous signalons entre parenthèses que, même d'après cette interprétation qui considère l'abus de confiance par un représentant comme abandon, il n'y aura pas abandon dans le cas d'abus de confiance de la part d'un détenteur subordonné, par exemple, un serviteur. Ce que le serviteur abandonne, ce sera la détention et non pas la possession. Il n'a pas la possession, et on ne peut pas abandonner quelque chose qu'on n'a pas. Dans ce cas le défendeur ne peut pas opposer à l'ancien possesseur un abandon qui n'a jamais eu lieu ni de sa part ni de la part d'un représentant (1).

Ce point, mis de côté nous revenons à l'examen de la seconde interprétation soutenue par Planck. On voit bien que les résultats pratiques de cette explication sont inadmissibles.

L'acquéreur de mauvaise foi complice d'un abus de confiance d'un dépositaire infidèle se trouve protégé, à l'encontre du possesseur ancien revendiquant, par cela seul qu'il prouve, que la chose lui avait été livrée, autrement dit qu'il y a eu un abandon à son profit. Il est vrai que cet abandon provient du dépositaire, mais on a vu que, d'après cette opinion, cet abandon vaut l'abandon par le déposant.

(1) Gierke-Fahrisbesitz, *Op. cit.*, p. 50.

Ainsi le possesseur de mauvaise foi pourra se prévaloir de la fraude dont il est le complice, ce qui serait inadmissible.

L'ancien possesseur, dans le cas précédent, sera réduit à la revendication de propriété, dans laquelle pour réussir il faut qu'il prouve sa propriété. La revendication de propriété triomphe toujours contre un possesseur de mauvaise foi (1). Mais si l'ancien possesseur n'était qu'un possesseur précaire et ne peut pas se prétendre propriétaire, il sera désarmé. C'est cependant pour cette catégorie de possesseurs que la revendication de possession a été introduite.

De plus, la solution de Planck revient à traiter le possesseur de mauvaise foi, sauf la question de preuve, sur le même pied d'égalité que le possesseur de bonne foi. Dans les deux cas, il serait impossible de revendiquer après un abus de confiance, il faudrait la perte involontaire pour revendiquer. Et on voit que cela aura pour résultat de favoriser l'abus de confiance.

Nous voyons, après tous les arguments et objections que nous avons opposés à la deuxième explication soutenue par Planck, qu'il faut entendre l'aban-

(1) Ce possesseur de mauvaise foi n'aura, dans ce cas, comme on l'a vu, aucune exception qui pourra couvrir sa mauvaise foi. Mais il pourra alléguer l'abandon, non pas comme exception, mais comme négation de la propriété du demandeur.

don dans le sens juridique du mot comme on l'a vu dans la première explication.

D'après cette explication, l'abandon comprendra seulement deux applications. La première est l'abandon unilatéral, la *derelictio* des Romains. La deuxième est le transfert intégral de la propriété, c'est le cas dans une vente ou une donation. On ne peut pas admettre qu'il y a abandon dans le cas où le possesseur, tout en livrant la chose à un autre, en garde la possession médiate.

Dans ce cas, le possesseur ancien s'expose à ce que son dépositaire, par exemple, le trahisse en réalisant lui-même un transfert qui sera un abandon. Il y aurait du chef de l'ancien possesseur une imprudence ; mais imprudence ne signifie pas consentement à l'abandon réalisé par un représentant possesseur. Alors dans des cas pareils il n'y aura pas abandon puisque il n'y aura pas renonciation définitive à ses droits de la part de l'ancien possesseur. Il triomphera dans la revendication de possession contre le possesseur actuel de mauvaise foi. Pour que celui-ci puisse exciper avec succès de l'abandon, il faut prouver qu'il y a eu transfert définitif (vente ou donation), ou abandon unilatéral, car c'est dans ces deux cas seulement qu'il y a renonciation définitive à toute possession. Donnons des exemples pour éclairer cela.

Supposons l'acquéreur actuel défendeur dans la revendication soit de mauvaise foi d'avoir su qu'il traitait avec un dépositaire. Mais, après coup, il connaît que l'ancien possesseur avait vendu la chose au dépositaire. Si l'ancien possesseur revendique du chef de son ancienne possession et arrive à établir la mauvaise foi de l'acquéreur, celui-ci pourra lui opposer l'exception de l'abandon.

Un autre exemple sera celui de l'ancien possesseur qui abandonne sa chose par voie de *derelictio*. Un trouveur (ou inventeur) s'en empare, et croyant qu'il s'agit d'une chose perdue involontairement, la vend à un acquéreur qui connaît la provenance de la chose. On voit que dans l'exemple l'acquéreur aussi bien que l'inventeur sont de mauvaise foi. Si l'ancien possesseur, regrettant sa chose, vient revendiquer et prouve son ancienne possession et la mauvaise foi de l'acquéreur, celui-ci pourra lui opposer l'abandon (*derelictio*).

On voit bien maintenant que l'art. 1007 établit une opposition très nette entre la perte involontaire et l'abandon de possession, et c'est justement ce qui caractérise et différencie les deux applications de la revendication de possession.

Vis-à-vis du possesseur de bonne foi, elle est donnée seulement quand il y a disparition involontaire au sens de l'art 935. A l'encontre d'un possesseur de

inauvaise foi, la revendication de possession est donnée dans tous les cas, excepté quand il y a abandon de possession.

Alors il est impossible de dire que les cas d'admissibilité de revendication contre un acquéreur de bonne foi seront, sauf la question de preuve, les mêmes que contre un acquéreur de mauvaise foi. Et cela vient de ce fait que les cas de disparition involontaire de l'art. 935 ne comprennent pas tous les cas dans lesquels il n'y a pas abandon. Il y a des cas qui ne rentrent ni dans la disparition involontaire ni dans l'abandon. Ce sont les cas d'abus de confiance et de détournement.

Dans ces cas, l'ancien possesseur ne triomphe pas contre l'acquéreur de bonne foi, car il n'y a pas perte involontaire. Mais à l'encontre d'un acquéreur de mauvaise foi, le demandeur qui prouve son ancienne possession et la mauvaise foi de l'acquéreur triomphe, car celui-ci ne pourra pas lui opposer l'abandon.

Tel est le mécanisme de l'exception de l'abandon, on voit quelle reste bien loin de l'abandon éventuel de Planck.

---

## SECTION V

### LA REVENDICATION DE POSSESSION POUR PERTE

#### INVOLONTAIRE

Nous voilà arrivés à l'étude de la revendication de possession, quand elle est pour perte involontaire. C'est le cas le plus important et le plus pratique des deux ; le demandeur n'y recourt que quand il ne peut prouver la mauvaise foi du défendeur, et c'est ce qui arrive le plus souvent.

Lorsque le défendeur est de bonne foi (1), l'ancien possesseur dépouillé aura à prouver le vol, la perte ou toute autre disparition involontaire dont il a été victime.

Il faut bien entendre les cas de disparition involontaire dans le sens de l'art. 435. Il y aura donc perte involontaire, non seulement quand le possesseur ancien lui-même sera la victime du vol ou de la perte, mais aussi lorsque la disparition involontaire se réalisera en la personne de celui qui possède pour lui, autrement dit, de son représentant possessoire. Il faut remarquer que, dans ce dernier cas, celui qui a remis la chose, garde toujours la possession médiate. Donc, quand il y aura perte involontaire à l'égard du repré-

(1) Il est supposé tel jusqu'à preuve contraire.

sentant possesseur, il y aura aussi perte involontaire à l'égard de celui pour qui le représentant possède. Le vol, par exemple, qui enlèverait au représentant sa possession immédiate, enlèverait à celui qui lui a remis la chose, sa possession médiate. C'est plus clair aussi quand la perte se produit à l'égard d'un serviteur, dans ce cas, l'ancien possesseur a toujours la possession immédiate et c'est celle-ci qui lui serait enlevée.

On a vu que l'abus de confiance de la part d'un représentant possesseur, n'est pas une perte involontaire à l'égard du possesseur médiate. Dans ce cas, l'ancien possesseur qui a perdu la possession médiate par l'abus de confiance de son représentant, ne peut pas revendiquer, contre le possesseur actuel de bonne foi, du chef de l'art. 1.007. Il sera réduit à la revendication de propriété, mais dans ce cas, pour réussir il faut qu'il prouve sa propriété et de plus le défaut de titre de l'acquéreur.

Supposons maintenant que, dans une action en revendication de possession, l'ancien possesseur demandeur ait établi la perte involontaire à l'encontre du possesseur actuel de bonne foi, il faut savoir que celui-ci a deux exceptions en moyens de défense spéciaux que la loi a mis à sa disposition : l'exception de la propriété et celle de perte involontaire antérieure.

*Sous-Section I. — L'Exception de Propriété*

L'admission de cette exception est la conséquence de ce que nous avons dit, en parlant du caractère de l'action en revendication de possession, qu'elle est une action réelle fondée sur un droit, une véritable action pétitoire. Ainsi, on voit que le défendeur, actionné du chef de la possession, pourra se défendre en invoquant son droit de propriété, sans que l'action devienne une action en revendication de propriété.

Donnons un exemple pour éclairer la question. Prenons le cas d'un propriétaire, qui a été victime d'un abus de confiance. Supposons aussi que l'acquéreur, qui a pris la chose, ne soit devenu propriétaire faute de juste titre, et-qu'il se laisse voler. Le propriétaire d'origine est toujours resté propriétaire. Si la chose revient aux mains de celui-ci, et si l'acquéreur volé revendique du chef de la possession en invoquant la perte involontaire, le propriétaire défendeur dans cette action pourra opposer son droit de propriété, qu'il n'a jamais perdu.

Dans notre exemple, si le propriétaire, après que la chose lui est revenue, la donne à un représentant qui possédera pour lui ; et si, dans ces circonstances, l'acquéreur volé intente une action contre le représentant possesseur, on se demande si le représentant possesseur, faute de pouvoir appeler en cause le proprié

taire, pourra lui-même invoquer le droit de propriété de celui pour qui il possède la chose (1). D'après M. le professeur Saleilles, il semble qu'on doive l'admettre, car, en réalité, il ne s'agit pas d'invoquer la propriété d'un tiers pour infirmer la preuve de propriété du demandeur, ce qui est étranger à la revendication de possession. Il s'agit, pour le représentant, de défendre sa possession et, pour cela, il a le droit d'invoquer la possession de son auteur ; et le maintien de cette possession dépend de l'exception de propriété. Alors, le représentant a intérêt à invoquer le droit de propriété de son auteur, et, pour cela, il faut lui accorder cette exception (2).

Un autre exemple pour l'application de l'exception de propriété est dans le cas où le défendeur est devenu propriétaire du chef de l'usucapion. Supposons qu'un possesseur soit volé ou ait perdu sa chose et que la chose tombe aux mains d'un acquéreur. Celui-ci ne devient pas immédiatement propriétaire, mais, dans dix ans, il pourra le devenir par l'usucapion, pourvu que les conditions requises soient accomplies. Si l'ancien possesseur, dix ans après le vol ou la perte, veut revendiquer sa possession du chef du vol ou de la perte dont il a été victime, le défendeur que nous

(1) Saleilles, *Op. cit.*, 227.

(2) Saleilles, *Op. cit.*, 298.

supposons devenu propriétaire par usucapion, pourra lui exciper son droit de propriété.

Telle sont les conditions dans lesquelles l'exception de propriété fonctionne. Arrivons-en maintenant à l'exception de perte antérieure.

*Sous-Section 2. — L'Exception de Perte antérieure*

Cette exception suppose une perte involontaire, dont le possesseur actuel, défendeur dans l'action, avait été victime, avant que le possesseur revendiquant, ne soit entré en la possession qu'il revendique après avoir été lui-même victime d'une perte involontaire.

Prenons un exemple pour illustrer cette hypothèse.

Supposons Primus demandeur revendiquant, et Secundus possesseur actuel, défendeur dans l'action. Mais ce Secundus lui-même avait été un ancien possesseur à qui la chose avait été volée ou qu'il a perdue. A ce moment, il aurait pu revendiquer, mais peut-être ne l'a-t-il pas fait parce qu'il avait perdu la trace de la chose et ne savait plus où la trouver. Après cette perte ou ce vol, la chose est venue entre les mains de Primus qui l'a prise de bonne foi. Primus, qui est devenu possesseur de bonne foi et non pas propriétaire (1), est à son tour volé. Après coup,

(1) On a vu qu'on ne devient pas propriétaire du chef de la possession et de la bonne foi des choses disparues involontairement.

et en toute bonne foi. Secundus vient d'acquérir la possession de la chose dont il avait été jadis dépossédé. Maintenant, Primus vient revendiquer la possession contre Secundus, invoquant le vol dont il a été victime. Voilà deux anciens volés, à qui donnerait-on la préférence ? L'art. 1.007 nous dit que c'est Secundus qui doit l'emporter, car c'est lui qui a été volé le premier. La possession actuelle de Secundus est supérieure à la possession de Primus qui revendique, après avoir été volé, car c'est Secundus qui, le premier, aurait eu à se plaindre du vol ou de la perte dont il avait été victime (1).

Dans l'action intentée par Primus contre Secundus, pour que Primus échoue, il suffit que Secundus lui oppose la perte involontaire dont il a été victime antérieurement.

Il faut remarquer que, pour que l'exception de perte ou de vol antérieur réussisse, il faut que le vol, par exemple, ait été commis contre le possesseur actuel ou contre celui qui possédait pour lui. Il faut encore que le vol soit antérieur à l'entrée de son adversaire en possession.

Supposons, dans notre exemple, que le vol commis avant l'entrée en possession de Primus avait comme victime un tiers et non pas Secundus ou son repré-

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 299

sentant. Dans ce cas, Secundus défendeur ne pourra invoquer contre Primus le vol dont ni lui, ni son représentant n'ont été victimes. Primus réussira dans l'action encore qu'il ait acquis une chose volée. Si, dans des circonstances pareilles, l'action était en revendication de propriété, Primus aurait échoué. Secundus aurait établi à son encontre qu'on ne peut acquérir la propriété du chef de la bonne foi et du juste titre lorsque la chose est volée ; et ainsi il aurait renversé la preuve du demandeur. Mais, comme on l'a vu dans une action en revendication de possession, Primus triomphera dans ces circonstances.

Enfin, donnons un exemple pour faire comprendre comment il faut, pour que cette exception triomphe, que la perte soit antérieure à la possession du demandeur revendiquant. A demandeur revendiquant et B possesseur actuel défendeur. A avait été la victime d'un vol. La chose est venue entre les mains de B. B est volé à son tour par un tiers, mais il revendique contre ce tiers et recouvre la chose volée. Après coup, A vient revendiquer contre B du chef du vol dont A lui-même avait été victime ; B dans ce cas ne peut exciper du vol qu'il a subi aussi. On voit deux volés, mais c'est le demandeur A qui avait été volé le premier et pour cela il triomphera.

Le vol subi par B ne peut pas servir d'exception

contre A, car il n'est pas antérieur à son entrée en possession.

Ayant ainsi développé le mécanisme de l'action en revendication de possession dans son application la plus importante ; c'est-à-dire dans le cas où la revendication est fondée sur la perte involontaire et dirigée contre un possesseur de bonne foi, nous passerons à l'étude des exceptions communes aux deux hypothèses.

## SECTION VI

### EXCEPTIONS COMMUNES AUX DEUX HYPOTHÈSES

#### DE LA REVENDICATION DE POSSESSION

Étudions maintenant les exceptions communes aux deux hypothèses de l'art. 1007, c'est-à-dire qui peuvent être opposées par le possesseur actuel de bonne foi aussi bien que par le possesseur actuel de mauvaise foi.

C'est le dernier alinéa de l'art. 1007 qui nous parle de ces exceptions communes, il en signale deux ; la première est l'abandon de la possession et la deuxième est la mauvaise foi de l'ancien possesseur lors de son acquisition.

Nous allons dire un mot de chacune.

#### *Sous-section 1. — L'abandon de possession*

On a signalé cette exception où se trouve son application utile et principale, dans l'hypothèse de reven-

dication de possession contre le possesseur de mauvaise foi. Mais l'art. 1007 (dernier alinéa) en fait une exception commune qui pourra être également opposée par un possesseur de bonne foi lorsque la revendication sera intentée contre lui pour perte involontaire. Mais, dans ce deuxième cas, il s'agit beaucoup moins d'une exception proprement dite que d'une contradiction aux allégations du demandeur. En effet, on nie simplement le vol ou la perte sur laquelle le demandeur s'appuie en revendiquant (1). A demandeur, prétend avoir perdu la chose et se fonde sur cette perte pour revendiquer contre B possesseur actuel de bonne foi. B peut répondre que la perte invoquée n'a pas été qu'un *derelictio*. Si A le demandeur invoque un vol dont son représentant possesseur a été victime, B le possesseur de bonne foi, défendeur peut répondre que le vol allégué n'est qu'un abus de confiance par lequel le représentant lui avait livré, donc abandonné la possession. Dans les deux exemples il ne s'agit pas d'une exception de la part de B, car il ne fait plutôt que nier les prétentions de A.

Par le deuxième exemple, on voit que pour le possesseur de bonne foi l'abandon du représentant est mis sur le même pied d'égalité que l'abandon du possesseur médiateur ; car tous les deux reviennent à nier la perte ou le vol invoqué.

(1) Gierke-Fahrnisbesitz, p. 59.

M. le professeur Saleilles nous dit que « ce n'est qu'à l'apparence, si l'on peut dire, que l'on peut trouver des hypothèses où il y ait encore vol ou perte, et où l'on puisse alléguer sous forme d'exception, un abandon de possession » (1). Il nous donne l'exemple de celui qui aurait déjà livré la possession tout en ayant la chose en main, c'est le cas de la convention de transfert possessoire du second alinéa de l'art. 854 (2).

Supposons que, dans ces conditions et entre les mains de l'ancien possesseur, la chose a été volée ou perdue. Si l'ancien possesseur veut revendiquer contre un acquéreur de bonne foi en invoquant le vol ou la perte, l'acquéreur répliquera par l'exception de l'abandon. Mais il n'y a là qu'une apparence.

En réalité, la perte ou le vol se sont réalisés à l'encontre de celui qui avait la possession. Dans l'exemple l'ancien possesseur ayant même la chose en main au moment du vol ou de la perte, n'avait pas la possession. En ce moment-là il était devenu simple détenteur. Si donc il voulait invoquer la perte ou le vol, l'acquéreur de bonne foi lui répondrait que ce n'était pas lui la victime du vol ou de la perte et

(1) Saleilles, *Op. cit.*, 328.

(2) C. civ. all. trad. et annot., *Op. cit.*, t. II, p. 44, « L'accord des volontés de l'ancien possesseur et de l'acquéreur suffit pour l'acquisition de la possession lorsque celui-ci est en situation d'exercer son pouvoir sur la chose.

que, par conséquent, ce n'est pas lui qui peut revendiquer de ce chef. « Là encore, la prétendue exception d'abandon n'est qu'une façon d'établir que le vol ou la perte dont on se prévaut ne peuvent pas servir, dans l'hypothèse donnée, de fondement à la revendication ».

« Ainsi les principes étant réservés quant au fond il n'y a plus grand inconvénient, dans la forme, à dire que le possesseur de bonne foi pourra opposer l'exception de l'abandon de la possession » (1).

*Sous-section 2. — L'exception de mauvaise foi  
de l'ancien possesseur*

La seconde exception commune est la mauvaise foi de l'ancien possesseur. Cette exception pourra être opposée par l'acquéreur de bonne foi contre l'ancien possesseur revendiquant du chef de la perte, aussi bien que par l'acquéreur de mauvaise foi contre l'ancien possesseur qui revendique du chef de la mauvaise foi.

Il faut d'abord remarquer, comme on l'a vu d'ailleurs, que quand il est question de mauvaise foi à l'égard d'un possesseur, il faut se placer au moment où il est entré en possession pour en constater l'existence. La notion de la mauvaise foi ici est la

(1) Saleilles, *Op. cit.*, p. 328.

même que quand il s'agit de la mauvaise foi du possesseur actuel. Alors, nous n'avons pas besoin ici de répéter ce que nous en avons dit, il suffit d'y renvoyer ; seulement nous donnerons des exemples pour montrer comment la mauvaise foi pourra être opposée à l'ancien possesseur.

Supposons un ancien possesseur qui avait été de mauvaise foi lors de son acquisition, pour avoir acquis une chose volée en connaissance du vol. Supposons que cet ancien possesseur vient, à son tour, d'être volé ou de perdre la chose. S'il revendique contre un acquéreur de bonne foi, celui-ci peut lui opposer sa mauvaise foi. La possession de l'ancien possesseur est, en effet, inférieure à celle de l'acquéreur.

Aussi, si l'acquéreur est de mauvaise foi et que l'ancien possesseur revendique contre lui de ce chef, celui-ci peut lui opposer sa mauvaise foi. Dans ce cas les deux possessions sont de qualité égale, et il n'y a pas de raison pour faire triompher l'ancien possesseur plutôt que l'actuel. C'est le cas d'appliquer le vieil adage « *in pari causa, melior est causa possidendi* ».

Ainsi nous avons terminé l'étude de la revendication de possession.

---

## CONCLUSION

---

La conclusion qui se dégage de cette étude est que la possession devient dominante pour faire acquérir la propriété des meubles.

On peut dire que c'est la maxime « en fait de meubles, possession vaut titre » qui régit la matière de la revendication mobilière presque dans le monde entier.

La compénétration de l'idée de propriété et de l'idée de possession, en matière de meubles, devient de plus en plus nécessaire, à cause de la complication de la vie économique et du développement des opérations commerciales.

Cette compénétration, croyons-nous, ne tardera pas à se réaliser complètement.

Mais, après avoir constaté la place qu'occupe, dans divers pays, la règle « en fait... », il nous reste à signaler les nuances légères qui existent entre les différents systèmes qui, en principe, suppriment la revendication des meubles.

En premier lieu, on trouve qu'au point de vue du juste titre, ils se divisent en deux groupes.

Le premier groupe, qui contient le droit français

et le droit italien, fait reposer l'acquisition uniquement sur la possession de bonne foi. Le deuxième, qui contient le droit allemand et le droit suisse, exige en outre l'existence d'un juste titre. A première vue, celui-ci est plus logique. Il semble qu'on ne doive pas moins favoriser le possesseur quand il traite avec le propriétaire que quand il traite avec un non propriétaire, et par conséquent il faut exiger le juste titre. Mais si nous examinons la question de plus près, nous donnerons sûrement la préférence au premier groupe (droits français et italien) qui n'exige pas le juste titre comme élément requis pour lui-même. A la vérité, ce serait chose inquiétante, au point de vue de la sécurité du possesseur des meubles que voir un tiers se prévaloir des vices d'un titre auquel il n'a pas été partie et se donner le droit de tenir compte de rapports contractuels auxquels il est resté étranger. Il est vrai qu'il ne pourrait invoquer que les causes de nullité absolue, et qu'on lui refuserait de se prévaloir des causes d'annulabilité, remises à l'appréciation exclusive de celui qui avait passé l'acte. Mais, dans ce cas, il y a toujours des fraudes à craindre. Donc, il est plus simple de déclarer que le juste titre en soi n'est pas une condition de l'acquisition de bonne foi.

Viennent ensuite les autres différences, relatives à l'exception des choses volées ou perdues et aux titres

au porteur. Nous nous contentons de le mentionner ici ; pour les détails nous renvoyons à ce que nous avons dit au cours de notre travail.

Quant à la notion de l'acheteur de bonne foi et à titre onéreux du droit anglais (*bona fide purchaser for value*) (1), on a bien vu que ce droit est très sévère et au point de vue juste titre et au point de vue bonne foi.

A la fin de cette étude, nous pouvons dire qu'il est évident que la préférence reste acquise au système français tel qu'il ressort de la jurisprudence actuelle.

(1) C'est la règle que les tribunaux anglais ont dégagée.

---

VU :

*Le Doyen,*

H. BERTHELEMY.

VU :

*Le Président de la thèse,*

H. LÉVY-ULLMANN.

Vu et permis d'imprimer :

*Le recteur de l'Académie de Paris,*

CHARLETY

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

BLACKSTONE (W) : The commentaries on the laws of England adopted to the present state of law by Robert Malcolm Kerr. 4<sup>e</sup> édition, Londres 1876.

*Code Civil Allemand* : Traduit et annoté par MM. Bufnoir et

*Code Civil Espagnol* : 1888.

*Code Civil Italien* 1866 : Traduit et annoté par M. Prudhomme.

*Code Civil Portugais* du 1<sup>er</sup> juillet 1867 : Traduit et annoté par G. Laneyrie et Joseph Dubois.

*Code Civil Suisse* : Novembre 1907.

COLIN ET CAPITANT : Cours élémentaire de droit civil français, 4<sup>e</sup> édition, 1923.

COSACK : Lehrbuch des deutschen bürgerlichen Rechts, 1899, 2<sup>e</sup> édition.

FALCONBRIDGE John Delâtre : Handbook of the law of the sale of goods, 1921.

GIERHE : Deutsches Privatrecht, 1905.

GIRARD : Manuel élémentaire de droit romain, 7<sup>e</sup> édition, 1924.

HALSBURY : The Laws of England, 1907 et suiv.

GOBBÉ-DUVAL : Etude Historique sur la revendication des meubles en droit français, 1881.

JOURDAN (Alfred) : La Prescription d'après le Code Civil Allemand. Th. Aix-en-Provence, 1906.

LEHR (Earnest) : Eléments de droit civil anglais, 2<sup>e</sup> édition, 1906.

- MACKAY (Hector) : La revendication des meubles en droit Anglais. Th. Paris 1924.
- PLANCK : Bürgerliches Gesetzbuch nebst Einführungsgesetz 1898, 2<sup>e</sup> édition.
- PLANIOL : Traité élémentaire de droit civil français, Paris, 1925.
- POINCARÉ (Raymond) : De la revendication des meubles. Th. Paris, 1883.
- POLLOCK (Frederick) : The law of Forts, 11<sup>e</sup> édition, 1920.
- POLLOCK ET WRIGHT : Possession in the Common law. 1888.
- ROCHE-AGUSSOL (Maurice) : Etude sur la conservation des droits mobiliers. Th. Montpellier, 1901.
- « *Sale of goods Act* » : Annuaire de Législation étrangère 1894. Traduit par M. Lévy-Ullmann et Barclay.
- SALEILLES (Raymond) : De la possession des meubles. Paris 1907.
- SALMOND (John) : The law of torts 5<sup>e</sup> édition 1920.
- SCHOULER (James) : A Treatise on the law of personal property. 2<sup>e</sup> édition 1896.
- STEPHENS : New Courmentaries on the laws of England, 10<sup>e</sup> édition 1886. Aussi la 17<sup>e</sup> édition révisé par Jenks 1922.
- TOURNEAEC : Application pratique de la maxime « en fait de meubles... » Th. Paris 1913.
- TERRY (Charles) : Uniform state laws 1920.
- WILLIAMS (Joshua) : Principles of the law of personal property, 14<sup>e</sup> édition 1894.
-

## REFERENCES

- A. C. : Law reports : Appellal cases.
  - K. B. : Law reports King Bench division
  - L. R. C. P. : Law reports Common Pleas.
  - L. T. : Law Time reports.
  - Q. B. : Law Rerports. Queen Bench.
  - T. I. R. : Times law Reports.
-

# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

## HISTOIRE

|                                                                         |    |
|-------------------------------------------------------------------------|----|
| I. Droit romain .....                                                   | 1  |
| II. Ancien Droit Français .....                                         | 4  |
| a) Périodes Mérovingienne et Carlovin-                                  |    |
| gienne et Moyen âge .....                                               | 4  |
| b) XIV <sup>e</sup> , XV <sup>e</sup> et XVI <sup>e</sup> siècles ..... | 5  |
| c) XVII <sup>e</sup> et XVIII <sup>e</sup> siècles .....                | 6  |
| PLAN .....                                                              | 10 |

## PREMIERE PARTIE

### Droit Français

|                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — <i>En fait de meubles posses-</i>        |    |
| <i>sion vaut titre et la revendication des meubles</i> ..... | 12 |
| SECTION I : <i>Fondement Législatif et Nature</i>            |    |
| <i>Juridique de la règle</i> .....                           | 13 |
| Sous-Section 1. — <i>Fondement Legis-</i>                    |    |
| <i>latif</i> .....                                           | 13 |
| Sous-Section 2. — <i>Nature juridique</i> ..                 | 14 |
| SECTION II : <i>Conditions d'application et de</i>           |    |
| <i>fonctionnement de la règle</i> .....                      | 16 |
| Sous-Section 1. — <i>Possession</i> .....                    | 16 |
| Sous-Section 2. — <i>Bonne foi</i> .....                     | 18 |
| SECTION III : <i>Exception relative aux meubles</i>          |    |
| <i>volés ou perdus</i> .....                                 | 20 |
| Sous-Section 1. — <i>L'exception</i> .....                   | 20 |
| Sous-Section 2. — <i>Le Tempérament</i>                      |    |
| <i>apporté à cette exception</i> .....                       | 23 |

|                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|
| Sous-Section 3. — Règles spéciales<br>aux titres au porteur volés ou perdus | 23 |
| CHAPITRE II. — <i>Droit Comparé</i> .....                                   | 26 |

## DEUXIEME PARTIE

### Droit Anglais

|                                                                                                                |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — La possession en droit<br>Anglais .....                                                    | 33 |
| SECTION I : En général .....                                                                                   | 33 |
| SECTION II : La Possession physique (de facto<br>possession) .....                                             | 43 |
| SECTION III : Possession de droit (possession<br>in law) .....                                                 | 50 |
| SECTION IV : Règles Générales .....                                                                            | 55 |
| SECTION V : « Bailment » .....                                                                                 | 58 |
| CHAPITRE II. — L'acquisition et la Revendication<br>des meubles .....                                          | 60 |
| SECTION I : La règle générale .....                                                                            | 60 |
| (Appendice) La Prescription des meubles                                                                        | 62 |
| SECTION II : Les exceptions à la règle .....                                                                   | 65 |
| Sous-Section 1. — Vente à plein mar-<br>ché .....                                                              | 66 |
| Sous-Section 2. — Estoppel .....                                                                               | 74 |
| Sous-Section 3. — Cas où le vendeur<br>resté en possession revend la chose à<br>un acheteur de bonne foi ..... | 78 |
| Sous-Section 4. — Cas où le titre du<br>vendeur est annulable .....                                            | 79 |
| Sous-Section 5. — Changements dans<br>la nature des biens .....                                                | 81 |
| Sous-Section 6. — Exception relative<br>aux titres au porteur à l'argent ....                                  | 84 |

|                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION III : <i>De l'acquéreur de bonne foi et à titre onéreux</i> ..... | 85  |
| Sous-Section (1). — De bonne foi ....                                     | 85  |
| Sous-Section (2). — A titre onéreux ..                                    | 86  |
| CHAPITRE III. — <i>L'action en Revendication</i> (action of Trover) ..... | 93  |
| SECTION I : Evolution et généralités ... ..                               | 94  |
| SECTION II : Qui peut intenter une action « of trover » .....             | 95  |
| SECTION III : Exemples de « conversion » ..                               | 99  |
| SECTION IV : En quoi se résout l'action « of trover » .....               | 102 |

### TROISIEME PARTIE

#### Droit Allemand

|                                                                                                                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — La Possession en droit allemand .....                                                                                                                              | 105 |
| SECTION I : La détention subordonnée ....                                                                                                                                              | 107 |
| SECTION II : La possession et son élément unique. Le pouvoir de fait .....                                                                                                             | 110 |
| SECTION III : La distinction entre la détention subordonnée et la possession ....                                                                                                      | 115 |
| SECTION IV : Les deux théories de la possession en droit allemand .....                                                                                                                | 118 |
| SECTION V : L'acquisition de la possession par les incapables .....                                                                                                                    | 129 |
| SECTION VI : Les différentes divisions de la possession .....                                                                                                                          | 132 |
| CHAPITRE II. — L'acquisition de la propriété des meubles du chef de la bonne foi et avec juste titre, et l'impossibilité de revendiquer dans ce cas-là contre le tiers acquéreur ..... | 135 |

|                                                                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I : Le Fondament Législatif de la<br>Règle .....                                                                                                | 135 |
| SECTION II : Les Conditions de l'acquisition<br>de bonne foi .....                                                                                      | 137 |
| Sous-Section 1. — Le juste titre .....                                                                                                                  | 143 |
| Sous-Section 2. — La bonne foi .....                                                                                                                    | 148 |
| Sous-Section (3). — L'acquisition d'un<br>non-propriétaire .....                                                                                        | 153 |
| SECTION III : Exception Relative aux choses<br>disparues et la possibilité de la Revendi-<br>cation .....                                               | 155 |
| Sous-Section (1). — Les personnes à<br>l'égard desquelles la disparition peut<br>avoir lieu .....                                                       | 156 |
| Sous-Section 2. — Modes de dispari-<br>tion .....                                                                                                       | 164 |
| Sous-Section 3. — Deux points impor-<br>tants .....                                                                                                     | 168 |
| Sous-Section 4. — La justification de<br>l'exception .....                                                                                              | 171 |
| Sous-Section 5. — Règles spéciales en<br>matière d'argent, des titres au porteur<br>et des choses acquises par voie d'adju-<br>dication politique ..... | 177 |
| APPENDICE A CHAPITRE II : <i>La Présomption de pro-<br/>priété du chef de la possession</i> .....                                                       | 179 |
| CHAPITRE III. — L'Usucapion des meubles .....                                                                                                           | 182 |
| SECTION I : Les conditions de l'usucapion ..                                                                                                            | 182 |
| SECTION II : L'interruption et la suspension                                                                                                            | 185 |
| Sous-Section 1. — L'interruption ....                                                                                                                   | 185 |
| Sous-Section 2. — La suspension ....                                                                                                                    | 188 |

|                                                                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE IV. — La Revendication de possession ..                                                                                 | 193 |
| SECTION I : La revendication de possession<br>en face de la revendication de propriété<br>et des actions possessoires .....      | 193 |
| SECTION II : Le Caractère de l'action en<br>revendication de possession et les pos-<br>sesseurs auxquels appartient cette action | 198 |
| SECTION III : Les Deux hypothèses de la<br>Revendication de possession .....                                                     | 203 |
| SECTION IV : La Revendication contre le pos-<br>sesseur de mauvaise foi .....                                                    | 209 |
| Sous-Section 1. — La mauvaise foi<br>dans l'art. 1007 .....                                                                      | 210 |
| Sous-Section 2. — L'exception de l'aban-<br>don .....                                                                            | 220 |
| SECTION V : La Revendication pour perte<br><i>involontaire</i> .....                                                             | 229 |
| Sous-Section 1. — L'exception de pro-<br>priété .....                                                                            | 231 |
| Sous-Section 2. — L'exception de perte<br>antérieure .....                                                                       | 233 |
| SECTION VI : <i>Exceptions Communes aux deux<br/>hypothèses de la Revendication de Pos-<br/>session</i> .....                    | 236 |
| Sous-Section 1. — L'abandon .....                                                                                                | 236 |
| Sous-Section 2. — L'exception de la<br>mauvaise foi de l'ancien possesseur .                                                     | 239 |
| CONCLUSION : .....                                                                                                               | 241 |
| BIBLIOGRAPHIE : .....                                                                                                            | 244 |
| RÉFÉRENCES : .....                                                                                                               | 246 |

---







---

Imprimerie : Les Presses modernes, 43, rue de Maubeuge, Paris  
Ateliers à Troyes (Aube).